



Modification du PLU de Malataverne
prescrite le 25 mai 2018 et approuvée le 25 novembre 2019

Pièce n°1 | Notice explicative

1- Etude d'impact, évaluation environnementale et/ou décision d'examen au cas par cas de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement

La présente procédure de modification du PLU de Malataverne a été prescrite par arrêté du Maire n°18-50 en date du 25 mai 2018 et a été approuvée en date du 25 novembre 2019. Le dossier de modification a été élaboré au titre des articles L153-36 à L153-44 du Code de l'urbanisme.

La présente procédure de modification du PLU a fait l'objet d'une saisine de l'Autorité environnementale afin de définir s'il y a lieu ou non de réaliser une évaluation environnementale. La décision n°2019-ARA-KKU-01346 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Auvergne - Rhône-Alpes dispensant la présente modification du PLU de la réalisation d'une évaluation, a été rendue en date du 19 avril 2019.

2- Note de présentation

2.1 Coordonnées du maître d'ouvrage

Commune de Malataverne

1 Place de la Mairie

26780 Malataverne

Tel : 04 75 90 69 00

Fax : 04 75 90 84 79

Mail : mairie@malataverne.fr

Sous l'autorité de : M. Alain FALLOT, Maire de Malataverne

Suivi : Mme Fabienne DANO, Directrice générale des services

2.2 Objet de l'enquête publique

La commune de Malataverne dispose d'un Plan local d'urbanisme (PLU) approuvé en Conseil municipal par délibération du 17 septembre 2012 qui a fait l'objet mise à jour approuvée le 6 août 2015.

La commune a engagé la présente procédure de modification du PLU par arrêté du Maire n°18-50 en date du 25 mai 2018 avec pour objectifs de :

- Adapter la rédaction des zones agricoles et naturelles afin de prendre en compte les nouvelles dispositions légales issues notamment de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- Modifier le règlement pour ajuster certaines règles de recul et de hauteur en limite séparative (dans les zones U et AUb notamment),
- Modifier le règlement afin d'ajuster / corriger certaines règles de recul par rapport à la Nationale 7 sur le secteur de la zone d'activités de Montchamp,
- Inscrire en zone urbaine les opérations d'aménagements réalisées (le Domaine des Oliviers, Tourvieille, ...),
- Procéder à des rectifications mineures et / ou à la correction d'erreurs matérielles.

Ces évolutions s'inscrivent dans le cadre de la présente procédure de [modification de droit commun du PLU](#).

2.3 Caractéristiques les plus importantes de la modification du PLU

Le présent dossier de modification du PLU se caractérise par 4 évolutions principales :

- ✓ **Point n°1 de la Modification**
Adapter la rédaction des zones agricoles et naturelles afin de prendre en compte les nouvelles dispositions légales issues notamment de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.
- ✓ **Point n°2 de la Modification**

Modifier le règlement pour ajuster certaines règles de recul et de hauteur en limite séparative en zone Ub et AUb.

✓ **Point n°3 de la Modification**

Modifier le règlement afin d'ajuster / corriger certaines règles de recul par rapport à la Nationale 7 sur le secteur de la zone d'activités de Montchamp.

✓ **Point n°4 de la Modification**

Inscrire en zone urbaine les opérations d'aménagements réalisées.

→ Voir le détail au Chapitre 1 « Nature des modifications proposées, justification et description ».

2.4 Résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, la modification du PLU soumise à enquête a été retenue

Le tableau ci-après synthétise l'ensemble des incidences des modifications du PLU sur l'environnement.

Tableau de synthèse des incidences sur l'environnement

		Point n°1 de la Modification du PLU	Point n°2 de la Modification du PLU
Agriculture	Préservation des sols à fort potentiel agronomique et des cultures à haute valeur ajoutée	Pas d'incidence négative	Sans objet
Consommation foncière	Gérer le sol de façon économe et équilibrée	Pas d'incidence négative	Incidence positive
	Limitier la consommation des espaces naturels et agricoles	Sans objet	Sans objet
	Maîtriser l'étalement urbain		
Milieus naturels et biodiversité	Préserver la diversité des espèces et des habitats et espaces naturels Préserver, (re)créer et/ou remettre en bon état les continuités écologiques Préserver, restaurer, réguler l'accès à la nature et aux espaces verts Préserver la biodiversité, dont les écosystèmes aquatiques et les zones humides font partie	Incidence très faible	Sans objet
Ressource en eau	Assurer la préservation de la ressource en eau contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines Garantir l'approvisionnement en eau potable et une juste répartition de la ressource Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales	Incidence très faible	Sans objet
Sols et sous-sols (géologie, pollutions, ressources, carrières...)	Prendre en compte et préserver la qualité des sols	Sans objet	Sans objet
	Préserver les ressources du sous-sol		

→ Voir le détail au Chapitre 2 « Incidences de la modification sur l'environnement ».

Tableau de synthèse des incidences sur l'environnement (suite)

		Point n°1 de la Modification du PLU	Point n°2 de la Modification du PLU
Paysage, patrimoine et archéologie	Protéger, mettre en valeur, restaurer et gérer les sites et paysages naturels	Pas d'incidence négative	Pas d'incidence négative
	Mettre en valeur et préserver le paysage		
	Préserver les sites et paysages urbains, sauvegarder les grands ensembles urbains remarquables et le patrimoine bâti, assurer la qualité architecturale et urbaine des nouvelles constructions		
Risques	Assurer la prise en compte des risques naturels, industriels, technologiques , miniers	Pas d'incidence négative	Pas d'incidence négative
Nuisances	Prévenir, supprimer ou limiter les nuisances	Pas d'incidence négative	Pas d'incidence négative
Déchets	Prévenir la production de déchets et les valoriser en priorité par ré-emploi et recyclage	Sans objet	Sans objet
Air, énergie, climat	Prévenir, surveiller, réduire ou supprimer les pollutions atmosphériques	Pas d'incidence négative	Sans objet
	Économiser et utiliser rationnellement l'énergie		
	Lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES)		
	Prendre en compte et contribuer à la lutte contre le changement climatique, et s'adapter à ce changement		
Urbanisme et aménagement	Développement équilibré et durable du territoire	Pas d'incidence négative	Pas d'incidence négative
	Prise en compte des réseaux		
	Prise en compte des déplacements		

→ Voir le détail au Chapitre 2 « Incidences de la modification sur l'environnement ».

A noter que :

- le point n°3 de la Modification du PLU n'a pas d'incidences sur l'environnement car il s'agit de corriger une erreur matérielle dans la transcription d'une règle de recul par rapport à la Nationale 7 sur le secteur de la zone d'activités de Montchamp,
- le point n°4 de la Modification du PLU n'a pas d'incidences sur l'environnement car il s'agit constater l'urbanisation qui s'est développée sur des zones classées à urbaniser dans le PLU en vigueur, en prenant en compte le caractère dorénavant urbanisé de ces secteurs.

3- Textes relatifs à la procédure et à l'enquête publique

3.1 Mention des textes qui régissent la procédure de modification du PLU

Rappel des dispositions du Code de l'urbanisme :

L'article **L153-31** du Code de l'urbanisme dispose que :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ».

L'article **L153-36** du Code de l'urbanisme dispose également que :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ».

En outre, l'article **L153-41** du Code de l'urbanisme dispose que :

« **Le projet de modification est soumis à enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire **lorsqu'il a pour effet** :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent Code ».

Il ressort de ces dispositions que **les modifications apportées décrites au § 2.3 relèvent de la procédure de modification de droit commun du PLU** dans la mesure où :

- ✓ La commune n'envisage pas de changer les orientations définies par le PADD,
- ✓ La commune n'envisage pas de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- ✓ La commune n'envisage pas de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- ✓ La commune n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune.

La présente modification du PLU a été soumise à enquête publique au titre de l'article L153-41 du Code de l'urbanisme dans la mesure où les évolutions proposées sont susceptibles d'avoir pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ou de diminuer ces possibilités de construire.

3.2 Mention des textes qui régissent l'enquête publique

Les principaux textes en vigueur régissant l'enquête publique sont rappelés ci-dessous :

- Décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements, JORF du 30 déc. 2011

- Arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du Code de l'environnement, JO du 04/05/2012 page 7894
- Code de l'environnement : articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants

3.3 Façon dont l'enquête s'insère dans la procédure administrative

3.3.1 Objet et conditions de l'enquête

Le présent dossier de modification du PLU a été soumis à enquête publique afin de permettre de porter les modifications envisagées à la connaissance du public. Le public a fait part de ses observations, notamment sur le registre prévu à cet effet. Le présent dossier de modification du PLU s'inscrit en cohérence avec les objectifs fixés dans le Plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur.

3.3.2 L'enquête publique

Durée de l'enquête publique

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Cette durée ne peut être inférieure à trente jours et ne peut excéder deux mois, sauf le cas où les dispositions des articles R. 123-22 ou R. 123-23 sont mises en œuvre (article R123-6 du Code de l'environnement). L'enquête doit en outre être nécessairement réalisée préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Le présent dossier de modification du PLU a été soumis à enquête publique : celle-ci s'est déroulée du mercredi 15 mai au vendredi 14 juin 2019 inclus.

Le rôle du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur peut :

- demander la communication de documents en se tournant vers le responsable du projet
- effectuer des visites des lieux
- organiser des réunions d'information et d'échange avec le public
- auditionner des personnes : le maître d'ouvrage, toute personne ou service
- demander la désignation d'un expert

M. Maurice CARLÈS a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Décision N° E18000397/38 du 27/12/2018 du Tribunal Administratif de Grenoble.

Les conditions de participation du public

Le Code de l'environnement pose le principe de la communication possible à toute personne, sur sa demande, du dossier d'enquête, avant et pendant l'enquête.

De même, l'article R123-13 du Code de l'environnement précise les modalités de présentation des observations, propositions et contre-propositions du public. Ces dernières peuvent être inscrites sur le registre d'enquête établi sur des feuillets non mobiles côté et paraphé par le commissaire enquêteur, elles peuvent être adressées par correspondance au commissaire enquêteur éventuellement par voie électronique (mails), elles peuvent enfin être formulées lors des permanences organisées par le commissaire enquêteur.

3.3.3 A l'issue de l'enquête publique

Les formalités de clôture de l'enquête

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a procédé, dans un premier temps, à la clôture du ou des registres d'enquête à l'expiration du délai imparti. Dans un second temps, et dans les huit jours de la clôture de l'enquête, une rencontre a été organisée entre le commissaire enquêteur et M. le Maire de Malataverne. A cette occasion, le commissaire enquêteur a communiqué les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Dans un dernier temps, la commune de Malataverne a produit ses observations dans le délai qui lui était imparti.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

Le contenu du rapport du commissaire enquêteur est régi par l'article R 123-19 de Code de l'environnement. Il doit, en particulier, analyser et répondre aux observations formulées par le public. Il a fourni à l'autorité compétente tous les éléments nécessaires à son information lui permettant de

décider de la suite à donner à l'opération soumise à enquête. Objet d'un document nécessairement séparé, les conclusions motivées du commissaire enquêteur ont exprimé un avis personnel non lié par l'opinion exprimée par le public.

M. le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions en date du 24 juin 2019. Il a transmis simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Grenoble.

3.4 Décisions adoptées au terme de l'enquête

Le rapport et les conclusions ont pour but d'éclairer l'autorité compétente pour prendre sa décision. Le maître d'ouvrage n'est donc pas lié par les suggestions et recommandations formulées dans le rapport.

M. le commissaire enquêteur a émis un avis favorable avec une réserve correspondant, sur le secteur de « Tourvieille Sud », au maintien de la parcelle ZA 283 en zone AUc. La commune de Malataverne a tenu compte de cette réserve et a décidé de maintenir la parcelle ZA 283 en zone AUc. La réserve de M. le commissaire enquêteur a donc été levée.

3.5 Autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation

En date du 5 novembre 2019, le Conseil Municipal de Malataverne a délibéré afin d'approuver la présente modification du PLU. La délibération a fait l'objet de mesures de publicité (conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme), formalités lui permettant de produire ses effets juridiques. La modification du PLU ainsi approuvée est tenue à la disposition du public.

4- Bilan de la concertation

Le présent dossier de modification du PLU n'a pas fait l'objet de concertation, en application de l'article L103-2 du Code de l'urbanisme.

5- Mention des autres autorisations nécessaires, en application du I de l'article L214-3, des articles L341-10 et L411-2 (4°) du Code de l'environnement, ou des articles L311-1 et L312-1 du Code forestier

Le présent dossier de modification du PLU n'est pas concerné par ces dispositions.

I - Rapport de présentation complémentaire

Modifie la [pièce n°1 du PLU](#) : Rapport de présentation

Point n°1 de la Modification

Adapter la rédaction des zones agricoles et naturelles afin de prendre en compte les nouvelles dispositions légales issues notamment de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques

1- Nature de la modification

La modification vise à **autoriser sous conditions l'extension des constructions destinées à l'habitat et les annexes des habitations existantes à l'article 2 des zones agricoles (A) et naturelles (N et Nh).**

Concernant les zones naturelles (N et Nh), les conditions d'extension des habitations et de création d'annexes seront modifiées pour prendre en compte les nouvelles règles en vigueur. A noter que les possibilités d'extension et de création d'annexes des habitations existantes ne concernent pas les secteurs Nc, Nd, Ne, NL et Np.

2- Justification de la modification

Compte-tenu des nouvelles dispositions réglementaires en vigueur, issues notamment de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 (loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques), les possibilités d'extension et de création d'annexes des habitations existantes sont intégrées dans le cadre de la présente modification du PLU à l'article 2 des zones agricoles (A) et naturelles (N et Nh).

Il convient donc de transcrire de manière homogène dans le règlement écrit des zones A, N et Nh les possibilités d'extension et de création d'annexes des habitations existantes. Cela est nécessaire car, en dehors des secteurs agglomérés, on recense sur la commune plusieurs secteurs où s'est développé, historiquement, un habitat diffus. La commune souhaite permettre à ces habitations d'évoluer en leur permettant de s'étendre et de réaliser des annexes, sans compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère des sites concernés.

Cette évolution réglementaire concerne les secteurs présentés page suivante.

Par ailleurs, le règlement de la zone A a été actualisé afin de prendre en compte les dispositions de la loi ELAN permettant d'autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation ou au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.

- La zone N du PLU et le secteur Nr.

Carte du bâti en zone N (hors secteurs N indicés)



Légende : en rouge le bâti localisé en zone N

Le règlement écrit du PLU autorise d'ores et déjà les extensions d'habitations existantes ainsi que les annexes dans la zone N, ce qui limite l'impact de la modification du PLU sur l'environnement. Il est donc cohérent de maintenir cette règle, tout en limitant la surface totale de la construction après travaux (existant + extensions) à 250 m² en zone N.

Certains secteurs de la zone N ne sont cependant pas concernés par cette évolution réglementaire :

- le secteur Nc : zone naturelle où l'exploitation de carrières est autorisée,
- le secteur Nd : zone naturelle où sont autorisés les affouillements et exhaussement de sol et les dépôts de matériaux inertes,
- le secteur Ne : zone naturelle sur laquelle des constructions d'équipements publics peuvent être autorisées,
- le secteur NL : zone naturelle sur lesquelles des constructions d'équipements légers, sportifs et de loisirs, peuvent être autorisées,
- le secteur Np : il correspond au périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau potable, où les constructions nouvelles et extensions sont interdites.

Concernant le secteur Nr, il correspond aux zones naturelles remarquables qui ont été instaurées dans le cadre du PLU afin de protéger des zones humides, des pelouses sèches, un périmètre d'arrêté de protection du biotope et une ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique) de type 1. Logiquement, on ne recense que de rares constructions en zone Nr, qui correspondent à du bâti préexistant. Ces éléments bâtis ne correspondent d'ailleurs pas tous à des habitations, à l'instar de la chapelle de Notre Dame de Montchamp au cœur de la ZNIEFF de type 1 de la « Colline de Montchamp ». La carte ci-après montre ainsi que seule 2 habitations sont implantées dans le secteur Nr. Il apparaît cohérent d'autoriser les extensions d'habitations existantes également dans le secteur Nr compte-tenu de l'impact très faible sur l'environnement.

En effet :

- l'habitation située au nord de la commune, chemin des Bruyères, a été classée en zone Np du fait de la proximité d'un périmètre de zone humide de la Riaille. Cependant les limites de la zone humide sont indicatives : la lecture des limites de la zone humide se fait au 1/10000ème (source : https://carto.data.gouv.fr/1/portail_zh_dreal_r84.map) et le terrain d'implantation de l'habitation ne peut être qualifié de zone humide de par son caractère anthropique (bâti préexistant à l'inventaire),
- l'habitation située au sud de la colline de Montchamp n'est pas en mesure d'impacter la ZNIEFF de type 1 qui couvre 193 hectares. De plus, des EBC ont été inscrits au PLU à proximité immédiate de la construction.

Il est toutefois proposé de limiter la surface totale de la construction après travaux (existant + extensions) à 200 m² au lieu de 250 m² en zone N non indicée.

Carte du bâti dans le secteur Nr



Légende : en rouge le bâti localisé en zone Nr

NB : l'ensemble des secteurs cartographiés en zone humide, pelouses sèches, arrêté de biotope et ZNIEFF 1 correspondent à la zone Nr du PLU en vigueur

- La zone Nh du PLU.

La zone Nh recouvre les principaux hameaux et groupements d'habitation, de même que le secteur Nhp (hameau de Rac). Le règlement écrit du PLU autorise d'ores et déjà les extensions d'habitations existantes ainsi que les annexes dans la zone Nh. Il est donc cohérent de maintenir cette règle, en limitant la surface totale de la construction après travaux (existant + extensions) à 250 m².

Carte du bâti dans la zone Nh



Légende : en rouge le bâti localisé dans la zone Nh

- La **zone A** du PLU et le secteur Ap (secteur où sont interdites les constructions ou installations nécessaires à l'activité agricole).

Carte du bâti dans la zone A (et le secteur Ap)



Légende : en rouge le bâti localisé dans la zone A et le secteur Ap

Au titre des dispositions réglementaire issues de l'article L151-12 du Code de l'urbanisme, il est proposé que le règlement écrit du PLU autorise les extensions d'habitations existantes ainsi que les annexes dans la zone A et le secteur Ap, en les limitant à 33% et en limitant la surface totale de la construction après travaux (existant + extensions) à 250 m².

Conclusion

L'article 2 des zones agricoles (A) et naturelles (N et Nh) est donc modifié afin d'autoriser les annexes et les extensions des constructions d'habitation existantes, au titre de l'**article L151-12 du Code de l'urbanisme** qui dispose que :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ».

Dans la rédaction du règlement écrit, il sera tenu compte de la proposition de rédaction conseillée par la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) de la Drôme. Le règlement dans le secteur Nr sera toutefois plus restrictif afin de tenir compte de la sensibilité environnementale de ce secteur (cf. supra).

3- Description de la modification

L'article 2 de la zone A (Occupations et utilisations du sol soumises à conditions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 2 de la zone A (agricole) **avant** la modification du PLU

ARTICLE A 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à conditions :

« Dans les zones A, à l'exception du secteur Ap, sont autorisés et soumis à condition :

Les constructions et installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole (l'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique d'une superficie pondérée au moins égale à la Surface Minimum d'Installation sur laquelle est exercée une activité agricole telle que définie à l'article L311-1 du Code Rural) :

- à condition que les constructions s'implantent à proximité immédiate du siège d'exploitation de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation, et ce sauf contrainte technique ou réglementaire ou cas exceptionnel dûment justifié. Les constructions à usage d'habitation nécessaires à l'exploitation agricole sont limitées à 250m² de surface de plancher ;
- et à condition que l'emplacement de la construction minimise la consommation de foncier agricole et les impacts sur les conditions d'exploitation de la parcelle.

Dans les zones A, et notamment dans le secteur Ap, sont autorisés et soumis à condition :

- Les constructions et installations à caractère technique nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (telles que voirie, canalisations, pylônes, transformateurs, stations d'épuration,...) - exception faite des installations de productions d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et du soleil qui sont interdites - non destinés à l'accueil de personnes, à condition de ne pas dénaturer le caractère des lieux avoisinants et de ne pas apporter de gêne excessive à l'exploitation agricole ;
- Le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement à condition de satisfaire aux prescriptions de l'article L123-3-1 du Code de l'urbanisme ;
- Les exhaussements et affouillements des sols à condition qu'ils soient nécessaires à l'exploitation agricole ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone à condition que sa destination au moment du sinistre soit conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone ;
- Les constructions ou installations à condition qu'elles soient liées aux besoins des grandes infrastructures (autoroute A7, voies ferrées,...) ;
- Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ;
- Les panneaux photovoltaïques à condition d'être disposés en partie haute des toitures et intégrés dans l'épaisseur de la couverture ».

Rédaction de l'article 2 de la zone A (agricole) **après** la modification du PLU

ARTICLE A 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à conditions :

« Dans les zones A, à l'exception du secteur Ap, sont autorisés et soumis à condition :

Les constructions et installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole (~~l'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique d'une superficie pondérée au moins égale à la Surface Minimum d'Installation sur laquelle est exercée une activité agricole telle que définie à l'article L311-1 du Code Rural~~) :

- à condition que les constructions s'implantent à proximité immédiate du siège d'exploitation de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation, et ce sauf contrainte technique ou réglementaire ou cas exceptionnel dûment justifié. Les constructions à usage d'habitation nécessaires à l'exploitation agricole sont limitées à 250m² de surface de plancher ;
- et à condition que l'emplacement de la construction minimise la consommation de foncier agricole et les impacts sur les conditions d'exploitation de la parcelle.

Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, à condition que ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Dans les zones A, et notamment dans le secteur Ap, sont autorisés et soumis à condition :

- Les constructions et installations à caractère technique nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (telles que voirie, canalisations, pylônes, transformateurs, stations d'épuration,...) - exception faite des installations de productions d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et du soleil qui sont interdites - non destinés à l'accueil de personnes, à condition de ne pas dénaturer le caractère des lieux avoisinants et de ne pas apporter de gêne excessive à l'exploitation agricole ;
- Le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement à condition de satisfaire aux prescriptions de l'article L123-3-1 du Code de l'urbanisme ;
- Les exhaussements et affouillements des sols à condition qu'ils soient nécessaires à l'exploitation agricole ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone à condition que sa destination au moment du sinistre soit conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone ;
- Les constructions ou installations à condition qu'elles soient liées aux besoins des grandes infrastructures (autoroute A7, voies ferrées,...) ;
- Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ;
- Les panneaux photovoltaïques à condition d'être disposés en partie haute des toitures et intégrés dans l'épaisseur de la couverture ».

De plus sont autorisées dans les zones A et dans le secteur Ap, sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :

- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes dans la limite de 33 % de la surface totale* initiale, à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions),

** La surface totale correspond à la surface de plancher définie à l'article R111-22 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules.*

- Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, sous réserve que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 30 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine). La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m².

L'article 2 de la zone N (Occupations et utilisations du sol soumises à conditions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 2 de la zone N (naturelle) **avant** la modification du PLU

ARTICLE N 2 - Occupations et utilisations du sol sous conditions

« En zone N sont autorisés :

- L'aménagement, le changement de destination et l'extension des constructions existantes à condition de respecter une limite maximale de 250 m² de surface de plancher pour les constructions à usage d'habitation et de 200 m² de surface de plancher maximum pour les constructions à usage industriel ou artisanal. Sauf dans les secteurs Np et Nr, où tout changement de destination et toute extension sont interdits.
- Les annexes fonctionnelles des constructions existantes à condition de respecter une limite de 50 m² de surface de plancher et à condition d'être implantées à proximité immédiate de la construction principale (une liaison architecturale doit pouvoir relier la construction principale et l'annexe). Sauf dans les secteurs Np et Nr, où les annexes sont interdites.
- Les installations et travaux divers à condition qu'ils ne nuisent pas à la sécurité, la salubrité, la tranquillité ou à la bonne ordonnance des quartiers environnants.
- Les constructions et installations à caractère technique nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- La reconstruction à l'identique après sinistre, à condition que sa destination au moment du sinistre est conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone, et que la capacité des réseaux qui la desservent soit suffisante. »

[...]

Rédaction de l'article 2 de la zone N (naturelle) **après** la modification du PLU

ARTICLE N 2 - Occupations et utilisations du sol sous conditions

« En zone N sont autorisés :

- ~~L'aménagement, le changement de destination et l'extension des constructions existantes à condition de respecter une limite maximale de 250 m² de surface de plancher pour les constructions à usage d'habitation et de 200 m² de surface de plancher maximum pour les constructions à usage industriel ou artisanal. Sauf dans les secteurs Np et Nr, où tout changement de destination et toute extension sont interdits.~~
- ~~Les annexes fonctionnelles des constructions existantes à condition de respecter une limite de 50 m² de surface de plancher et à condition d'être implantées à proximité immédiate de la construction principale (une liaison architecturale doit pouvoir relier la construction principale et l'annexe). Sauf dans les secteurs Np et Nr, où les annexes sont interdites.~~
- Les installations et travaux divers à condition qu'ils ne nuisent pas à la sécurité, la salubrité, la tranquillité ou à la bonne ordonnance des quartiers environnants.
- Les constructions et installations à caractère technique nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- La reconstruction à l'identique après sinistre, à condition que sa destination au moment du sinistre est conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone, et que la capacité des réseaux qui la desservent soit suffisante.

De plus sont autorisées dans les zones N et dans le secteur Nr, sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :

- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes dans la limite de 33% de la surface totale* initiale, à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale* de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions) en zone N et 200 m² dans le secteur Nr,

** La surface totale correspond à la surface de plancher définie à l'article R111-22 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules.*

- Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, sous réserve que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 30 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine). La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m².

[...]

L'article 10 de la zone A (Hauteur maximum des constructions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 10 de la zone A (agricole) **avant** la modification du PLU

ARTICLE A 10 - Hauteur maximum des constructions :

« - La hauteur des constructions à vocation d'habitat est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à l'égout de toiture. La hauteur maximale des constructions est de 7 mètres. [...] »

Rédaction de l'article 10 de la zone A (agricole) **après** la modification du PLU

ARTICLE A 10 - Hauteur maximum des constructions :

« - La hauteur des constructions à vocation d'habitat est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à l'égout de toiture. La hauteur maximale des constructions est de 7 mètres **et la hauteur maximale des constructions annexes est de 5 mètres.** [...] »

L'article 10 des zones N et Nh (Hauteur maximum des constructions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 10 de la zone N (naturelle) **avant** la modification du PLU

ARTICLE N 10 - Hauteur maximum des constructions :

« [...] La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 7 mètres [...] »

L'article 10 de la zone N (Hauteur maximum des constructions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 10 de la zone N (naturelle) **après** la modification du PLU

ARTICLE N 10 - Hauteur maximum des constructions :

« [...] La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 7 mètres **et la hauteur maximale des constructions annexes est de 5 mètres** [...] »

L'article 2 de la zone Nh (Occupations et utilisations du sol soumises à conditions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 2 de la zone Nh **avant** la modification du PLU

ARTICLE N 2 - Occupations et utilisations du sol sous conditions

- « - L'aménagement, le changement de destination et l'extension des constructions existantes à condition de respecter une limite maximale de 250m² de surface de plancher.
- Les annexes fonctionnelles des constructions existantes à condition de respecter une limite de 50 m² de surface de plancher.
 - Les constructions ou installations à caractère technique nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif à condition que leur implantation s'inscrive dans l'environnement par un traitement approprié.
 - La reconstruction à l'identique après sinistre, à condition que sa destination au moment du sinistre est conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone, et que la capacité des réseaux qui la desservent soit suffisante. »

Rédaction de l'article 2 de la zone Nh **après** la modification du PLU

ARTICLE N 2 - Occupations et utilisations du sol sous conditions

- ~~« - L'aménagement, le changement de destination et l'extension des constructions existantes à condition de respecter une limite maximale de 250m² de surface de plancher.~~
- ~~- Les annexes fonctionnelles des constructions existantes à condition de respecter une limite de 50 m² de surface de plancher.~~
- Les constructions ou installations à caractère technique nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif à condition que leur implantation s'inscrive dans l'environnement par un traitement approprié.
 - La reconstruction à l'identique après sinistre, à condition que sa destination au moment du sinistre est conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone, et que la capacité des réseaux qui la desservent soit suffisante. »

De plus sont autorisées dans les zones Nh, sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :

- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes dans la limite de 33% de la surface totale* initiale, à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale* de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions),

** La surface totale correspond à la surface de plancher définie à l'article R111-22 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules.*

- Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, sous réserve que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 30 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine). La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m².

Modifier le règlement pour ajuster certaines règles de recul et de hauteur en limite séparative (dans les zones U et AUb notamment)

1- Nature de la modification

La modification vise à **adapter les règles de recul et de hauteur des annexes en limite séparative dans les zones Ub et AUb**. Les annexes, dont la hauteur sera limitée à 2 mètres à l'égout de toiture, pourront s'implanter en limite séparative.

2- Justification de la modification

Les zones Ub et AUb correspondent aux secteurs en extension de l'urbanisation du village et au quartier du Brus, en limite nord-ouest du territoire communal. Il s'agit des zones qui accueillent l'essentiel de l'urbanisation du village et qui offrent une mixité dans les possibilités d'implantation des constructions (habitat, commerce, services, équipements, ...).

Du fait de leur caractère central, la commune souhaite assouplir les règles relatives à l'implantation des annexes et ainsi limiter la consommation d'espace. A ce titre, le principe de ne pas imposer de recul aux annexes et de permettre leur implantation en limite séparative (article 7 des zones Ub et AUb) répond à cet objectif. Compte-tenu de cette évolution, il est important d'encadrer leur hauteur en la limitant à 2 mètres à l'égout de toiture.

Par ailleurs, la hauteur maximale des annexes dans la zone AUb est définie à l'article AUb7 (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) : il convient de la définir à l'article AUb10 (hauteur maximum des constructions) et d'homogénéiser la règle avec la zone Ub en limitant la hauteur maximale des annexes à 2 mètres à l'égout de toiture.

3- Description de la modification

Modification en zone Ub

L'**article 7 de la zone Ub** (Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 7 de la zone Ub avant la modification du PLU

« - La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

- Toutefois, les constructions peuvent être admises en limite séparative dans les cas suivants :

- * Elles s'appuient sur des constructions préexistantes, elles-mêmes édifiées en limite séparative sur le terrain voisin.
- * Elles sont de volume et d'aspect homogène et édifiées simultanément sur des terrains contigus.
- * Elles sont édifiées dans le cadre d'une opération d'ensemble et sur les seules limites séparatives internes de cette opération.
- * Elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées.

[...] »

Rédaction de l'article 7 de la zone Ub **après** la modification du PLU

« - La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

- Toutefois, les constructions peuvent être admises en limite séparative dans les cas suivants :
 - * Elles s'appuient sur des constructions préexistantes, elles-mêmes édifiées en limite séparative sur le terrain voisin.
 - * Elles sont de volume et d'aspect homogène et édifiées simultanément sur des terrains contigus.
 - * Elles sont édifiées dans le cadre d'une opération d'ensemble et sur les seules limites séparatives internes de cette opération.
 - * Elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées.

De plus, les constructions annexes sont autorisées en limite séparative.

[...] »

L'article 10 de la zone Ub (hauteur maximum des constructions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 10 de la zone Ub **avant** la modification du PLU

« - La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à l'égout des toitures,

- Les ouvrages techniques, cheminées autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.
- La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 7 mètres.

[...] »

Rédaction de l'article 10 de la zone Ub **après** la modification du PLU

« - La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à l'égout des toitures,

- Les ouvrages techniques, cheminées autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.
- La hauteur des constructions **principales** ne doit pas dépasser 7 mètres,
- **La hauteur des constructions annexes ne doit pas dépasser 2 mètres.**

[...] »

Modification en zone AUb

L'article 7 de la zone AUb (Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 7 de la zone AUb *avant* la modification du PLU

- « - La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.
- Toutefois, les constructions peuvent être admises en limite séparative dans les cas suivants :
- * Elles s'appuient sur des constructions préexistantes, elles-mêmes édifiées en limite séparative sur le terrain voisin.
 - * Elles sont de volume et d'aspect homogène et édifiées simultanément sur des terrains contigus.
 - * Elles sont édifiées dans le cadre d'une opération d'ensemble et sur les seules limites séparatives internes de cette opération.
 - * Elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées.
- La hauteur des bâtiments annexes édifiés en limite séparative est limitée à 4 m.
- La reconstruction à l'identique après sinistre peut être admise sur l'emprise des fondations antérieures. »

Rédaction de l'article 7 de la zone AUb *après* la modification du PLU

- « - La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus proche doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.
- Toutefois, les constructions peuvent être admises en limite séparative dans les cas suivants :
- * Elles s'appuient sur des constructions préexistantes, elles-mêmes édifiées en limite séparative sur le terrain voisin.
 - * Elles sont de volume et d'aspect homogène et édifiées simultanément sur des terrains contigus.
 - * Elles sont édifiées dans le cadre d'une opération d'ensemble et sur les seules limites séparatives internes de cette opération.
 - * Elles constituent des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des constructions autorisées.
- ~~- La hauteur des bâtiments annexes édifiés en limite séparative est limitée à 4 m.~~
- De plus, les constructions annexes sont autorisées en limite séparative.**
- La reconstruction à l'identique après sinistre peut être admise sur l'emprise des fondations antérieures. »

L'article 10 de la zone AUb (hauteur maximum des constructions) a été modifié comme indiqué ci-après.

Rédaction de l'article 10 de la zone AUb **avant la modification du PLU**

- « - La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à l'égout des toitures.
- Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.
 - La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 7 mètres »

Rédaction de l'article 10 de la zone AUb **après la modification du PLU**

- « - La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à l'égout des toitures.
- Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.
 - La hauteur des constructions **principales** ne doit pas dépasser 7 mètres,
 - **La hauteur des constructions annexes ne doit pas dépasser 2 mètres ».**

Modifier le règlement afin d'ajuster / corriger certaines règles de recul par rapport à la Nationale 7 sur le secteur de la zone d'activités de Montchamp

1- Nature de la modification

En partie nord de la zone d'activités de Montchamp, le plan de zonage du PLU mentionne en zone Ui un recul de 100 mètres par rapport à l'axe de la RN 7, grevant la constructibilité des parcelles AI 111, 113 et 168. **Ces parcelles étant situées dans l'espace urbanisé, ce recul de 100 mètres n'a pas lieu d'être et doit être supprimé.**

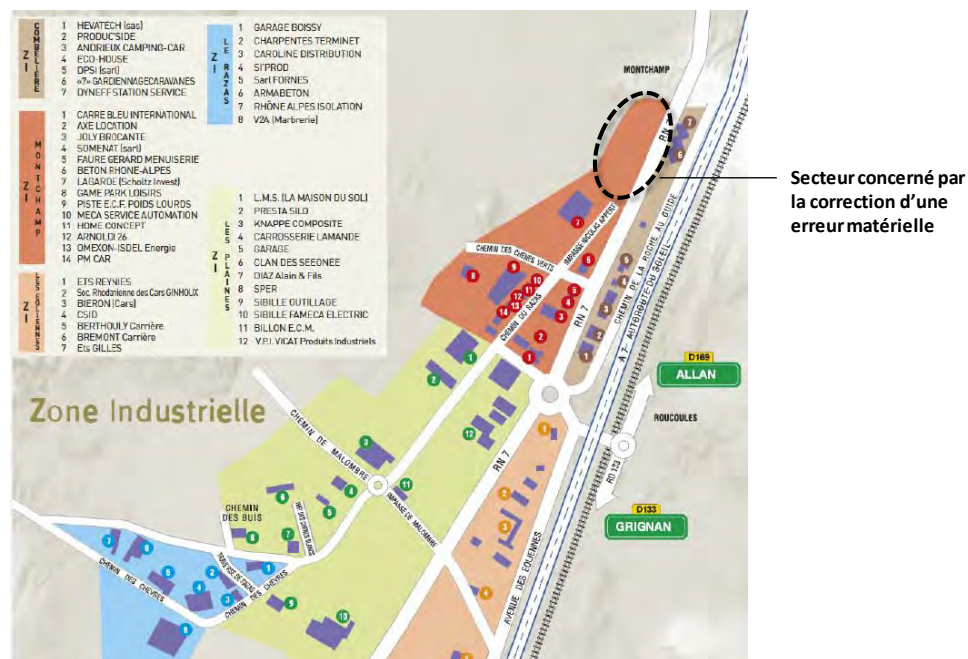
2- Justification de la modification

L'article L111-6 du code de l'urbanisme dispose que :

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ».

A ce titre, le PLU figure au plan de zonage un recul de 100 mètres en partie nord de la zone d'activités de Montchamp (voir la carte ci-après).

Localisation du secteur



La mention de ce recul de 100 mètres sur les parcelles AI 111, 113 et 168 s'avère être une erreur matérielle car **ces tenements s'inscrivent à l'intérieur de l'espace urbanisé de la zone d'activités**, comme l'illustre la photographie aérienne de ce secteur (voir ci-dessous).



3- Description de la modification

Zonage **AVANT** la modification (extrait de la Planche n°2 – Secteur Sud)



Zonage **APRES** la modification (extrait de la Planche n°2 – Secteur Sud)



1- Nature de la modification

Plusieurs zones à urbaniser du PLU approuvé en 2012 ont fait l'objet d'une opération d'aménagement et sont désormais équipées et urbanisées. Ces zones peuvent donc désormais être **reclassées pour tout ou partie en zones urbaines** au PLU.

Cela concerne :

- La **zone AUb** « Village Sud » (ch. de Montchamp / ch. de Barriol) est reclassée en **zone Ub**
- La **zone AUc** « Tourvieille Sud » (D126 / ch. de Tourvieille) est partiellement reclassée en **zone Uc**

2- Justification de la modification

L'article R151-18 du code de l'urbanisme dispose que :

« **Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés** et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ».

La zone AUb ayant été urbanisée, elle peut donc être reclassée en zone U (urbaine).

La zone AUc ayant été en partie urbanisée, elle peut donc être reclassée en zone U (urbaine). La parcelle ZA 283 située en bordure de la RD 844, qui n'a pas encore fait l'objet d'un permis d'aménager, est quant à elle conservée en zone AUc.

Les photographies aériennes suivantes illustrent l'urbanisation de ces secteurs.

Zone AUb « Village Sud »





Zone AUc « Tourvieille Sud »

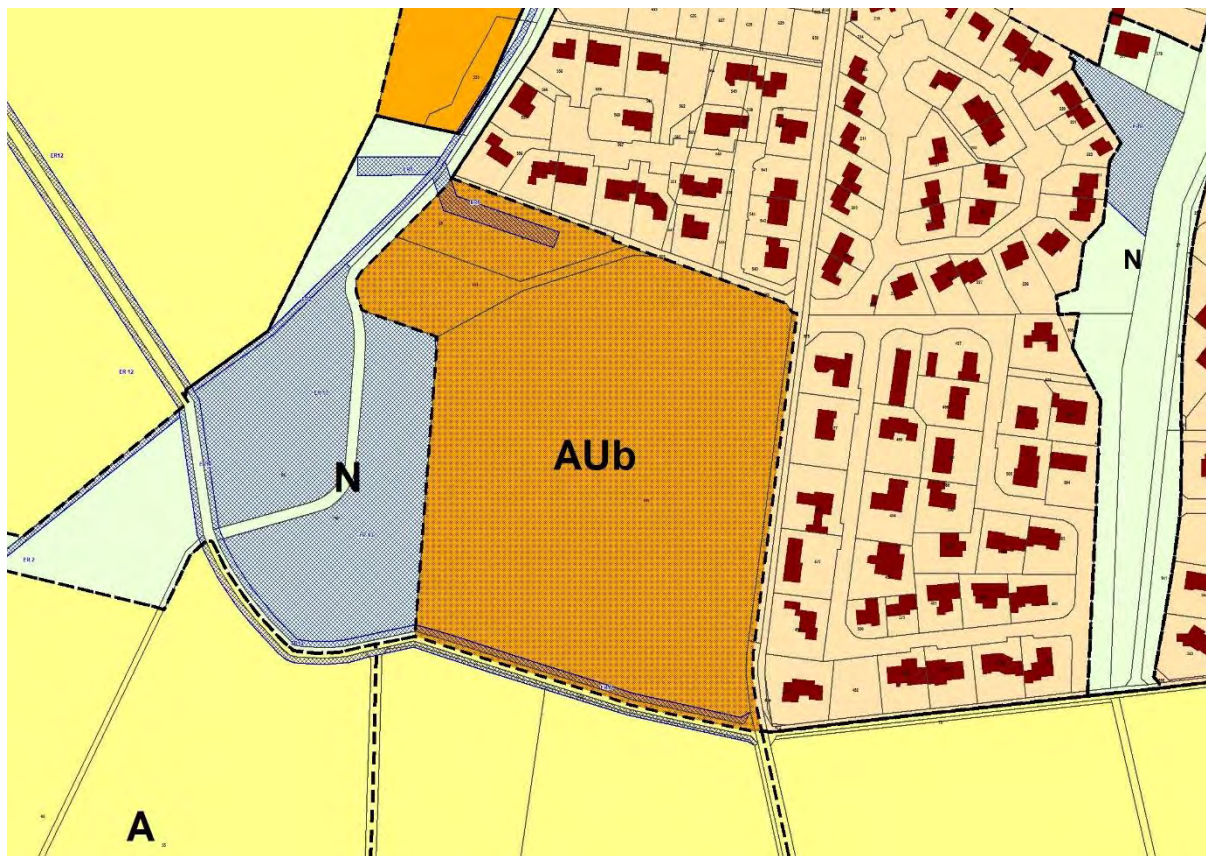


3- Description de la modification

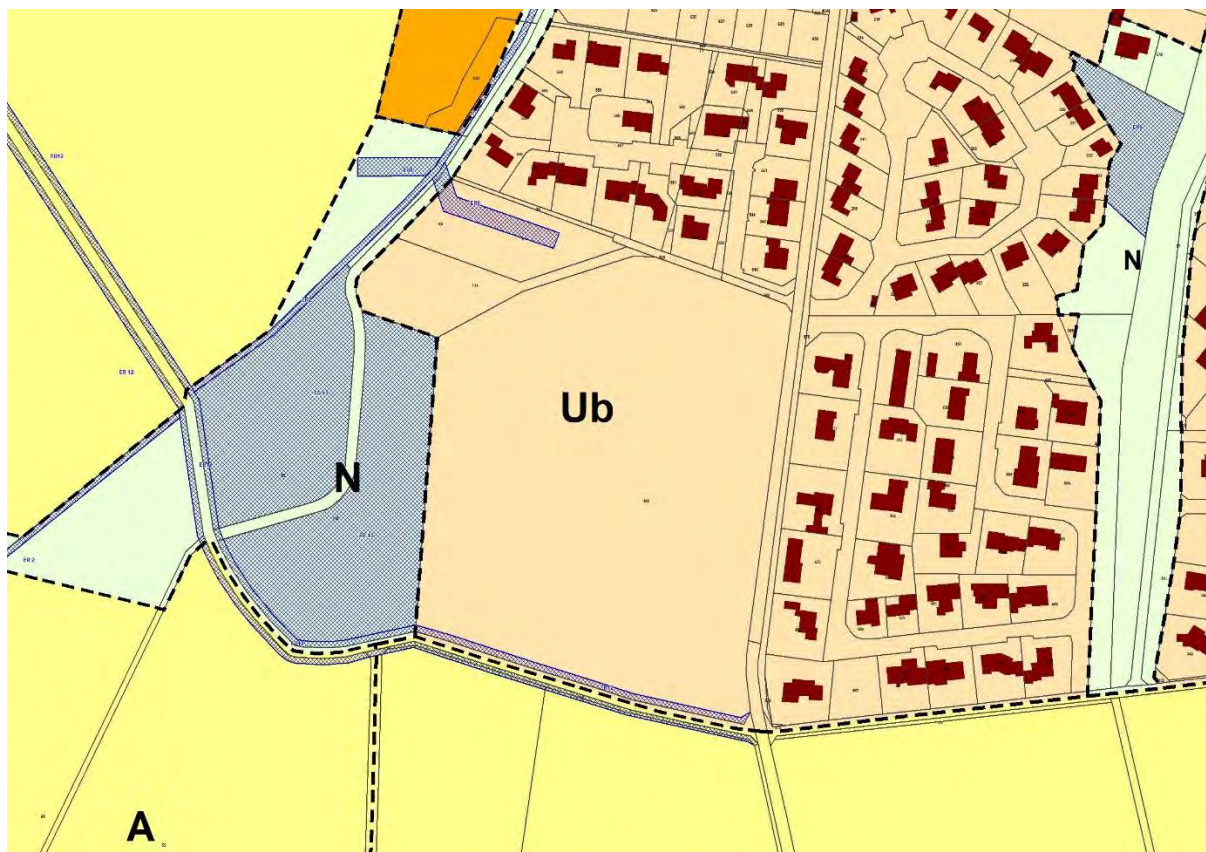
Le passage des zones AUb et AUc respectivement en zones Ub et Uc est transcrit sur le plan de zonage du PLU en vigueur (voir pages suivantes).

Reclassement de la zone AUb en zone Ub

Zonage **AVANT** la modification (extrait de la Planche n°1 – Secteur Nord)

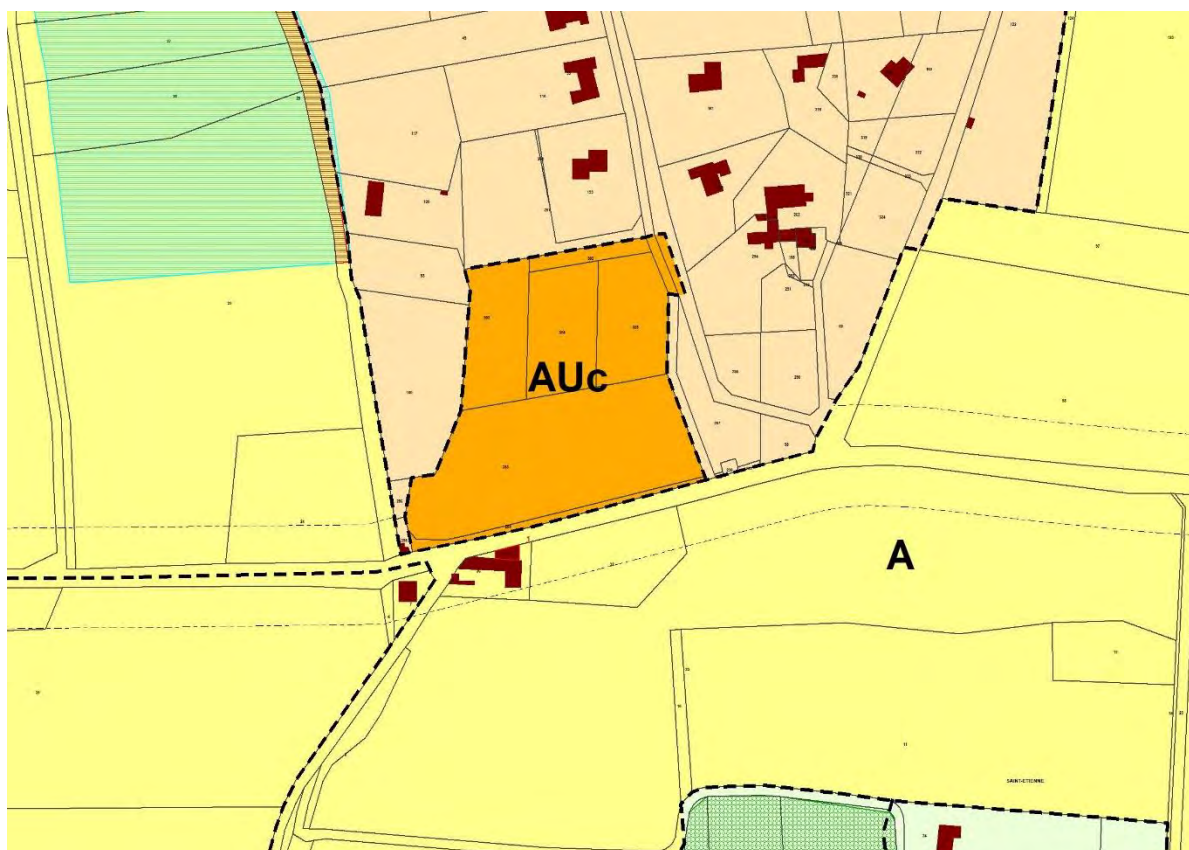


Zonage **APRES** la modification (extrait de la Planche n°1 – Secteur Nord)

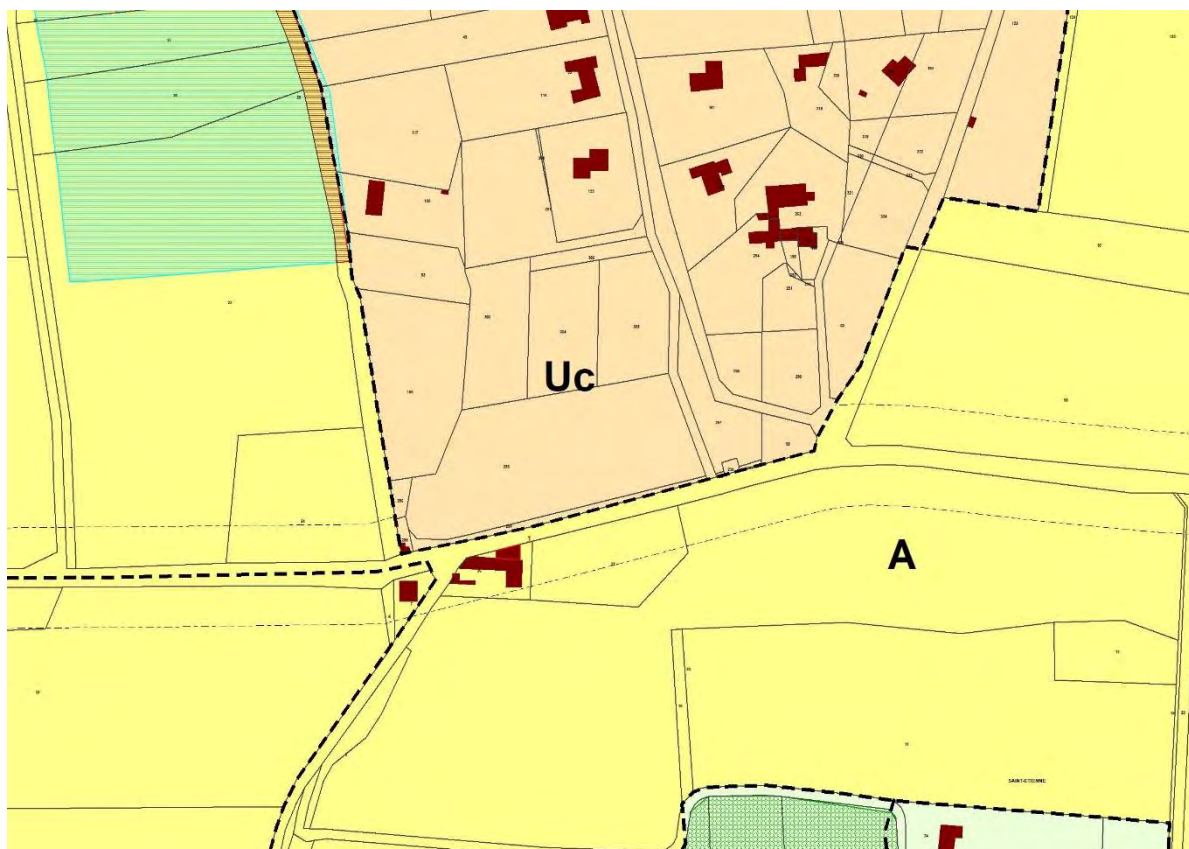


Reclassement de la zone AUc en zone Uc

Zonage **AVANT** la modification (extrait de la Planche n°1 – Secteur Nord)



Zonage **APRES** la modification (extrait de la Planche n°1 – Secteur Nord)



2. Incidences de la modification du PLU **sur l'environnement** et prise en compte des documents stratégiques

Rappel des modifications liées à la modification du PLU :

- ✓ **Point n°1 de la Modification**
Adapter la rédaction des zones agricoles et naturelles afin de prendre en compte les nouvelles dispositions légales issues notamment de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.
- ✓ **Point n°2 de la Modification**
Modifier le règlement pour ajuster certaines règles de recul et de hauteur en limite séparative en zone Ub et AUb.
- ✓ **Point n°3 de la Modification**
Modifier le règlement afin d'ajuster / corriger certaines règles de recul par rapport à la Nationale 7 sur le secteur de la zone d'activités de Montchamp.
- ✓ **Point n°4 de la Modification**
Inscrire en zone urbaine les opérations d'aménagements réalisées.

A noter que :

- le point n°3 de la Modification du PLU n'a pas d'incidences sur l'environnement car il s'agit de corriger une erreur matérielle dans la transcription d'une règle de recul par rapport à la Nationale 7 sur le secteur de la zone d'activités de Montchamp,
- le point n°4 de la Modification du PLU n'a pas d'incidences sur l'environnement car il s'agit de constater l'urbanisation qui s'est développée sur des zones classées à urbaniser dans le PLU en vigueur, en prenant en compte le caractère dorénavant urbanisé de ces secteurs.

L'analyse des incidences de la Modification du PLU sur l'environnement porte donc sur les points n°1 et 2 de la Modification du PLU.

2.1 – Incidences de la modification du PLU sur l'environnement

1- Incidences sur l'agriculture

1.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préservation des sols à fort potentiel agronomique et des cultures à haute valeur ajoutée.

1.2 Principaux questionnements

Suppression de surfaces agricoles ? Destruction du parcellaire ? Coupures de chemins d'exploitation et de réseaux (irrigation) ? Réorganisations foncières, pression foncière (étalement urbain) ? Remise en cause de l'équilibre économique d'exploitation agricoles (rallongement de trajets, pertes de valeur de terrain, parcelles enclavées, etc.) ?

1.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)

L'article L151-12 du code de l'urbanisme dispose que les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

En zone A, cette évolution du PLU ne compromet pas l'activité agricole car la réglementation des extensions et des annexes est très encadrée par le règlement écrit du PLU, garantissant la préservation à la fois de l'activité agricole et de la qualité paysagère des sites. En zone N, l'évolution de ces habitations n'impacte en aucune mesure l'activité agricole puisqu'il s'agit de constructions situées en dehors de l'espace agricole qui sont, de fait, éloignées de bâtiments agricoles ou sièges d'exploitation. D'autre part, la réglementation des extensions et des annexes par le règlement écrit du PLU garantit la préservation de la qualité paysagère des sites.

A noter également que ces extensions et annexes se situent sur des tènements urbanisés et n'impactent pas les espaces agricoles et naturels.

- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidences négatives sur l'agriculture.

2- Consommation foncière

2.1 Principal(aux) enjeu(x)

Gérer le sol de façon économe et équilibrée

Limiter la consommation des espaces naturels et agricoles et maîtriser l'étalement urbain

2.2 Principaux questionnements

Quelle consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers le projet prévoit-il ? Où s'est réalisée cette consommation d'espaces (en extension du centre-bourg, à proximité du bourg, dans les hameaux, dans le diffus...) ? Existe-il des potentiels urbanisables dans le tissu urbain existant ?

2.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Les règles d'extension des habitations existantes et de création d'annexes s'appuient sur la réglementation proposée par la doctrine départementale (CDPENAF de la Drôme) qui permettent de faire évoluer les habitations existantes en encadrant de manière stricte ces évolutions afin de limiter la consommation d'espace. A noter également que ces extensions et annexes se situent sur des tènements urbanisés et n'impactent pas les espaces agricoles et naturels.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Les nouvelles règles permettent d'optimiser le foncier bâti en assouplissant les règles d'implantation des annexes. La modification du PLU a donc une incidence positive dans la mesure où la densification est favorisée.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidences négatives sur la consommation d'espace.

3- Incidences sur les milieux naturels, terrestres et aquatiques

3.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préservation des habitats et des espèces

Préservation des continuités écologiques

Mise en valeur de trames vertes et bleues existantes ou nouvelles au sein du projet

3.2 Principaux questionnements

Destruction d'habitats ou d'espèces par effet d'emprise ? Perturbations de l'ambiance générale des biotopes riverains ? Dérangement de la faune (circulation, bruit, vibrations, lumière) ? Fractionnement du territoire ? Modification des conditions écologiques locales ? Appauvrissement de la biodiversité ?

3.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)

L'extension des habitations existantes et la création d'annexes étant strictement encadrée, les impacts sur les milieux naturels, terrestres et aquatiques sont très limités. D'autant plus que ces possibilités d'évolution concernent les zones A, N et Nh qui ne présentent pas de valeur écologique significative.

Seul le secteur Nr est caractérisé par une valeur économique particulière car il correspond aux zones naturelles remarquables instaurées dans le cadre du PLU afin de protéger des zones humides, des pelouses sèches, un périmètre d'arrêté de protection du biotope et une ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique) de type 1. Logiquement, on ne recense que de rares constructions en zone Nr, qui correspondent à du bâti préexistant. Ainsi, seule 2 habitations sont implantées dans le secteur Nr. Il apparaît cohérent d'autoriser les extensions d'habitations existantes dans le secteur Nr compte-tenu de l'impact très faible sur l'environnement.

- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU a donc une incidence très faible sur les milieux naturels, terrestres et aquatique.

4- Incidences sur les eaux superficielles

4.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préservation qualitative et quantitative de la ressource en eau superficielle

Préservation des habitats aquatiques

Maintien du fonctionnement hydrologique naturel

Economies globale de réseaux de gestion des eaux pluviales

Prévention des risques d'inondation (ruissellement, débordements, remontées de nappe)

Valorisation des eaux pluviales comme élément de composition des espaces collectifs et privé

4.2 Principaux questionnements

Pollutions chroniques, accidentelles ou en période de chantier (assainissement des eaux usées et des eaux pluviales des parcelles et espaces collectifs) ? Interception, rectification, recalibrage de cours d'eau ? Imperméabilisation des sols ?

4.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Compte-tenu des possibilités très limitées d'évolution du bâti existant en zone A et N, la modification du PLU a une incidence très limitée sur les eaux superficielles.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Compte-tenu de la gestion des eaux pluviales à la parcelle, la modification du PLU a une incidence très limitée sur les eaux superficielles.

Conclusion

La modification du PLU a donc une incidence très limitée sur les eaux superficielles.

5- Incidences sur les eaux souterraines

5.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préservation qualitative et quantitative de la ressource en eau souterraine

5.2 Principaux questionnements

Pollutions chroniques, accidentelles et saisonnières (assainissement) ? Modification du régime hydrologique et hydraulique : imperméabilisation des sols en surface, drainage de nappes, compression des sols (remblais) ?

Baisse de capacité d'infiltration des sols ? Fragilisation de la ressource en eau et des captages (implantation proche d'un captage AEP) voire remise en cause des usages de l'eau ?

5.3 Incidences de la modification du PLU

La commune est concernée par plusieurs masses d'eau souterraines :

- ✓ Formations marno-calcaires et gréseuses dans BV Drôme Roubion, Eygues, Ouvèze (FRDG508) – Masses d'eau souterraines affleurantes
- ✓ Argiles bleues du Pliocène inférieur de la vallée du Rhône (FRDG531) – Masses d'eau souterraines à l'affleurement

En outre, la commune est concernée par deux captages exploités pour l'alimentation en eau potable et mobilisant les nappes souterraines en présence : le captage du Colombier et le captage de Buisnières.

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Compte-tenu des possibilités très limitées d'évolution du bâti existant en zone A et N, la modification du PLU a une incidence très limitée sur les eaux souterraines. D'autre part, les deux captages exploités pour l'alimentation en eau potable sont classés en zone Np du PLU et dans ce secteur de la zone N sont interdites les extensions et annexes des habitations.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU a donc une incidence très limitée sur les eaux souterraines.

6- Urbanisme et aménagement

6.1 Principal(aux) enjeu(x)

Développement économique équilibré et durable des territoires

Compatibilité/cohérence du projet avec différents documents de planification (SCOT/PLU)

Préservation du cadre de vie des riverains

6.2 Principaux questionnements

Recomposition urbaine : nouvelles zones d'habitat et nouvelles zones d'activités génératrices d'attractivité (services), densification urbaine, etc ? Modification des voies de communications ? Modification des réseaux secs et humides existants ? Modification du zonage du PLU et destination des sols ?

6.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
L'article L151-12 du code de l'urbanisme dispose que les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Cette évolution est donc en adéquation avec les règles en vigueur.

Compte-tenu des possibilités très limitées d'évolution du bâti existant en zone A et N, la modification du PLU n'a donc pas d'incidences en terme d'urbanisme à l'échelle du territoire communal.

- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
La modification du PLU a une incidence positive sur les enjeux urbains dans la mesure où la densification est favorisée.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidences négatives sur l'urbanisme et l'aménagement.

7- Patrimoine et archéologie

7.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préservation du patrimoine historique et culturel (préservation physique et covisibilité des sites concernés)

7.2 Principaux questionnements

Destruction d'élément de patrimoine (vestiges archéologiques notamment) ? Dégradation de l'environnement immédiat ou lointain de monuments par la création d'une empreinte technique ? A l'inverse, possibilité de mise en valeur de patrimoine méconnu sous réserve de covisibilité gênante ?

7.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Compte-tenu des possibilités d'évolution du bâti existant en zone A et N, limitées aux tènements accueillant d'ores et déjà des habitations, la modification du PLU n'a pas d'incidences sur le patrimoine et l'archéologie.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc aucune incidence sur le patrimoine et l'archéologie.

8- Nuisances sonores

8.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préservation de l'ambiance acoustique des riverains (et prévention des risques / santé)
Préservation de zones calmes

8.2 Principaux questionnements

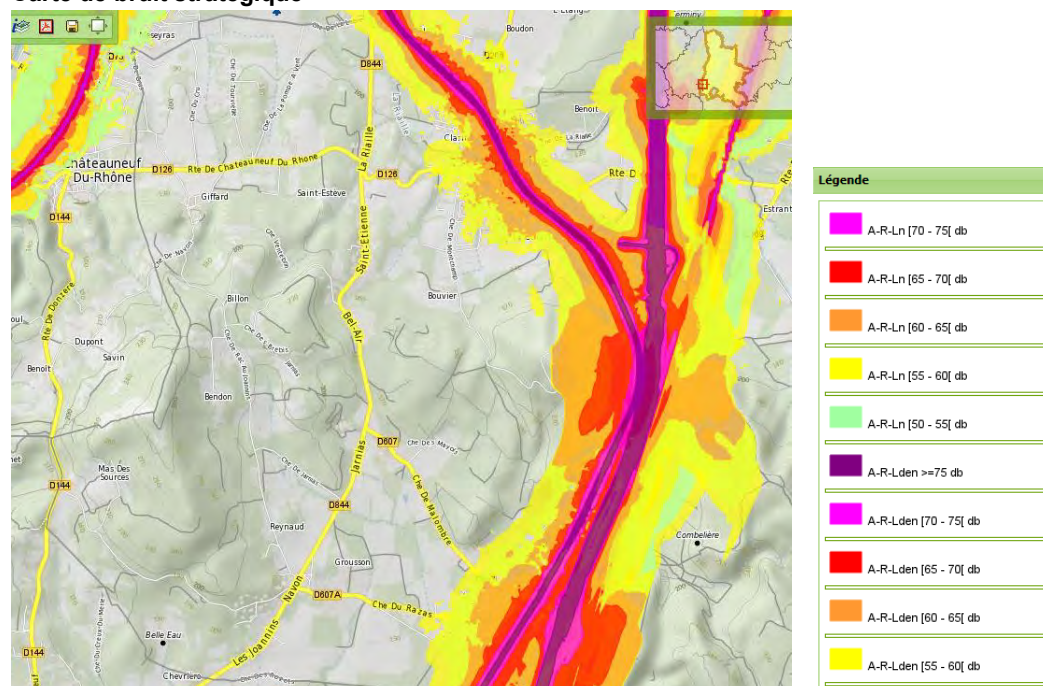
Nuisances sonores en phase chantier ? Nuisances sonores générées par la nouvelle fréquentation de la zone pour les riverains (activités créées, circulation) ? Dégradation de l'ambiance en zone calme ? Dérangement de la faune ? Effets induits du bruit sur la santé (chantier et après aménagement de la zone) ?

8.3 Incidences de la modification du PLU

Parmi les nuisances connues, on peut notamment citer les nuisances sonores à proximité des infrastructures classées au titre de la loi du 31 décembre 1992 n°92-1444 relative à la lutte contre

le bruit et il est nécessaire de mettre en œuvre des prescriptions d'isolement acoustique. Les cartes de bruit stratégiques élaborées (voir ci-après) montrent que la commune est impactée par ces grands axes.

Carte de bruit stratégique



Source : <http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie>

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
L'évolution du bâti existant en zone A, N et Nh peut porter localement sur des secteurs concernés par des une exposition sonore excessive, auquel cas des dispositions constructives peuvent être prises pour en limiter l'impact.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU a donc une incidence limitée en matière de nuisance sonore.

9- Air, climat et énergie

9.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préservation de la qualité de l'air niveau local et prévention des risques / santé des populations riveraines (exposition chronique et aiguë)
Lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES)
Prendre en compte et contribuer à la lutte contre le changement climatique, et s'adapter à ce changement

9.2 Principaux questionnements

Pollution de l'air : proximité, locale, régionale, globale ? Risques pour la santé des populations exposées ? Quelle organisation des espaces construits du territoire : forte centralité ou éclatement de l'espace urbain en hameaux, distance entre les différents lieux de vie des habitants et besoins ou non de déplacements automobiles, réseau viaire du centre en impasses... ?

Quel est le réseau modes doux et de transports en commun (TC) existant sur le territoire ? Y a-t-il des freins (topographiques, défaut de parkings vélos ou de voie spécifiques - cheminements piétons, voies vertes, voies TC, distances entre les lieux de vie...) à l'utilisation des modes doux ou des transports en commun ?

9.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Absence d'impact car aucune construction nouvelle autorisée (seulement des extensions et annexes).
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidences en matière d'air, de climat et d'énergie.

10- Risques et sécurité

10.1 Principal(aux) enjeu(x)

Prévention des risques naturels et technologiques

10.2 Principaux questionnements

Exposition des riverains à des risques naturels (augmentation des ruissellements et risques d'inondation associés), industriels et technologiques (transport de matière dangereuse, établissement SEVESO, etc.) ? Réorganisation des secours (PPI) ?

10.3 Incidences de la modification du PLU

La commune de Malataverne est concernée par un risque naturel d'inondation. Ce risque est identifié, cartographié (plan de zonage) et réglementé (règlement écrit du PLU). L'ensemble des autorisations d'urbanisme doivent donc être conformes aux règles en vigueur.

Concernant les autres risques tels que le risque de retrait-gonflement des argiles, le risque de séisme,... leur prise en compte n'entraîne pas de contraintes d'urbanisme, mais passe par la mise en œuvre de règles constructives. L'application de ces règles relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage.

Quant aux risques technologiques, il n'existe pas de plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune.

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Cf supra.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Cf supra.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidences en matière de risques naturels et technologiques.

11- Paysage

11.1 Principal(aux) enjeu(x)

Insertion paysagère du projet

11.2 Principaux questionnements

Transformation de l'ambiance paysagère provoquée par la modification de l'usage de l'espace ? Empreinte « technique » sur le paysage (suivant la vocation de la zone) ? Dégradation possible du paysage de proximité pour les riverains ? Création de covisibilités avec des sites sensibles ? Baisse d'attractivité de sites naturels ou historiques ? Attractivité du projet suivant son « image » plus ou moins valorisante ?

11.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
La réglementation des extensions et des annexes par le règlement écrit du PLU garantit la préservation de la qualité paysagère des sites. La modification a même un impact positif puisqu'elle permet l'évolution des habitations existantes dans le diffus agricole et naturel, tout en préservant l'agriculture et le paysage.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidences négatives sur le paysage.

12- Déchets et matériaux

12.1 Principal(aux) enjeu(x)

Gestion économe des matériaux

Limitation des émissions de déchets et des nuisances associées

12.2 Principaux questionnements

Mouvements de matériaux (remblais / déblais) potentiellement importants quantitativement et/ou peu équilibrés ? Quelle gestion des déchets ?

12.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Absence d'impact.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidences sur les matériaux et les déchets.

13- Sols et sous-sols

13.1 Principal(aux) enjeu(x)

Préserver les ressources du sous-sol

13.2 Principaux questionnements

Quelles sont les caractéristiques géologiques ? Le projet prévoit-il une extension ou une création de carrière ? Sur quelle surface ? Y a-t-il une problématique de sol pollué ?

13.3 Incidences de la modification du PLU

- Point n°1 de la Modification (autoriser les extensions et annexes des habitations en zones A, N et Nh)
Sans objet.
- Point n°2 de la Modification (ajuster les règles de recul et de hauteur en limite séparative en zones Ub et AUb)
Sans objet.

Conclusion

La modification du PLU n'a donc pas d'incidence sur les différentes thématiques liées aux sols et aux sous-sols.

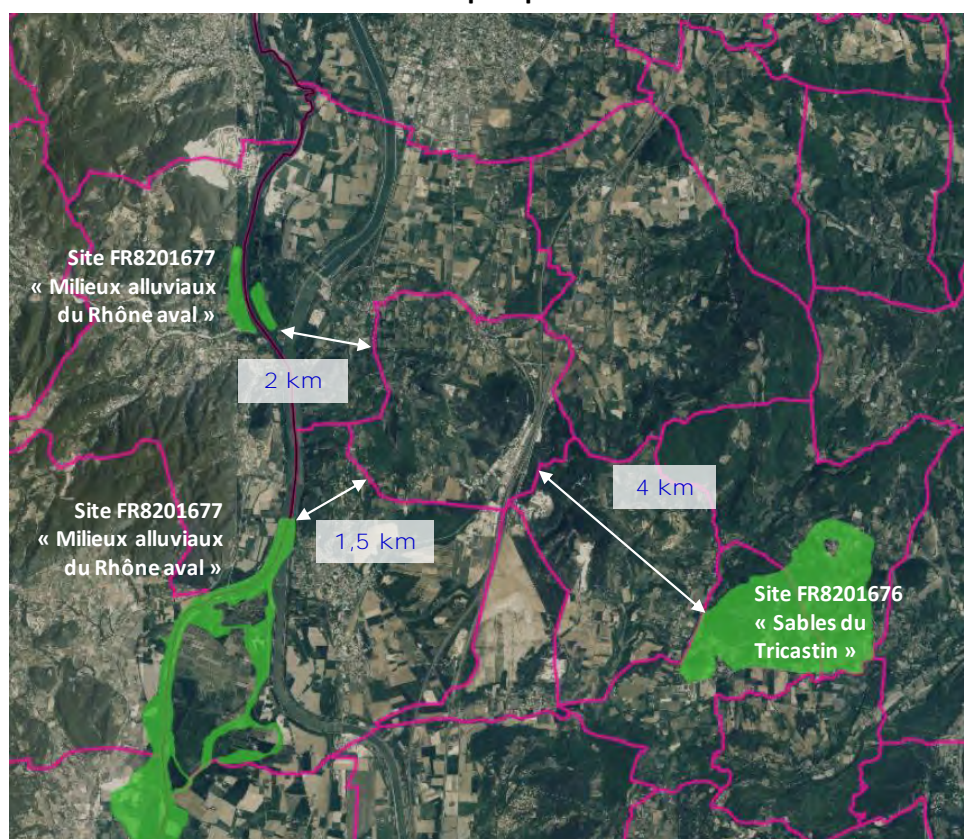
14- Natura 2000

14.1 Les sites Natura 2000 les plus proches

On ne recense **aucun site Natura 2000 sur la commune de Malataverne**. Les sites Natura 2000 les plus proches sont :

- ✓ Le site FR8201676 - SABLES DU TRICASTIN
- ✓ Le site FR8201677 - MILIEUX ALLUVIAUX DU RHÔNE AVAL

Localisation des sites Natura 2000 les plus proches



14.2 Principales caractéristiques des sites Natura 2000 les plus proches

Site FR8201676 « SABLES DU TRICASTIN »

Qualité et importance

Le site « Sables du Tricastin » a été désigné pour la présence des habitats naturels singuliers des zones sableuses, l'originalité de la zone humide de l'Etang Saint-Louis et la présence d'importantes colonies de chauves-souris qui s'y alimentent et se reproduisent dans plusieurs gîtes.

Il comprend trois milieux principaux : les milieux sableux xérophiles qui accueillent une végétation méditerranéenne remarquable, les milieux humides tels que la zone humide de l'Etang Saint-Louis en cours d'atterrissement ou les prairies humides et enfin les milieux forestiers. Les forêts sont largement dominantes au sein du site, suivies par les milieux cultivés. Au nord, dominent les forêts de feuillus alors qu'au sud, ce sont les forêts de résineux qui sont les plus étendues. Les enjeux habitats se concentrent autour de Réauville (la Sablière, la Glacière et les vieux boisements de Chênes), le plan de la Gaffe, sur l'étang Saint-Louis, et les secteurs de prairies humides (Ravin du Temple, Serre Rouge, Plan Long).

Vulnérabilité

- les zones humides de l'Etang Saint-Louis et de la mare de Réauville ont tendance à l'atterrissement,
- la fermeture des milieux ouverts est une menace sur l'ensemble du site,
- la mare de Réauville a été acquise par la commune.,
- l'étang Saint-Louis et l'ancienne carrière adjacente sont en propriété privée.

Site FR8201677 « MILIEUX ALLUVIAUX DU RHÔNE AVAL »

Qualité et importance

Le site Natura 2000 du Rhône aval s'étend sur 2 111 ha et correspond à un chapelet de sites le long de la vallée du Rhône entre St-Vallier et Donzère.

Malgré les aménagements successifs du fleuve, la vallée du Rhône possède encore de nombreux milieux aquatiques ou humides :

-Les milieux humides présentent de façon générale un grand intérêt écologique, par la diversité des espèces qui peuvent y vivre ou par leur forte production biologique. Le fleuve constitue l'axe de vie de la vallée, permettant de nombreux échanges et transfert de population. Les bras secondaires appelés « îlons », vestiges de la phase de tressage, constituent un élément fondamental de la vallée : refuges, lieu de reproduction et sources d'alimentation pour de nombreuses espèces. Le site Natura 2000 compte de vastes surfaces d'autres milieux humides, qui peuvent souvent abriter des espèces animales citées en annexe II de la directive (castor, poissons, odonates...) : le fleuve lui-même, les berges du fleuves couvertes de graviers ou de hautes herbes, les vasières et roselières.

-Le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval » présente notamment les derniers massifs de forêt alluviale non protégée de la vallée du Rhône. La forêt alluviale se définit par sa relation avec le fleuve : sol constitué de limons, sables ou graviers, influence des inondations, alimentation en eau par la nappe phréatique... Les arbres les plus abondants ou les plus typiques sont les peupliers, saules et frênes. Véritables réservoirs de biodiversité, ces formations boisées à l'interface entre terre et eau assurent une multitude de fonctions écologiques, utiles à l'équilibre des milieux et à l'homme. Il s'agit aussi d'un habitat naturel rare en Europe qui subit une réduction importante de ses surfaces.

-Le site Natura 2000 « Milieux alluviaux du Rhône aval » compte les dernières prairies en zone alluviales de la vallée du Rhône, témoins d'une activité intense des cours d'eau avant les aménagements (zones pionnières après érosion), mais également des pratiques agro-pastorales en vigueur jusque dans les années 1960. A l'heure actuelle, la réduction de la dynamique des cours d'eau, conjuguée à l'arrêt de l'entretien traditionnel (pâturage, fauche), conduisent à la disparition des prairies par évolution spontanée vers des stades boisés ou par conversion en terres labourées.

Vulnérabilité

Aucune information disponible.

14.3 Incidences de la modification du PLU

Compte-tenu de l'éloignement des zones Natura 2000 et du fait que le projet de Modification du PLU ne modifie pas les équilibres environnementaux, il n'y a pas d'incidence sur un site Natura 2000.

Conclusion

Au regard de l'éloignement des zones Natura 2000 et compte-tenu des caractéristiques de leur vulnérabilité, la modification du PLU n'a aucune incidence sur les sites Natura 2000.

2.2 – Prise en compte des documents stratégiques

2.3.1 La prise en compte du Programme local de l'habitat (PLH)

La commune de Malataverne n'est pas concernée par les dispositions d'un PLH.

2.3.2 La prise en compte du Plan de Déplacements Urbains (PDU)

La commune de Malataverne n'est pas concernée par les dispositions d'un PDU.

2.3.3 La prise en compte du Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

La commune de Malataverne n'est pas concernée par les dispositions d'un SCOT.

2.3.4 La prise en compte du SDAGE Rhône Méditerranée

Les modifications envisagées dans le cadre de la présente modification du PLU s'inscrivent dans le respect des objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée entré en vigueur le 21 décembre 2015 pour les années 2016 à 2021, et notamment ses orientations fondamentales:

- ✓ S'adapter aux effets du changement climatique
- ✓ Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- ✓ Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- ✓ Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- ✓ Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- ✓ Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
- ✓ Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
- ✓ Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses

2.4 La prise en compte du PLU

2.4.1 Le rapport de présentation

Les modifications apportées sont présentées et justifiées dans le présent rapport de présentation complémentaire.

2.4.2 Le règlement écrit

Le règlement écrit est modifié conformément aux points présentés précédemment (voir les § « Nature des modifications proposées et justification »).

2.4.3 Le plan de zonage

Le plan de zonage est modifié conformément aux points présentés précédemment (voir les § « Nature des modifications proposées et justification »).

2.4.4 Les autres pièces du PLU

Les autres pièces du PLU ne sont pas modifiées.



Plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Malataverne

Pièce n°1 – Rapport de présentation

Délibérations	Modifications	
Prescription :	Date	Objet
Arrêt du projet :		
Approbation :		

Maître d'ouvrage : Commune de MALATAVERNE | Hôtel de Ville 26780 Malataverne

Bureau d'études : AD HOC AMENAGEMENT | 27 rue de la Villette 69003 Lyon

SOMMAIRE

Introduction

PARTIE 1 – DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Chapitre 1 – Population et habitat

Chapitre 2 – Equipements, services et infrastructures

Chapitre 3 – Déplacements

Chapitre 4 – Economie

Chapitre 5 – Aménagement de l'espace

PARTIE 2 – ETAT DES LIEUX DE L'ENVIRONNEMENT

PARTIE 3 – EXPOSE DES CHOIX D'AMENAGEMENT

PARTIE 4 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION

I. Contexte légal

Comme l'indique l'article L123-1 du code de l'Urbanisme :

*« Les plans locaux d'urbanisme exposent le **diagnostic** établi au regard des **prévisions économiques et démographiques** et précisent les besoins répertoriés en matière de **développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de commerce, de transports, d'équipements et de services**. »*

Comme l'indique le CERTU (Centre d'études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques), il ne s'agit pas dans le diagnostic de compiler toutes les données (statistiques ou autres) concernant le territoire communal, mais de sélectionner les éléments d'information, les observations, les conclusions d'études qui ont un intérêt pour l'aménagement communal et la prise de décision.

Le diagnostic est organisé en deux grandes parties :

- ❖ Un diagnostic territorial traitant principalement des thèmes suivants :
 - Population et habitat
 - Infrastructures, équipements et services
 - Déplacements
 - Economie
 - Aménagement de l'espace
- ❖ Un état des lieux de l'environnement traitant principalement des thèmes suivants :
 - Environnement
 - Paysage

II. Contexte territorial

► La commune de Malataverne

Malataverne est située au sud du département de la Drôme, à proximité de Montélimar. La commune, qui s'étend sur 1668 ha (soit une densité de 96 habitants au km²), comptait 1 598 habitants en 2006. Le territoire est bien desservi en axes routiers : A7 (échangeur Montélimar Sud), N7, D126 (Allan – Châteauneuf-du-Rhône), D844 (Montélimar – Donzère), etc., offrant à la commune un important potentiel de développement.

La commune est située à la jonction entre deux grands ensembles morphologiques : la vallée du Rhône et les Préalpes du sud. Les altitudes sont comprises entre 78 et 390 m et le territoire est traversé par le ruisseau de la Riaille.

► L'arrondissement et le canton

La commune est rattachée administrativement à l'arrondissement de Nyons et au canton de Montélimar 2.

► L'intercommunalité

La commune n'appartient à aucun groupement de projet à fiscalité propre. La loi de réforme des collectivités territoriales du 17 novembre 2010 s'oriente vers la rationalisation de la carte intercommunale d'ici à 2013. L'approche intercommunale est donc primordiale. A ce titre, il importe de noter que la commune de Malataverne a approuvé le principe d'élaborer une étude sur les possibilités de mise en place d'une intercommunalité. Le périmètre de l'étude comprend les communes de Donzère, Pierrelatte, les Granges Gontardes, la Garde Adhémar et Malataverne.

Malataverne adhère cependant à plusieurs syndicats de gestion de services publics :

- SI d'énergie de Puygiron
- SIVOM des Portes de Provence
- SIVOM du Navon
- SYPP / SITOM
- SI Irrigation Rhône Montélimar
- Syndicat mixte du bassin du Roubion et du Jabron

► Le SCOT

Actuellement il n'existe pas de Schéma de cohérence territoriale (SCOT).

Ainsi, les dispositions de l'article L122-2 du Code de l'urbanisme s'appliquent puisque Malataverne est située à moins de 15 kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants (Montélimar).

Rappel :

« Dans les conditions précisées au présent article, dans les communes qui ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale applicable, le plan local d'urbanisme ne peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1er juillet 2002 ou une zone naturelle. [...] »

Dans les communes où s'applique le premier alinéa et à l'intérieur des zones à urbaniser ouvertes à l'urbanisation après l'entrée en vigueur de la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat, il ne peut être délivré d'autorisation d'exploitation commerciale en application de l'article L. 752-1 du code de commerce ou l'autorisation prévue aux articles L. 212-7 et L. 212-8 du code du cinéma et de l'image animée.

Il peut être dérogé aux dispositions des trois alinéas précédents soit avec l'accord du préfet donné après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites et de la chambre d'agriculture, soit, jusqu'au 31 décembre 2016, lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale incluant la commune a été arrêté, avec l'accord de l'établissement public prévu à l'article L. 122-4. La dérogation ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt que représente pour la commune la modification ou la révision du plan ».

PARTIE 1

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

CHAPITRE 1

POPULATION ET HABITAT

1 – POPULATION

1.1 - Sources utilisées, méthode & définitions

1.1.1 Sources utilisées et méthode

Les données relatives à la population sont issues du recensement réalisé par l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). Suite à la dernière enquête exhaustive a été conduite en 1999 (RP 1999), un nouveau dispositif de diffusion des résultats du recensement a progressivement été mis en place. Ainsi, les derniers éléments du recensement fournissent un état des lieux actualisé correspondant à une 'photographie' de la commune au 1^{er} janvier 2008 (www.insee.fr). La commune de Malataverne comptant moins de 2 000 habitants, seuls les chiffres clés sont disponibles (*les tableaux détaillés sont disponibles sur des territoires comptant au moins 2000 habitants*). Les chiffres utilisés tiennent compte des dernières mises à jour des données de recensement de l'INSEE, à savoir celles du 30 juin 2011.

1.1.2 Définitions (source : INSEE)

La population légale des communes est définie par le décret n°2003-485 du 5 juin 2003. Il précise que la population dite municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune. Elle inclut les personnes sans abri ou résidant habituellement dans des habitations mobiles recensées sur le territoire de la commune ainsi que les détenus dans les établissements pénitentiaires. C'est la population statistique comparable à la population sans double compte (PSDC) des précédents recensements.

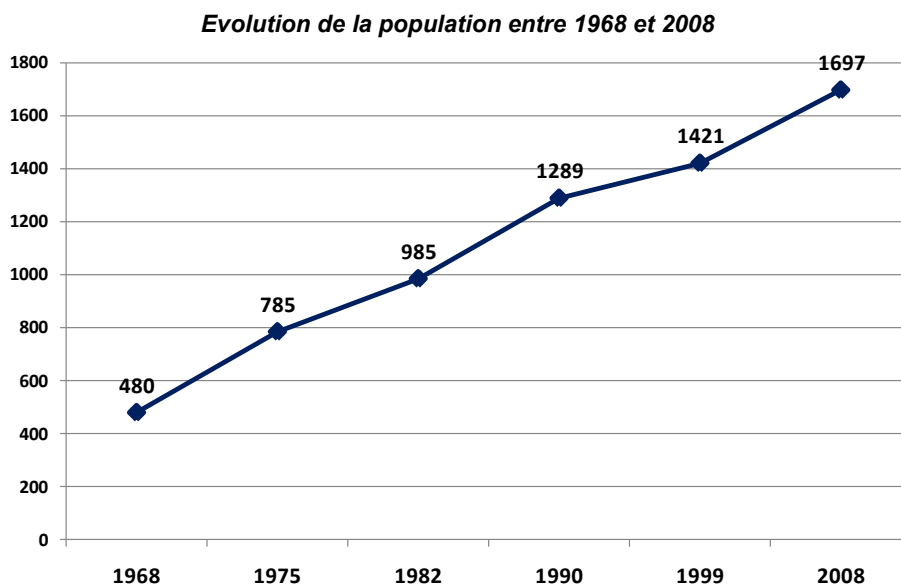
La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui gardent un lien de résidence avec la commune. Elle comprend, par exemple, les élèves ou étudiants majeurs qui logent pour leurs études dans une autre commune mais dont la résidence familiale est située sur le territoire de la commune. Il est important de dénombrer à part de telles situations, d'abord pour clarifier quelle est véritablement la commune de résidence mais aussi pour ne pas produire des doubles comptes entre deux communes quand on additionne leurs populations.

La population totale est la somme de la population municipale et de la population comptée à part.

1.2 - Caractéristiques de la dynamique démographique

1.2.1 La population a progressé d'environ 250% en 40 ans

La population de Malataverne, qui atteint 1624 en 2007 (et 1697 habitants en 2008), a connu globalement une croissance régulière depuis 1968 (voir tableau ci-dessous). Avec un gain de 1 217 habitants entre 1968 et 2008, le nombre d'habitants sur la commune a progressé de 254% en 40 ans, soulignant à la fois la taille modeste du village en 1968 (480 habitants) et l'importance de la croissance connue jusqu'en 2008.



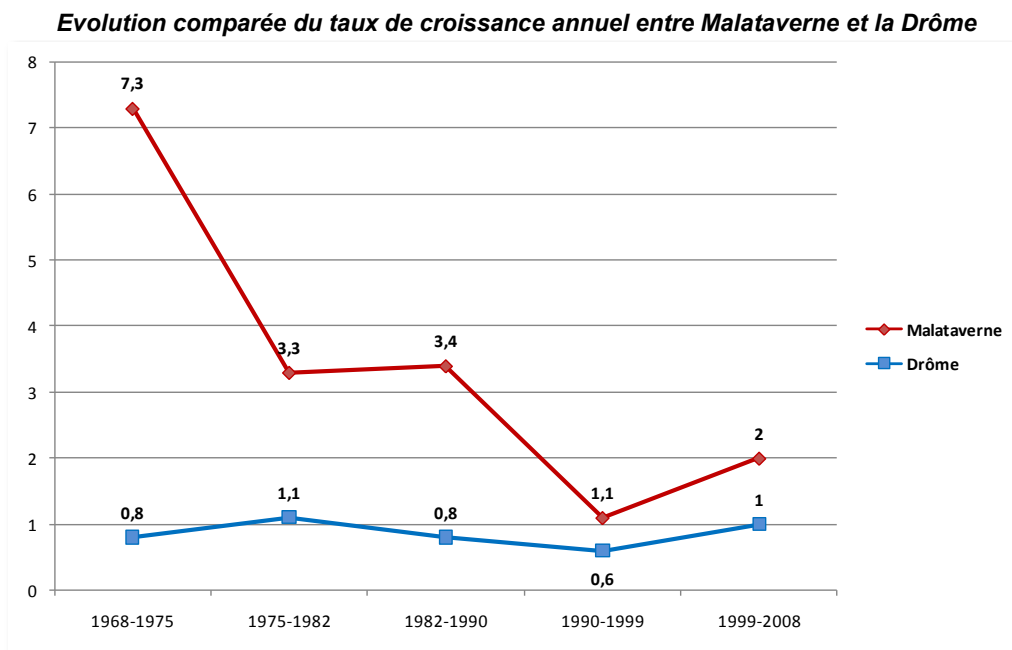
Source : INSEE, RP 2008

Eléments d'analyse

L'analyse de l'évolution de la population au cours des différentes périodes censitaires (voir tableau ci-après) montre toutefois que cette progression globale se caractérise par trois phases distinctes qui présentent des caractéristiques spécifiques :

- une phase de **croissance exceptionnelle entre 1968 et 1975**, avec un taux de croissance annuel de + 7,3%
L'accroissement de la population s'explique principalement au cours de cette période par l'arrivée de nouveaux habitants. Le solde migratoire (+6,7%) participe pour plus de 9/10^e à la progression démographique, tandis que le solde naturel y participe pour moins de 1/10^e (+0,6%) ;
- une phase de **croissance très soutenue entre 1975 et 1990**, avec un taux de croissance annuel supérieur à 3%
La commune se caractérise à cette époque encore par une forte attractivité car l'essentiel de l'accroissement démographique s'explique par l'arrivée de nouveaux habitants ;
- une phase de **croissance modérée à soutenue entre 1990 et 2007**, avec un taux de croissance annuel situé entre 1,1 et 2%
Durant cette période, on retrouve un meilleur équilibre entre la part du solde naturel et la part du solde migratoire, même si ce dernier reste plus important.

La spécificité de la dynamique démographique à Malataverne est mise en perspective par la comparaison avec la dynamique départementale.



Source : INSEE, RP 2008

Le tableau ci-dessus illustre :

- l'importance de l'écart entre les taux de croissance sur la commune et dans le département, particulièrement entre 1968 et 1990 ;
- la tendance à une réduction des écarts depuis 1990.

1.2.3 Les ménages

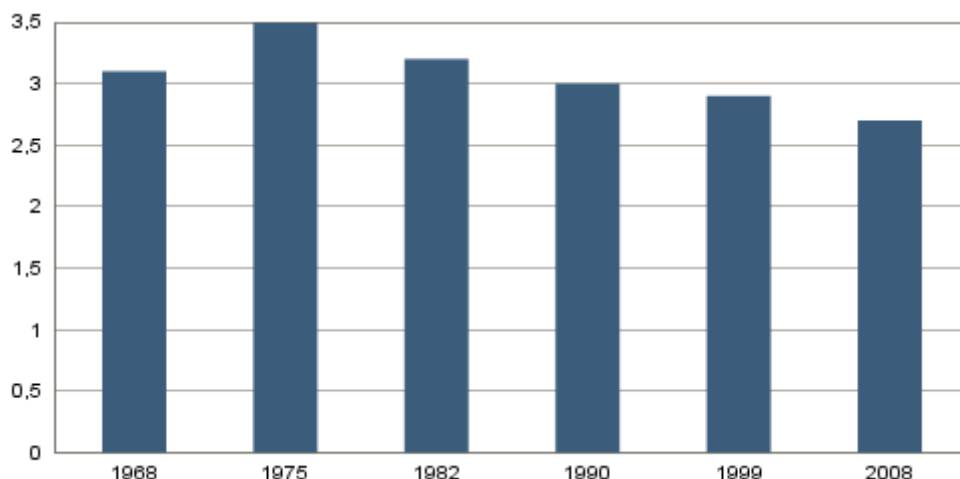
Une taille moyenne qui diminue progressivement depuis 1990

Après avoir connu un nombre moyen d'occupants par résidence principale supérieur à 3 personnes durant près d'un quart de siècle (entre 1968 et 1990), la commune voit le nombre de personnes par ménage régulièrement diminuer depuis 1990 pour atteindre environ 2,7 personnes par ménage en 2008. Soit une baisse d'environ 10% en 18 ans.

L'évolution entre 1999 et 2007 sur la commune, qui est passée d'environ 2,9 à 2,7 personnes/ménages (soit une baisse de 6%), se caractérise par :

- ✓ un mouvement de baisse plus soutenu que celui constaté à l'échelle départementale, avec une baisse de 4% seulement (évolution de 2,4 à 2,3 personnes/ménage) ;
- ✓ un nombre de personnes/ménage en 2007 toutefois important sur la commune par rapport au niveau départemental : 2,3 contre 2,7.

Cela reflète également une spécificité de la structure démographique de Malataverne, d'autant plus que la moyenne drômoise se cale de très près sur la moyenne nationale.

Nombre moyen d'occupants par résidence principale à Malataverne depuis 1968

Source : INSEE, RP 2008

Zoom sur le phénomène de la baisse de la taille moyenne des ménages

D'après l'INSEE, à l'échelle nationale, la taille moyenne des ménages continue à diminuer, dans le prolongement d'une tendance entamée depuis les années 1960 : 3,1 personnes par ménage en 1962, 2,7 en 1982, 2,4 en 1999. Cette diminution résulte de deux phénomènes :

- *d'une part, la proportion des ménages d'au moins trois personnes a d'autant plus diminué que le nombre de personnes qu'ils comportent était élevé*
- *d'autre part, la proportion de ménages d'une ou deux personnes s'est fortement accrue.*

La hausse du niveau de vie, le développement du parc de logements, l'individualisation des comportements et l'allongement de la vie combinent leurs effets pour expliquer ces évolutions de longue période. La maîtrise accrue de la fécondité a réduit le nombre de familles nombreuses. La décohabitation des générations, une mise en couple plus tardive et des unions plus fragiles contribuent également à réduire la taille des ménages. Moins souvent rompue par le décès d'un des conjoints, la vie en couple l'est de plus en plus par une séparation ou un divorce. En outre, la baisse de la mortalité allonge la période pendant laquelle les adultes n'ont plus d'enfants à charge et vivent seuls ou en couple sans enfant.

Depuis 1999, le nombre moyen d'occupants d'un logement se réduit d'abord parce que les personnes seules sont plus nombreuses (+14 %), ainsi que les ménages constitués d'un couple vivant sans enfant (+13 %). S'ajoutent la hausse du nombre de ménages constitués d'une famille monoparentale (+10 %) et, dans une moindre mesure, la baisse du nombre de ménages constitués d'un couple avec enfants (-3 %). Désormais, ces couples (28 % des ménages) ne sont guère plus nombreux que les couples sans enfant au domicile (26 %).

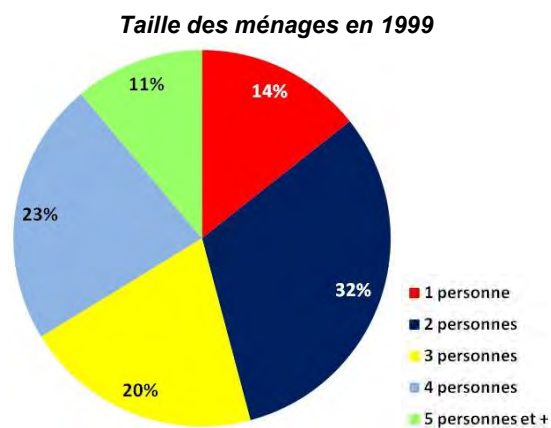
L'évolution de la structure par âge de la population, à travers le vieillissement, renforce ces tendances. Elle explique la moitié de l'augmentation du nombre de personnes seules et près des trois quarts de celle du nombre d'adultes vivant en couple sans enfant.

Près de 50% de ménages de petite taille

En 1999 les ménages de petite taille, de 1 à 2 personnes, représentaient 46% des ménages, avec :

- 14% de ménages composés de 1 personne
- 32% de ménages composés de 2 personnes

Les données du RG 2008 n'intègrent pas de mise à jour détaillée relatives à la structure des ménages. Il n'est donc pas possible d'établir de comparaison entre 1999 et 2008.



L'absence de données actualisées ne permet pas non plus de proposer une analyse fine de la structure par âge des ménages composés de 1 à 2 personnes.

Les autres catégories de ménages

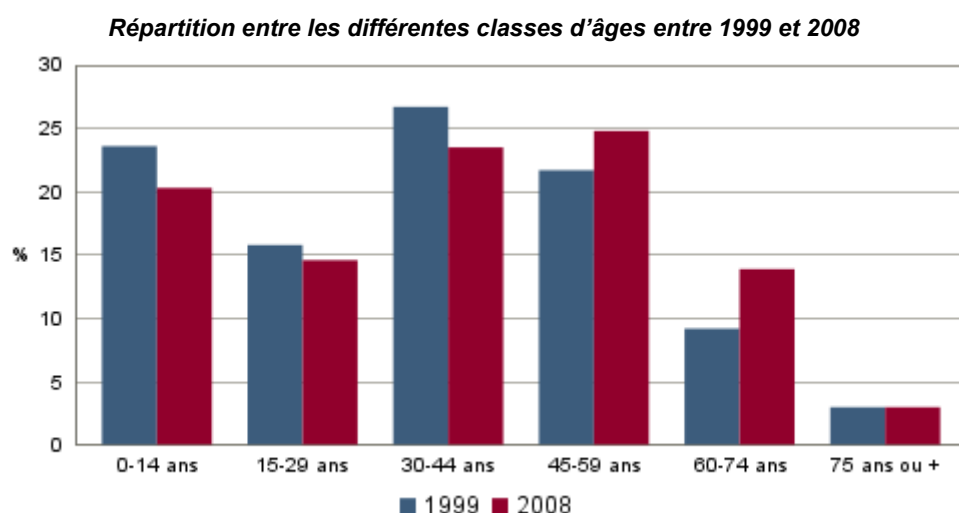
Les ménages de taille moyenne, de 3 à 4 personnes, représentent quant à eux 43% du total des ménages, tandis que les ménages de très grande taille, de 5 personnes ou plus, restent minoritaires (11%).

1.3 – Composition de la population

1.3.1 Un relatif équilibre entre les différentes classes d'âge

En 2008, la population de Malataverne se caractérise par :

- une représentation dominante des classes d'âge 0-14 ans, 30-44 ans et 45-59 ans : chacun d'entre elle représente entre 20 et 25% de la population totale. On constate cependant que les deux premières sont en légère perte de vitesse par rapport à la troisième qui est en augmentation ;
- une représentation significative des classes d'âge 15-29 ans et 60-74 ans : toutes deux représentent un peu moins de 15% de la population totale. On constate que la classe d'âge 15-29 ans est stable entre 1999 et 2008, tandis que la classe d'âge 60-74 ans augmente de manière significative sur la même période ;
- une sous représentation des classes d'âge 75 ans ou + (<5%).



Source : INSEE, RP 2008

Par rapport à la moyenne drômoise de 2008, on remarque que :

- la population des 0-14 ans est relativement proche ;
- la population des 15-29 ans est un peu plus représentée à l'échelle départementale ;
- la population des 30-44 ans et des 45-59 ans est un peu moins représentée à l'échelle départementale ;
- la population des 60-74 ans est relativement proche ;
- la population des 75 ans et + est beaucoup plus représentée à l'échelle départementale.

En conclusion, on ne note pas de déséquilibre majeur dans la composition par âge de la population. **Cependant, la commune doit veiller à garantir un équilibre pérenne, en veillant notamment à ce que les classes d'âge 30-44 ans et 40-59 ans ne progressent pas trop vite au détriment des classes d'âge 0-14 ans et, surtout, 15-29 ans.** En effet, les deux premières classes d'âges permettent à la commune d'assurer une dynamique indispensable à un fonctionnement durable des équipements d'intérêt général (écoles, etc.). Malgré ce constat, le potentiel de renouvellement de la population est assuré.

Concernant la problématique des seniors, l'augmentation constatée entre 1999 et 2008 de la classe d'âge 60-74 ans, si elle est significative, correspond à un effet de 'rattrapage' par rapport à la moyenne observée à l'échelle départementale. Par contre, la stabilité de la population 75 ans et + entre 1999 et 2008 à un niveau peu élevé en comparaison avec les tendances départementales indique probablement un manque de logements adaptés à cette population.

1.3.2 Caractéristiques des familles

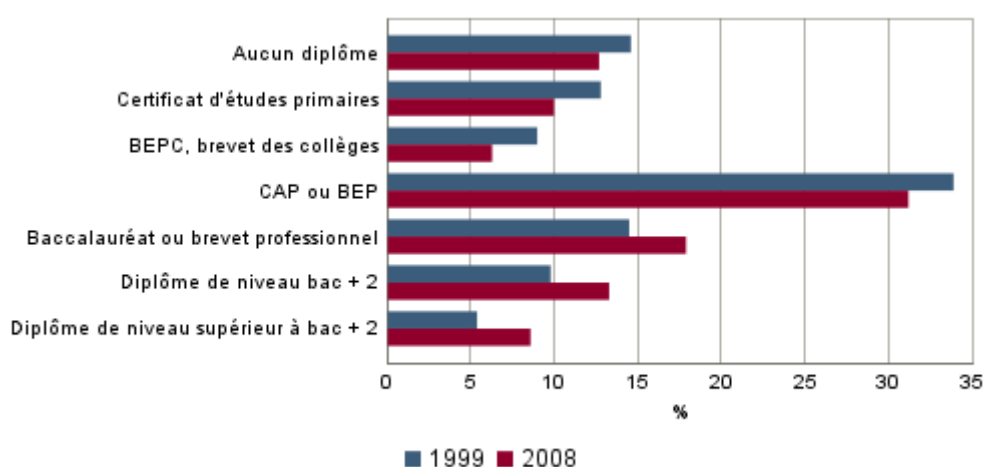
Les caractéristiques des familles fournissent des informations sur le nombre d'enfants par famille, les tranches d'âge des enfants, etc. Les évolutions observées entre deux périodes censitaires permettent d'observer des phénomènes tels que le départ des enfants dont les parents s'étaient installés sur la commune, la part et l'évolution du nombre de familles monoparentales, etc.

L'absence de ces données dans le cadre du recensement de 2008 ne permet pas de traiter cette problématique. Les dernières données connues datant de 1999, leur exploitation ne garantit pas d'aboutir à des conclusions pertinentes.

1.3.3 Une amélioration du niveau de formation de la population

Le niveau de formation est décrit en 7 niveaux par l'INSEE (voir graphique ci-après).

Niveau de formation à Malataverne



Source : INSEE, RP 2008

L'analyse du graphique permet de constater que :

- le niveau de formation est globalement bon, et se caractérise par une forte représentation des formations professionnalisantes (1/3 de CAP ou BEP). Cela s'explique en partie par les caractéristiques industrielles du bassin d'emploi ;
- l'évolution entre 1999 et 2008 montre principalement une double tendance :
 - les niveaux de formation les moins élevés (entre « Aucun diplôme » et « CAP – BEP ») sont tous en baisse,
 - les niveaux de formation les plus élevés (entre « BAC/BP » et « BAC+2 ») sont au contraire tous en hausse.

Le niveau de formation s'est donc amélioré, se caractérisant par une évolution significative des populations titulaires de formations plus diplômantes. Le niveau de formation à Malataverne présente plusieurs différences par rapport à la moyenne drômoise qui compte une proportion plus importante de niveaux « Aucun diplôme » et « CEP » et une proportion moins importante de niveaux « BAC/BP ».

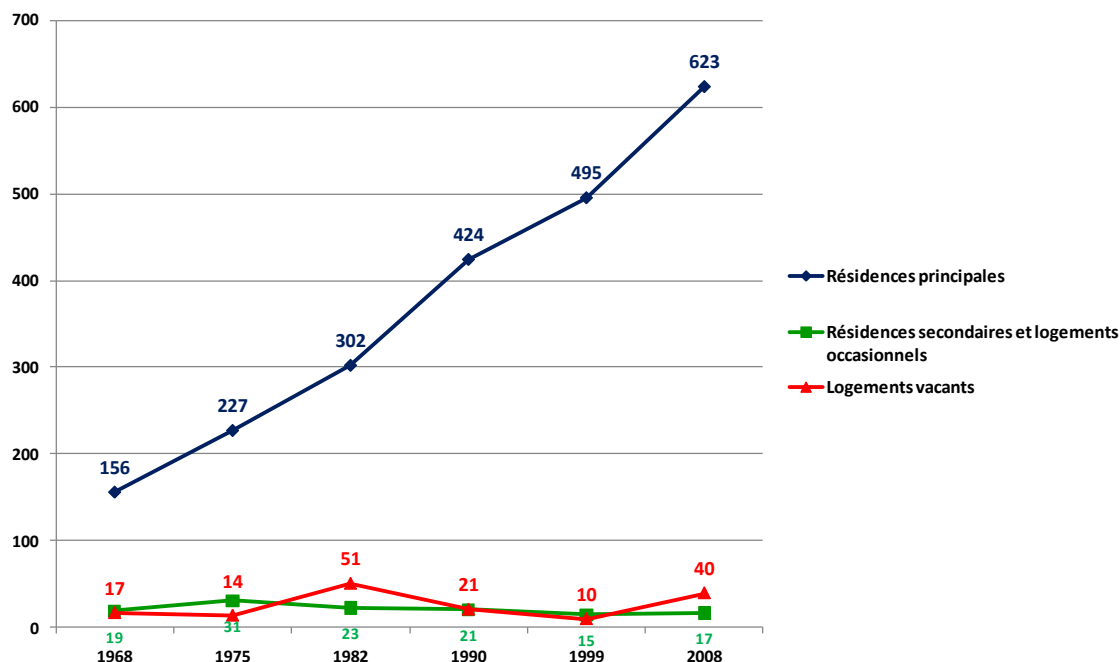
2 – HABITAT

2.1 – Caractéristiques du parc de logements

2.1.1 Une progression constante du nombre de logements

Le graphique ci-après présente l'évolution du nombre de logements selon leur catégorie.

Evolution du nombre de logements par catégorie



Source : INSEE, RP 2008

On constate que :

- l'évolution du nombre de résidences principales a connu différents types de croissance, selon les époques :
 - une croissance très soutenue dans les périodes 1968-1975 et 1975-1982, avec une croissance globale proche de 100% (quasi doublement du nombre de logements) ;
 - une croissance moyenne dans la période 1982-1990, avec une croissance de l'ordre de 24% ;
 - une croissance plus faible dans la période 1990-1999, avec une croissance de l'ordre de 11,5% ;
 - une croissance soutenue entre 1999 et 2008, avec une croissance de l'ordre de 31%.
- la part des logements vacants est instable, variant de 1,9% à 13,6% selon les périodes. En 2008, il atteint 5,9% ;
- la part des résidences secondaires baisse de manière régulière depuis 1975 (11,4%), atteignant 2,5% en 2008.

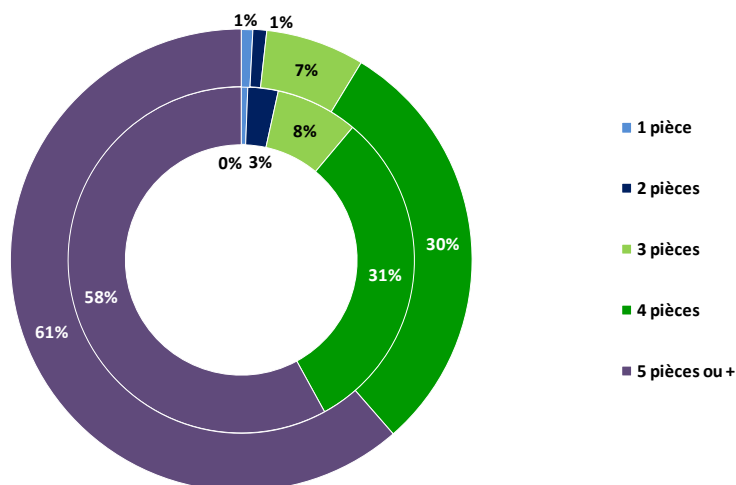
On remarque également qu'en 2008 la part des résidences principales dans le parc de logements est très dominante (91,6%), plus élevée par rapport à la moyenne départementale (84,7%)

2.1.2 Les résidences principales de 5 pièces ou + en augmentation

L'observation de l'évolution de la typologie des résidences principales en fonction du nombre de pièces entre 1999 et 2008 indique les tendances suivantes (voir graphique ci-après) :

- une augmentation marginale des logements de 1 pièce (+0,2 point) ;
- une baisse des logements de 2 et 3 pièces (-2 et -1 points) ;
- une baisse des logements de 4 pièces (-1 point) ;
- une augmentation forte des des logements de 5 pièces ou + (supérieure à 3 points).

Evolution du nombre de logements par catégorie sur la commune



Source : INSEE, RP 2008

Légende : cercle intérieur = Population 1999 | cercle extérieur = Population 2008

On observe sur la commune un déséquilibre en faveur des logements de taille importante (5 pièces ou +), surreprésentés (61%) par rapport à la moyenne départementale (40,6%). La part des logements de 4 pièces se rapproche de la moyenne drômoise (28,7%), tandis que les logements de 3, 2 et 1 pièce(s) se situent sur la commune en dessous de la moyenne observée dans la Drôme. L'un des enjeux à l'horizon 2025 est donc de renforcer l'offre en logements de plus petite taille afin de favoriser le parcours résidentiel.

2.1.3 Un parc de logements relativement récent

Le parc de logements de Malataverne est relativement peu ancien puisque seulement 16,4% des résidences principales construites avant 2006 (source : INSEE, RP 2008) sont antérieures à 1949, contre 27,8% au niveau départemental. Le constat est identique pour les logements construits entre 1949 et 1974 : ils représentent à Malataverne 20,3% des résidences principales construites avant 2006, contre 28,5% dans la Drôme.

Sur la commune, près de 2/3 des logements ont été construits après 1975, ce qui témoigne d'un parc relativement récent.

2.1.4 Un modèle dominant pour les résidences principales : la maison individuelle avec un statut de propriétaire

En 2008, le parc de résidences principales sur la commune est composé à 94,1% par des maisons et à 4,3% par des appartements. On note que la proportion de maisons à Malataverne est largement supérieure à la moyenne départementale (63,8%).

Concernant le statut d'occupation des résidences principales en 2008 sur la commune, le parc de logements est occupé à 78,5% par des propriétaires (61% dans la Drôme) et à 16,9% par des locataires (36,5% dans la Drôme).

2.1.5 Un bon niveau de confort

La quasi-totalité des résidences principales (97%) disposent de toilettes et de salle de bains comportant au moins une douche. Ces chiffres sont alignés sur la moyenne départementale.

Les deux modes de chauffage les plus représentés sur la commune sont le chauffage central individuel (39,6%) et le chauffage individuel « tout électrique » (34,9%).

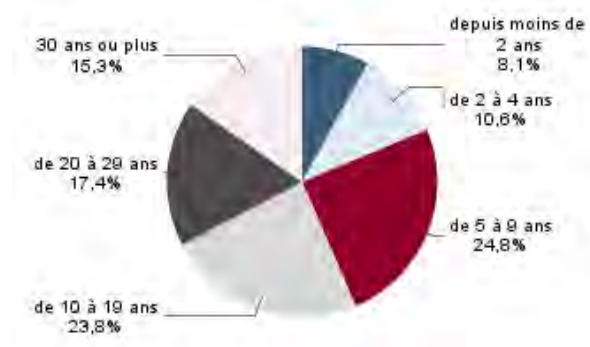
2.2 – Le logement locatif

La commune ne disposait en 2001 d'aucun logement locatif. En 2004, on comptait sur la commune (source : porter à connaissance de l'Etat) 2 logements locatifs privés, ce qui représentait 0,4% du parc des résidences principales. En 2007, l'action de la commune en faveur du logement locatif a conduit à un parc de 15 logements locatifs. Par la suite, chaque opération d'aménagement intégrait une part de locatif. En 2012, on recense ainsi un total de 25 logements locatifs : 23 aménagés par DAH (Drôme Aménagement Habitat) et 2 par Habitat Dauphinois. Une partie de ces logements prend la forme de logements individuels (10) et l'autre partie relève d'un petit collectif.

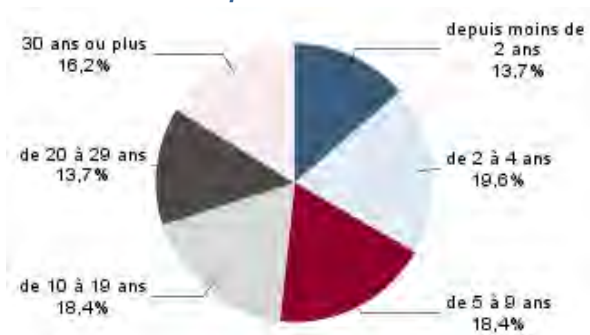
2.3 – L'ancienneté d'emménagement des ménages

Près de 20% des ménages de Malataverne ne résidaient pas sur la commune 5 ans plus tôt (contre 33% en moyenne dans la Drôme). Cependant, la majorité des ménages de Malataverne a emménagé sur la commune il y a plus de 10 ans. Cela représente 56,5% des ménages et situe la commune au-dessus de la moyenne départementale. Parmi les ménages ayant emménagés il y a moins de 10 ans, on constate que l'ancienneté est majoritairement de 5 à 9 ans. A l'échelle départementale, l'ancienneté d'emménagement des ménages depuis moins de 2 ans et entre 2 et 4 ans est un phénomène beaucoup plus représenté.

*L'ancienneté d'emménagement des ménages en 2008
à Malataverne*



*L'ancienneté d'emménagement des ménages en 2008
dans le département de la Drôme*



Source : INSEE, RP 2008

2.4 Vision prospective du logement

2.4.1 Méthode

D'une manière générale, la construction de logements est liée à quatre types de besoins :

1. Répondre à la croissance démographique
2. Compenser la diminution du nombre d'habitants par résidence principale (taille moyenne des ménages)

Et, dans une moindre mesure :

3. Compenser l'accroissement du parc de résidences secondaires et de logements vacants
4. Remplacer les logements détruits ou désaffectés

La notion de seuil d'équilibre correspond au nombre de logements à réaliser dans l'hypothèse d'une stabilité démographique. Il est donc égal à la somme des trois derniers besoins décrits ci-dessus. Ainsi, une croissance démographique suppose une production de logements supérieure au seuil d'équilibre. Pour fixer son objectif démographique, la commune doit prendre en compte :

- l'observation de la croissance au cours des différentes périodes censitaires
- l'observation de la croissance sur le département de la Drôme
- la vision de la commune à l'horizon 2025
- le contexte local

Dans le cadre du diagnostic territorial, l'objectif est d'évaluer le nombre de logements à construire pour atteindre le seuil d'équilibre.

2.4.2 Vision prospective

La population de Malataverne atteignait 1624 habitants en 2007. L'étude prospective permet de déterminer un ordre de grandeur du nombre de logements à construire à l'horizon 2025 pour atteindre le seuil d'équilibre, c'est-à-dire un maintien de la population à 1624 habitants :

- **Hypothèse sur le desserrement des ménages**

Si à long terme la diminution du nombre de personnes par ménage suivait l'évolution constatée entre 1999 (2,86 pers./ménage) et 2007 (2,72 pers./ménage), on peut se baser par extrapolation sur une diminution de 0,6% par an. Soit une taille moyenne des ménages en 2025 de 2,45 personnes.

- **Hypothèse démographique**

Etant donné l'objectif du calcul du seuil d'équilibre, on retient l'hypothèse d'un taux de croissance annuel de 0%. Pour calculer le seuil d'équilibre en lien avec le desserrement, à l'horizon 2025, il convient de calculer le ratio suivant (où TMM = Taille moyenne des ménages) :

$$\text{Seuil d'équilibre} = [(Pop. 2025 / TMM 2025) - (Pop. 2007 / TMM 2007)]$$

La population en 2007 s'élevait à 1624 personnes et la TMM était de 2,72 personnes par ménage. En 2025, l'hypothèse d'une poursuite de la diminution de la TMM est réaliste, à un rythme au moins identique à celui observé sur la période 1999-2009 (-0,6%). La TMM atteindrait, selon cette hypothèse, 2,45 pers./ménage en 2025 (cf. § ci-dessus). Le calcul du seuil d'équilibre suppose que la population soit stable à l'horizon 2025 (soit 1624) personnes.

$$\text{Seuil d'équilibre} = [(1624 / 2,45) - (1624 / 2,72)] = 67 \text{ logements (arrondi à 70 logements)}$$

Pour maintenir la population à son niveau actuel, en compensant la diminution de la taille moyenne des ménages, la commune doit construire à l'horizon de 10 ans environ 70 logements.

- **Hypothèse sur les résidences secondaires**

L'hypothèse formulée est celle d'une baisse de la part des résidences secondaires dans le parc de logements. Il est fait l'hypothèse d'un taux de 1,5 % (contre 2,8% en 2008) ;

- **Hypothèse sur les logements vacants**

L'hypothèse formulée est celle d'une baisse du taux de vacance par rapport à son niveau actuel de 5,9%. Un taux plus volontaire de 4,5% est retenu ;

- **Hypothèse sur le renouvellement**

Le renouvellement du parc correspond à la disparition lente mais réelle du parc de logement ancien (constructions antérieures à 1949). Etant donnée la faible part du nombre de logements datant d'avant 1949, un taux indicatif de - 0,30% a été retenu, correspondant à une disparition lente mais réelle de ce parc.

Sur la base de ces hypothèses, on considère qu'il est nécessaire pour **maintenir la population à son niveau actuel à l'horizon 2025** de construire (voir tableau ci-après) de l'ordre de 100 logements.

Seuil d'équilibre de Malataverne à l'horizon 2025

Calcul du seuil d'équilibre	
Taux de croissance	0,00%
Population en 2025	1624

Construction neuve 2010-2025	
Effet démographique	0
Desserrement	67
Variation RS+LV	16
Renouvellement	15
Besoin en logements	98

Source : Ad hoc Aménagement

CHAPITRE 2

EQUIPEMENTS, SERVICES et INFRASTRUCTURES

1 – LES EQUIPEMENTS & SERVICES

1.1 – Les équipements scolaires

L'école est située dans le village, avec 10 classes de la maternelle au CM2, et accueille 220 élèves. L'école est actuellement très enclavée, l'accès se fait par une petite placette et parking au nord. Cette situation en impasse pose des problèmes fonctionnels et de sécurité. D'autre part, l'accès aux terrains de sports contigus ne pouvait, jusque récemment, se faire qu'en traversant le terrain de l'école, ce qui posait à la fois des problèmes de sécurité et de gestion.

Un accueil périscolaire est assuré les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 7h30 à 8h20 et de 16h30 à 18h30.

1.2 – Les autres équipements structurants

1.2.1– La mairie

La mairie vient d'être aménagée dans les bâtiments d'une ancienne entreprise La Tuilerie et à proximité d'une esplanade en partie couverte. L'ancienne mairie a été affectée au centre de loisirs communal qui accueille les enfants de 6 à 17 ans.

1.2.2– Les équipements culturels et de loisirs

Salle des fêtes

La salle des fêtes est attenante au bâtiment de l'ancienne mairie.

Bibliothèque municipale

La bibliothèque est ouverte pendant la période scolaire : le lundi de 16h00 à 18h00, le mercredi de 15h00 à 17h00, le samedi de 10h00 à 12h00 et pendant les vacances scolaires le mercredi de 15h00 à 17h00.

Poste

Le bureau de poste est situé au carrefour de la D126. Les horaires d'ouverture ont été récemment réduits (14h – 16h au lieu de 13h – 17h30).

Terrains de sport

Les terrains de sports sont contigus à l'école et partiellement situés dans la zone inondable.

Tennis et jeux de boules

Les terrains de tennis et de jeux de boules sont implantés à l'est de la N7, le long de la Riaille.

Maison de la petite enfance

La création récente de la maison de la petite enfance permet d'assurer un service multi accueil. Une nouvelle voie et un réseau d'eau potable permettent de desservir la maison de la petite enfance.

1.2.3 Les projets

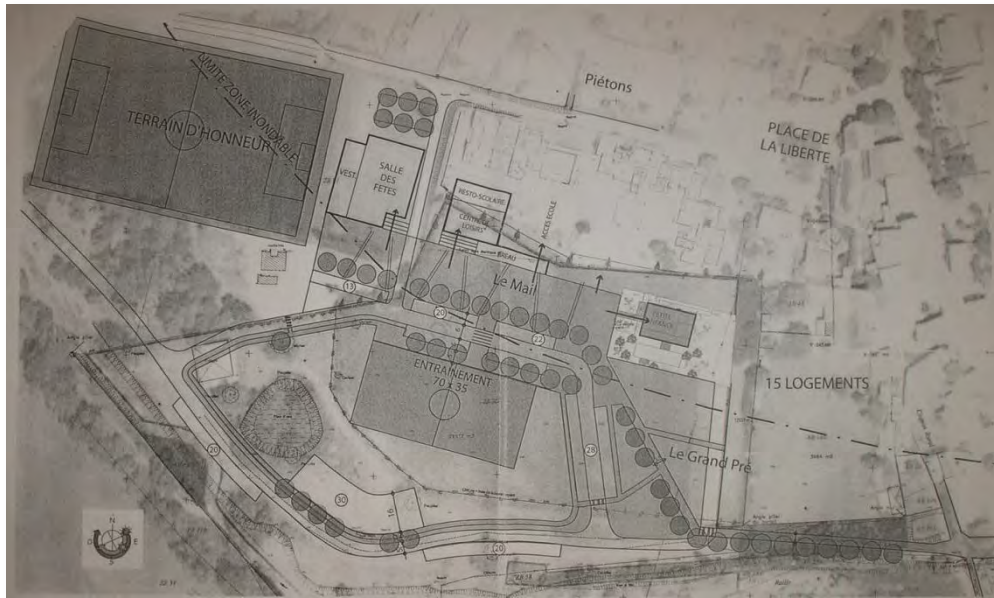
Centre technique municipal

Un projet de centre technique municipal est prévu à terme à proximité des terrains de tennis et jeux de boules.

Zone de sport et loisirs au sud de l'école

La commune envisage de réaménager le secteur au sud de l'école, autour de la maison de la petite enfance, dans le cadre d'un pôle jeunesse.

Etat des réflexions sur le futur pôle d'animation



2 – LES INFRASTRUCTURES

2.1 – Les infrastructures de transport

La commune est traversée du nord au sud par les grandes infrastructures d'intérêt national de la vallée du Rhône : l'A7, la N7 et la LGV.

La Nationale 7

La N7 fait l'objet de projets d'aménagement par l'Etat à plusieurs titres :

- la sécurisation de la voie ;
- sa transformation et l'élargissement à deux fois deux voies consécutif à l'augmentation du trafic (19.200 véhicules par jour en 2000). L'analyse du trafic et des accidents indique un problème de sécurité situé au niveau du carrefour N7 – D844 dit de Pagnère et du carrefour N7 – D126 (13 accidents dont 1 mort en 5 ans au droit de ces carrefours).

Un projet a donc pour but :

- de supprimer tout accès sur la N7 ;
- de faciliter l'accès à Malataverne à partir du futur giratoire de Pagnère et, comme le souhaite la commune de Malataverne, avec la possibilité de rejoindre la N7 par la bretelle d'accès actuelle en direction du sud.

Il est indispensable que la DREAL soit consultée sur ces projets en tant que maître d'ouvrage des infrastructures routières nationales.

L'autoroute A7

Un projet à long terme pourrait porter sur l'élargissement de la voie, sans incidence notable d'un point de vue fonctionnel pour Malataverne.

La commune est également concernée par les infrastructures routières départementales.

La D126

Cette voie en direction de Châteauneuf-du-Rhône est très fréquentée et coupe le village de Malataverne d'une façon significative. Le département de la Drôme étudie une éventuelle déviation de Châteauneuf-du-Rhône qui pourrait s'intégrer dans le schéma nouveau dû à la transformation de la N7, au niveau du futur rond-point de Pagnère.

Les autres RD

Excepté la D206, les autres voies départementales ne traversent pas le village et permettent de relier principalement les différents hameaux (D844 : *Bel Air, Joannins*) et la zone d'activités sud (D607, D607A, D169, D133).

2.2 – Le traitement des eaux usées (EU)

2.2.2 Le réseau EU

Il existe un réseau essentiellement de type séparatif qui recueille les effluents du chef-lieu et des secteurs urbanisés contigus. Les effluents de ce réseau aboutissent à une station d'épuration située sur la commune de Châteauneuf du Rhône dimensionnée pour 900 équivalents habitants, dont le rendement épuratoire est bon.

Le raccordement du quartier de Tourvieille a été réalisé en 2006 sur le réseau d'assainissement collectif de Châteauneuf-du-Rhône. Le raccordement du quartier de Rac est également prévu sur ce réseau.

L'ensemble des effluents de la zone d'activités était acheminé par un collecteur d'eaux usées jusqu'à une station d'épuration de type lit bactérien dimensionnée pour 100 équivalents habitants dont le fonctionnement posait des difficultés. Depuis l'étude du schéma d'assainissement de 2004, la zone

d'activités a été branchée sur le réseau d'assainissement collectif de la commune de Donzère, ce qui ouvre des perspectives nouvelles pour l'extension de la zone d'activités.

L'ensemble des effluents du complexe autoroutier (ASF) est acheminé par un collecteur jusqu'à une station d'épuration de type lit bactérien de 100 équivalents habitants.

Le plan des réseaux d'assainissement est joint en annexe du PLU.

2.2.2 La station d'épuration



Principales caractéristiques

- Procédé : Boues activées
- Population estimée raccordée : 896 EH,
- Mise en service : 01/1988
- Filière de traitement EAU: Boues activées aération prolongée
- Filière de traitement BOUES : Epaississement et déshydratation naturelle,
- Alimentation : un poste de relevage est présent en tête de file

Les rejets s'effectuent, après traitement, vers la rivière La Riaille, affluent du Rhône.

Données POYRY

Un bilan de pollution a été réalisé par POYRY le 7 février 2008 afin de déterminer la charge reçue par la station. Les conclusions sont les suivantes :

	Débit 24 h	pH	MES mg/l	DCO mg/l	DBO5 mg/l	NTK mg/l	Phosphore total mg/l
Entrée mg/l	107	8	324	775	300	83	8
Entrée kg/j			34.91	83.5	32.32	8.95	1.15
Sortie mg/l		8	16	52	6	4	8
Sortie kg/j							

Source : POYRY, 2011

Lors de ce bilan de pollution 24 heures, **la capacité de la station d'épuration (900 EH) n'a pas été dépassée, ni en terme de charge hydraulique, ni en terme de charge organique.** La station d'épuration de Malataverne est soumise au niveau de rejet f NK1 (norme de rejet à respecter lors du bilan) soit :

	DBO ₅ mg/l	DCO mg/l	NTK mg de N/l	MES mg/l
Concentrations à attendre en sortie de station selon la norme de rejet f NK1	15	50	40	90 % d'élimination
Concentration des eaux usées en sortie de station d'épuration	6	52	4	95 % d'élimination

Source : POYRY, 2011

D'après les analyses effectuées, la station de Malataverne atteint les normes de rejets, concernant les paramètres de la DBO5, de l'Azote Kjeldahl (NTK) ainsi que des Matières En Suspension (MES), qui lui sont imposées. Seul le paramètre de la DCO est légèrement supérieur à la valeur de rejet maximale autorisée : 52 mg/l pour 50 mg/l.

Données SATESE

Les résultats analytiques mesurés lors d'un bilan de pollution du 23 septembre 2009 sont les suivants :

	Débit 24 h	pH	MES mg/l	DCO mg/l	DBO5 mg/l	NTK mg/l	Phosphore total mg/l
Entrée mg/l	123.5	7.9	520	1210	355	110	14.3
Entrée kg/j			64.2	149.5	43.9	13.59	1.77
Entrée mg/l		nd	6	32	3	5	6.8
Entrée kg/j			0.7	4	0.4	0.62	0.84

Les paramètres appréhendés pour définir la qualité de l'eau en sortie sont, selon l'arrêté du 22 juin 2007, la demande Biologique en Oxygène (DBO), le Demande Chimique en Oxygène (DCO) ainsi que les Matières En Suspension Totales (MEST). Ils sont respectivement de 60 % pour le paramètre DCO, 60% pour la DBO et de 50 % pour les MEST. La concentration en DBO doit être inférieure à 35 mg/l. L'évaluation de la conformité de la station se fait sur les valeurs de concentrations des différents paramètres et/ou sur les rendements épuratoires des différents paramètres.

L'effluent moyen 24 h prélevé en sortie admet des concentrations de :

- 3 mg/l pour la DBO,
- 32 mg/l pour la DCO,
- 6 mg/l pour les MEST.

Les résultats et les rendements obtenus sur les différents polluants sont dans l'ensemble très satisfaisants. Le rejet de la station est conforme par rapport à la réglementation en vigueur.

La station a été dimensionnée pour 900 EH. La charge hydraulique traitée est équivalente à 91% de la capacité de la station. La station a été dimensionnée pour un EH égal à 60 gde DBO5/j. La pollution organique traitée lors du bilan est équivalente à 81 % de la capacité de la station représentant 730 EH. L'entretien et l'exploitation de la station d'épuration sont satisfaisants.

2.2.3 Le schéma général d'assainissement

Un schéma d'assainissement a été réalisé en 2004. Celui-ci est actuellement en cours d'actualisation par le cabinet POYRY.

2.2.4 L'assainissement non collectif

Excepté le secteur de Tourvieille et prochainement le hameau de Rac, les hameaux de Bel Air et des Joannins fonctionnent aujourd'hui avec un assainissement non collectif. Les investigations montrent, en règle générale, une très faible aptitude des sols à l'assainissement autonome.

2.3 – Le réseau d'eaux pluviales (EP)

Il existe un réseau d'eaux pluviales qui dessert une partie du bourg et des lotissements contigus (sauf le lotissement de Montchamp où l'assainissement d'eaux pluviales se fait par puits d'infiltration individuels et le secteur de Clarinas où il n'y a qu'un réseau unitaire avec déversoir d'orage à la Riaille). Ces antennes d'eaux pluviales ont leurs exutoires soit dans la Riaille, soit dans des fossés affluents.

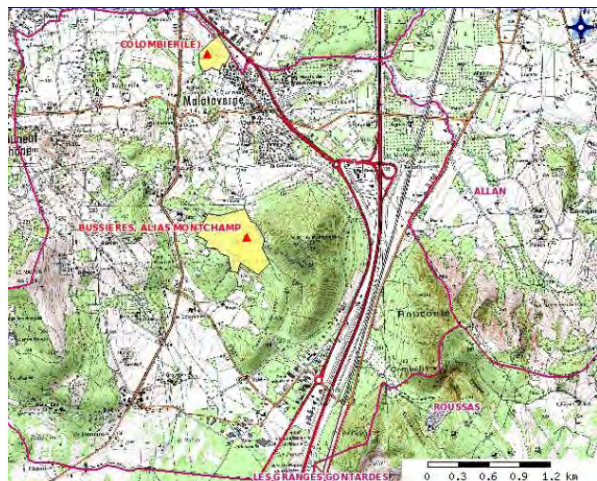
Dans les secteurs de Rac, Tourvieille et Les Joannins, il n'y a pas de réseau pluvial. L'assainissement devrait se faire par puits d'infiltration individuels.

Les grandes voiries (N7, A7) constituent un apport d'eau dans la Riaille.

2.4 – Le réseau d'alimentation en eau potable

La distribution d'eau potable est assurée par le réseau communal, et sa gestion est communale.

On recense deux captages sur la commune :



Localisation des périmètres de captage d'eau potable

Source : ARS Rhône-Alpes

- le captage des Buissières, au sud, alimente la commune en eau potable. L'exploitation du captage est autorisée pour un débit maximum instantané de 80m³/h et un débit maximum journalier de 1920m³. Il existe un périmètre de protection immédiat (PPI) et un périmètre de protection rapproché (PPR), mais il n'a pas été défini de périmètre de protection éloigné (PPE) ;

- la station de pompage de Malataverne – Le Colombier, au nord, est conservé en ressource de secours. Il existe un périmètre de protection immédiat (PPI) et un périmètre de protection rapproché (PPR), mais il n'a pas été défini de périmètre de protection éloigné (PPE).

2.5 – La gestion des déchets

La gestion des déchets est assurée par le Syndicat des Portes de Provence (SYPP), syndicat mixte en charge de la valorisation et du traitement des déchets. Le SYPP est dirigé par une assemblée de 19 délégués représentant les 5 collectivités adhérentes, dont le SITOM (Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères de Montélimar-Le Teil).

A Malataverne, la collecte des déchets s'opère aujourd'hui en bacs semi-enterrés. Suite à une étude, la commune a opté en 2008 pour :

- des bacs semi-enterrés,
- une mise en place progressive, d'abord axée sur le cœur du village,
- un contrat de location-vente des bacs, avec COVED.

	O.M.	Verres	Emballages	Journaux	Total Collecte
2005	391	46	20	67	524
2006	384	44	19	64	512
2007	406	54	17	65	542
2008	442	50	20	74	586
2009	438	49	20	131	650
2010	421	45	96	157	719

Les bacs semi-enterrés ont été mis en place en octobre 2008, pour une première collecte en novembre 2008. Cela a permis notamment d'assurer une meilleure intégration dans le paysage, la suppression des envois et l'atténuation des odeurs.

L'évolution porte à la fois sur les volumes traités (cf. tableau ci-dessus – *valeurs exprimées en tonnes*) et sur l'amélioration du tri sélectif.

CHAPITRE 3

DEPLACEMENTS

Les enjeux en matière d'infrastructures et de déplacements s'inscrivent à plusieurs échelles :

- l'échelle de la vallée du Rhône qui se caractérise par une problématique de corridor européen d'itinéraire multimodal (route, fer, voie navigable) qui supporte le transport de flux régionaux et internationaux importants ;
- l'échelle du bassin de vie qui se caractérise par des liaisons inter urbaines ;
- l'échelle locale avec des enjeux spécifiques.

1 – A L'ECHELLE DE LA VALLEE DU RHONE

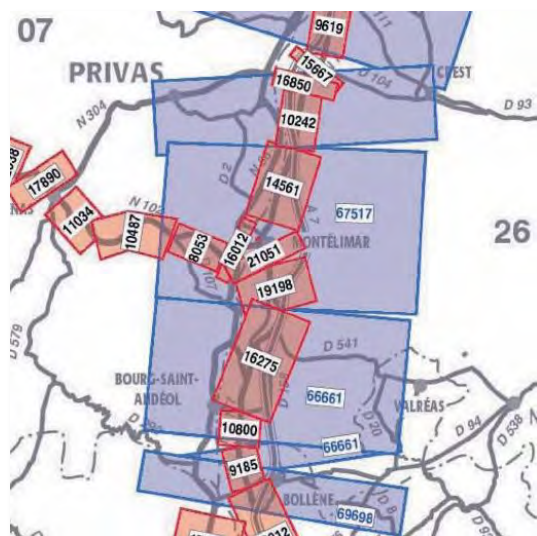
L'offre de transport terrestre dans la vallée du Rhône présente la particularité de couvrir tous les modes (fluvial, routier et ferroviaire). Par ailleurs, la vallée du Rhône est équipée en sites de transport combiné et en plates-formes logistiques.

1.1 - Le transport routier : un trafic en voie de saturation

Malataverne bénéficie d'une qualité de desserte extrêmement favorable, à proximité immédiate des axes structurants de la vallée du Rhône, notamment l'autoroute A7 (la commune est desservie par l'échangeur 'Montélimar Sud') et la N7.

Le réseau autoroutier, en majeure partie à 2x3 voies, met en relation l'axe rhodanien (A7) et l'arc méditerranéen. Les comptages effectués depuis 1985 montrent que le trafic total du flux nord-sud est passé de 56 300 véhicules par jour en 1985 à 92 800 en 2000, soit une croissance moyenne annuelle de 4,3 % du trafic.

Concernant les péages de la Drôme (Tain l'Hermitage, Valence Nord, Valence Sud, Loriol, Montélimar Nord et Montélimar Sud), on recensait pour l'année 2004 des flux représentant 69 452 véhicules (+4,9% par rapport à 2003). En moyenne, le trafic est composé à 81% de véhicules légers et à 19% de poids lourds.



Par ailleurs, l'attrait touristique du littoral méditerranéen se traduit par une forte augmentation de la circulation routière au cours des mois de juillet et d'août. Le trafic journalier moyen d'été enregistré sur les principaux axes routiers est supérieur de 59 % au trafic journalier annuel pour la vallée du Rhône.

Les difficultés liées à la saturation croissante du trafic dans la vallée du Rhône ont conduit à l'organisation d'un débat public. Dans sa décision du 4 décembre 2006 relative à la politique des transports dans la vallée du Rhône et sur l'arc languedocien, l'Etat a notamment souligné la nécessité d'un développement/report particulièrement important des trafics sur les modes ferroviaire et fluvial.

Source : SETRA, 2006

1.2 - Le transport ferré : une alternative forte au transport de fret et au transport de voyageurs

Dans la vallée du Rhône, on compte trois lignes ferroviaires principales à deux voies qui représentent une capacité d'écoulement importante :

- une ligne à grande vitesse (LGV), principalement en rive gauche : la LGV Méditerranée ;
- une ligne fret en rive droite ;
- une ligne voyageurs et fret en rive gauche : la ligne Lyon-Valence-Avignon.

La LGV Méditerranée

Mise en service en 2001, elle prolonge l'axe à grande vitesse nord-sud jusqu'au Midi, après la LGV Rhône-Alpes contournant Lyon qui a constitué la précédente phase en 1994 et vingt ans après la première LGV Paris Lyon.

La LGV Méditerranée a une longueur totale de 250 km et traverse les départements de la Drôme, du Vaucluse, du Gard et des Bouches du Rhône. Trois gares nouvelles ont été réalisées pour desservir les villes intermédiaires : Valence TGV, Avignon TGV et Aix-en-Provence TGV. Le tracé de la LGV réservait la création ultérieure d'une autre gare dans le secteur Montélimar / Pierrelatte.



En janvier 2007, l'Etat a donné son accord au projet de construction d'une nouvelle gare à Allan (commune limitrophe de Malataverne) afin de desservir la Drôme provençale, le sud de l'Ardèche et le nord du Vaucluse. Le projet, à préciser par des études complémentaires sur l'évolution des dessertes, est mis en œuvre par les collectivités locales, RFF et la SNCF, et l'Etat s'associe à sa réalisation. En mars 2009, une convention de financement des études de la gare TGV Drôme provençale d'Allan a été signée. La gare sera organisée en lieu de vie et d'échanges multimodaux.

Source : RFF, 2008

1.3 Le transport fluvial : une part modale faible du transport de fret, mais un contexte qui évolue et une volonté de rééquilibrage

Au niveau national, la part modale du transport fluvial est de l'ordre de 3%, très faible par rapport à certains pays comme la Belgique, l'Allemagne ou les Pays-Bas (de 10 à 40% des échanges). On assiste cependant depuis une quinzaine d'années à un renouveau et une modernisation du transport fluvial, impulsés à la fois par les pouvoirs publics et le dynamisme des professionnels du transport. De la nouvelle plate-forme de Pagny-sur-Saône à Port-Saint-Louis et à Fos-sur-Mer au sud, le bassin fluvial Rhône-Saône est aménagé à grand gabarit sur plus de 550 km : le Rhône est navigable sur 330 km, pour des convois de 5 000 tonnes, ce qui autorise la navigation fluviale. Le trafic est en forte augmentation sur le canal du Rhône à Sète, passant de 130 000 tonnes en 1993 à 300 000 tonnes en 2004, la croissance étant la plus significative sur les 4 dernières années. Les marchandises

transportées restent traditionnelles (vrac de charbon, céréales, engrais, sel, ...). On assiste également depuis 2001 au boom du trafic des conteneurs, depuis l'ouverture en 2001 de la première ligne régulière entre Fos, Lyon, Macon et Chalon. En 2004, le transport fluvial de marchandises sur l'ensemble du bassin Rhône-Saône a atteint en volume 5.7 millions de tonnes, et en prestations (t.km) 1.2 milliard de t.km (contre 1,6 milliard de t.km en 2006). Le trafic sur le Canal du Rhône à Sète a représenté 300 000 tonnes en 2004, et est en forte croissance en 2005. Au global, cela représente environ 10% du trafic national par voie fluviale (mesuré en volume).

Le choix d'une politique de rééquilibrage modal de la route vers les modes moins polluants (fluvial, rail) permet de concilier échanges, croissance et développement économique d'une part, et préoccupations en matière de qualité de vie de santé humaine et d'environnement d'autre part.

Ce choix est de surcroît particulièrement stratégique dans la vallée du Rhône qui concentre déjà de très nombreux déplacements générant des fortes nuisances et des perspectives sérieuses de saturation des infrastructures routières. Les prévisions d'évolution du trafic global de marchandises à horizon 2020 sont d'environ +35% dans le couloir du Rhône (de 71 millions de tonnes en 2002 à 97 en 2020 entre Valence et Orange), et + 55% sur l'arc languedocien (de 63 millions de tonnes en 2002 à 97 en 2020 entre Nîmes et Montpellier).

2 – A L'ECHELLE DU BASSIN DE VIE

2.1 Le transport routier : un réseau d'intérêt départemental et cantonal

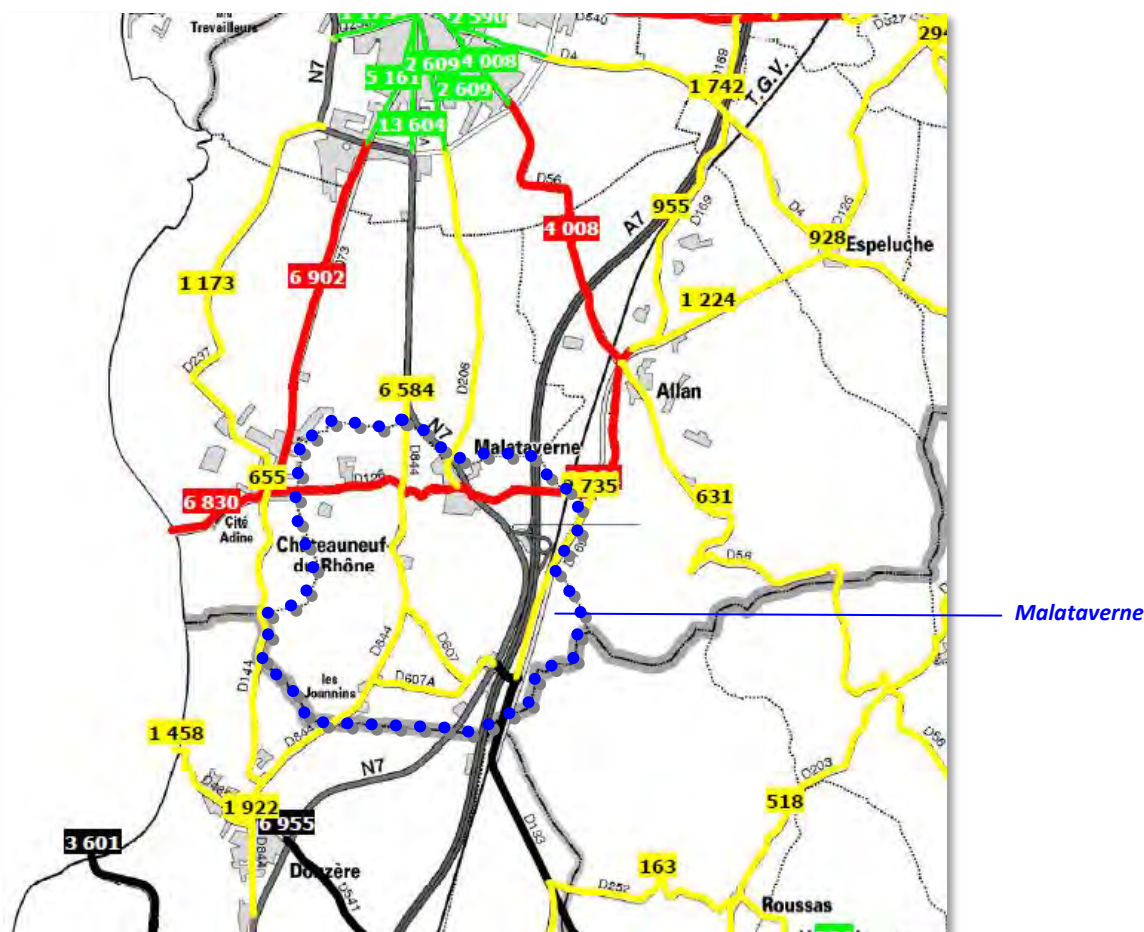
La structure du réseau

A l'échelle du bassin de vie, la voie routière structurante est la nationale 7 qui relie Malataverne aux principaux pôles urbains, notamment Montélimar.

A une échelle plus fine, c'est le réseau de voies départementales qui maille le territoire :

- Itinéraire de 1^{ère} catégorie
 - la D133, en direction de Grignan (la D133 rejoint la D541 à Valaurie)
- Itinéraire de 2^{ème} catégorie
 - la D126, entre Châteauneuf-du-Rhône et Allan
- Itinéraire de 4^{ème} catégorie
 - la D844, en direction de Donzère
 - la D206, en direction de Montélimar
 - la D169, axe nord-sud en direction d'Allan, reliant la D133 à la D126
 - la D607 et la D607A, axes est-ouest reliant la D844 à la D133 et à la N7, desservant notamment la ZI sud.

On ne recense aucun itinéraire de 3^{ème} et de 5^{ème} catégorie sur le territoire communal.



Source : www.ladrome.fr

L'axe les plus empruntés sont :

- la D133, avec plus de 7000 véhicules/jour,
- la D126, avec environ 6800 véhicules/jour,
- la D844, avec plus de 6500 véhicules/jour,
- la D169, avec environ 2700 véhicules/jour.

Le projet de giratoire de Pagnères

Ce projet modifie d'une façon considérable le système de desserte de Malataverne. Deux effets principaux doivent être pris en compte :

- la déviation de la D126 en direction de Châteauneuf-du-Rhône et de l'Ardèche, ce qui permettra de supprimer le trafic qui transite actuellement à travers le village. La sécurisation de la traversée du village et la transformation de la voie au droit de l'ancienne mairie deviennent donc un projet réalisable à court terme ;
- l'accès au village par le nord devient par conséquent prioritaire et donne au chemin de Pagnères un rôle d'entrée en ville.

2.2 Le transport ferré

Malataverne ne dispose pas de gare SNCF.

Les deux gares les plus proches sont celles de Montélimar (gare) et de Donzère (halte ferroviaire), sur la ligne Lyon-Valence-Avignon.

2.3 Le transport collectif urbain

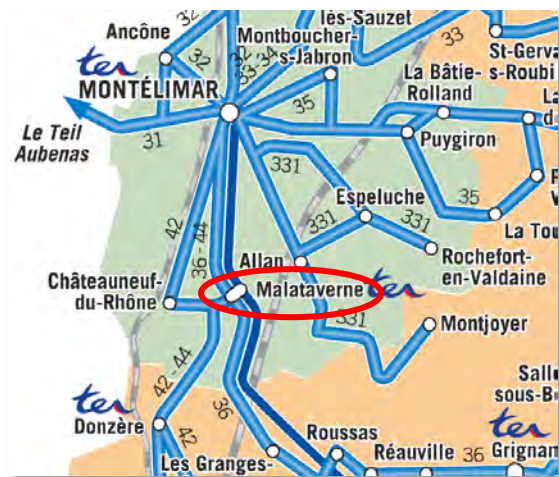
2.3.1 Desserte du Conseil général

Le conseil général de la Drôme est compétent en matière de transports collectifs interurbains et scolaires. En matière de transport scolaire, le Département gère le transport de 25 369 élèves, soit 500 véhicules en service/jour, avec pour objectifs d'améliorer la sécurité dans les cars et aux aires d'arrêts.

En matière de lignes régulières interurbaines, le réseau s'appuie sur 38 lignes régulières. Malataverne est desservie par :

- la ligne n°36 (Montélimar/Grignan/Nyons)
- la ligne n°44 (Nyons/St-Paul-Trois-Châteaux/Pierrelatte/Montélimar)

Dans les deux cas, deux arrêts desservent la commune : « Malataverne Village » et « Malataverne Autoroute », avec une dizaine d'arrêts quotidiens.



Source : www.ladrome.fr

3 – A L'ECHELLE COMMUNALE

La structure de la commune est à l'origine de deux dynamiques types de déplacements :

- des déplacements majoritairement en voiture pour accéder aux hameaux (Tourvieille, Rac, les Joannins, Bel Air) éloignés du village (>1km) ou à la zone industrielle sud ;
- des déplacements alternatifs (principalement piétonniers), lorsqu'il s'agit d'organiser la mobilité à l'intérieur du cœur de village : accès à l'école, aux commerces, aux équipements (mairie, centre de loisirs,...).

Déplacements automobiles

Concernant la problématique des circulations automobiles, la zone d'activités avec 600 emplois est une source importante de trafic automobile et constitue, à ce titre, un pôle générateur de trafic. On observe cependant que se développe aux abords du péage de l'autoroute A7 un stationnement de plus en plus important dû au covoiturage. Cet usage a abouti récemment à la création d'un stationnement dédié.

Sur le secteur du village, l'un des principaux pôles générateurs de trafic est le pôle d'équipements autour de l'école. Le site de développement de ce pôle sportif et de loisirs, appelé à devenir un lieu majeur de la vie sociale de Malataverne était jusque récemment desservi par la petite place de la Liberté accessible depuis la Grande Rue. Ce système ne répondant plus au trafic engendré par les équipements publics existants (école et terrains de sports), une desserte nouvelle par le nord, depuis le Chemin de Pagnères, a été aménagée.

Un enjeu important se situe autour de l'intersection D126/D844, à double titre :

- en terme de sécurité : un aménagement de type giratoire permettrait de renforcer la sécurité de cette intersection ;
- en terme de lisibilité : le tracé de la D126 (en direction du village) après l'intersection avec la D844 est montant et très sinueux. D'autre part, lorsque depuis la D126 en provenance du village on franchit la D844 en direction de Tourvieille, la D126 opère un décrochage nuisant à la lisibilité du tracé, voir à la sécurité. Un réaménagement global serait à envisager.

Concernant les stationnements, ils se situent au niveau du village, où sont présents les commerces, équipements (école, mairie, salle polyvalente,...) et services. L'aménagement du pôle sportif et d'animation à proximité de l'école s'accompagne par la création de nouveaux espaces de stationnement.

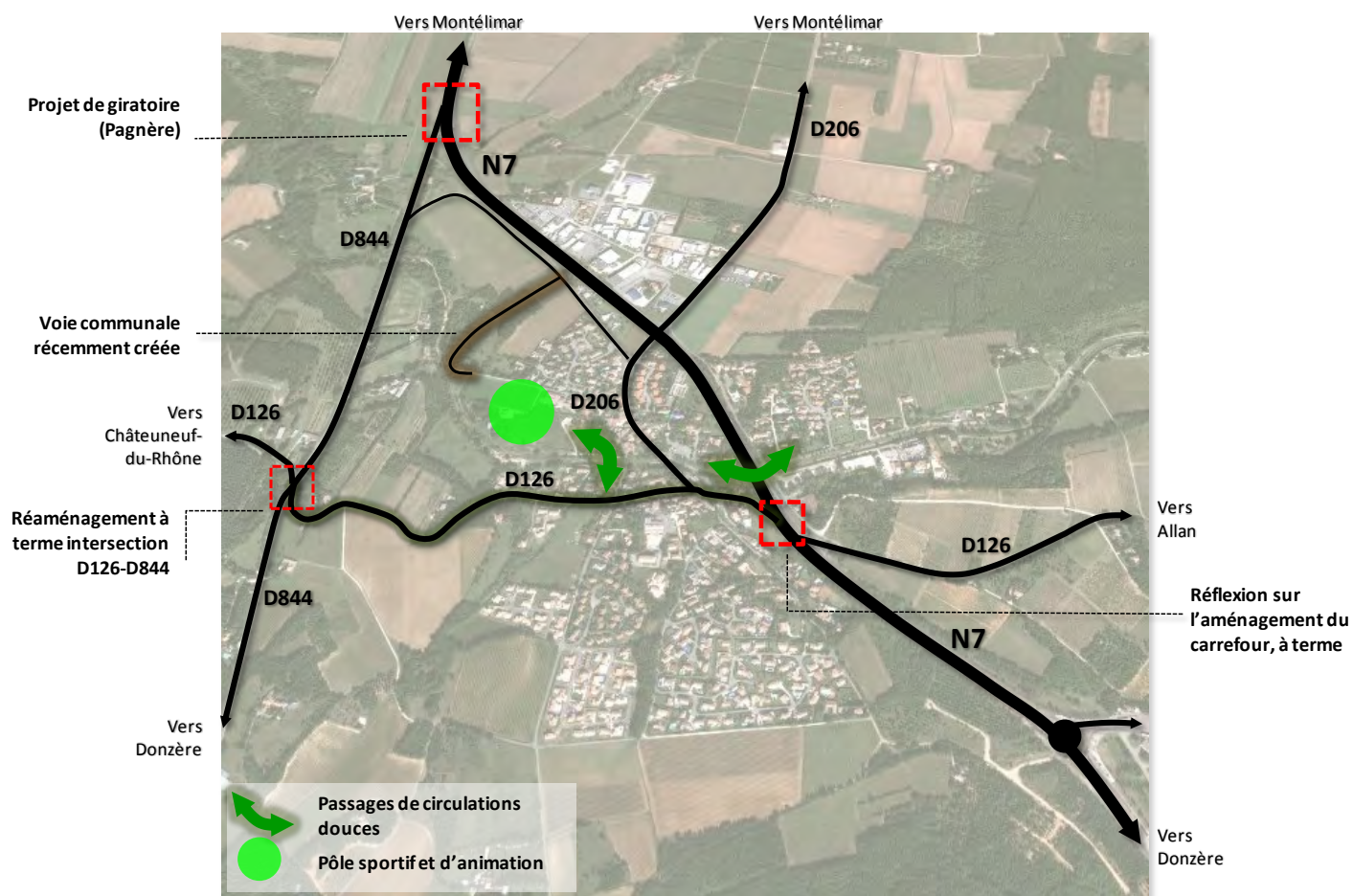
Déplacements doux

Concernant la problématique des circulations douces, leur développement est un objectif important du projet communal. Les lotissements successifs sont constitués de manière autonome. Il s'agit donc d'inverser cette tendance et de concevoir un véritable réseau de circulations douces pour d'une part relier les quartiers périphériques au pôle d'équipement qui se développe autour de l'école et d'autre part de relier les quartiers entre eux.

Une trame de voies piétonnes et cyclables sera développée soit dans le cadre d'emplacements réservés à cet effet, soit dans le cadre des orientations d'aménagement et de programmation portant sur les zones à urbaniser.

L'un des obstacles majeurs aux relations nord-sud a été récemment levé par la construction d'une passerelle au droit du gué actuel sur la Riaille. Cette passerelle permet un accès direct au pôle d'équipements pour tous les quartiers sud.

Principaux enjeux en matière de déplacements autour du village



Source : AD HOC AMENAGEMENT, 2011

Les circulations douces : un enjeu fort à l'échelle du village



Périmètre de 500m autour des deux principaux pôles d'équipements et de services

Les mobilités scolaire et professionnelle

En s'appuyant sur les données de l'INSEE (RP 2007), deux types de mobilité peuvent être caractérisés : la mobilité scolaire et la mobilité professionnelle.

Les déplacements domicile – école

Déplacements DOM -> ECOLE : synthèse			
Commune de résidence	Population de 2 ans ou plus scolarisée dans la commune de résidence	Population de 2 ans ou plus scolarisée hors de la commune de résidence	Total : population scolarisée de 2 ans ou plus
Malataverne	168	244	412
	41%	59%	

Déplacements DOM -> ECOLE : flux de + de 100 personnes		
Commune de résidence	Commune du lieu d'études	Population scolarisée de 2 ans ou plus
Malataverne	Montélimar	164
	40%	Part dans la population totale
	67%	Part dans la population scolarisée hors de la commune de résidence

La mobilité concernant les déplacements domicile – école se caractérise par la nécessité, pour une partie des élèves, de se déplacer à l'extérieur de la commune. Cela ne concerne pas les élèves du primaire (sauf exception), puisqu'une école est implantée sur le territoire communal, mais les élèves de collège et de lycée. Ainsi, 59% des élèves de Malataverne scolarisés sont inscrits dans des établissements situés en dehors de la commune. Sur les 244 élèves concernés, 2/3 d'entre eux se déplacent à Montélimar et 1/3 sur d'autres communes.

Les déplacements domicile – travail

Déplacements DOM -> TRAVAIL: synthèse			
Commune de résidence	Nombre d'actifs travaillant dans leur commune de résidence	Nombre d'actifs travaillant hors de leur commune de résidence	Total : nombre d'actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi
Malataverne	188	556	744
	25%	75%	

Déplacements DOM -> TRAVAIL: flux de + de 100 personnes		
Commune de résidence	Commune du lieu de travail	Actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi
Malataverne	Montélimar	204
	27%	Part au regard de l'ensemble des actifs
	37%	Part au regard des actifs travaillant hors de la commune de résidence

La principale problématique en terme de mobilité concerne toutefois les déplacements domicile – travail : en nombre de personnes concernées et car les déplacements alternatifs sont plus difficiles à assurer pour les actifs par rapport aux scolaires. Aujourd'hui, 3/4 des actifs malatavernois ayant un emploi travaillent hors de la commune. Parmi les 556 actifs concernés, un peu plus d'1/3 se déplace sur la commune voisine de Montélimar.

CHAPITRE 4

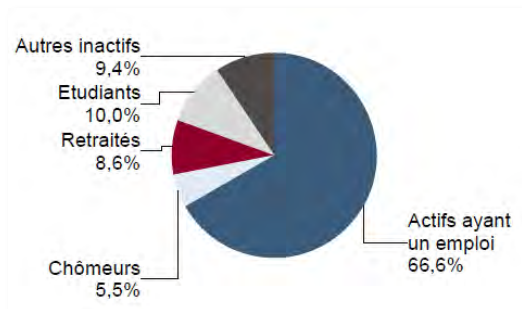
ECONOMIE

1 – POPULATION ACTIVE

1.1 – Caractéristiques de la population active

En 2008, la répartition entre les actifs et les inactifs était la suivante :

Population communale de 15 à 64 ans par type d'activité en 2008 (en %)



Source : INSEE, RP 2008

Dans la période 1999 – 2008, les **actifs** sont en progression sur la commune, passant de 977 (68,8%) à 1160 (72,1%). Cette augmentation est très marquée concernant les actifs ayant un emploi (de 61,1% à 66,6%, soit +5,5 points). Logiquement, on observe un recul des actifs à la recherche d'un emploi (de 7,5% à 5,5%, soit -2 points).

La même tendance est constatée globalement à l'échelle départementale, mais de manière moins prononcée.

Sur la commune, les actifs ayant un emploi relèvent à près des 2/3 de la classe d'âge 25-54 ans.

En 2008, la catégorie des **inactifs** ne représentait que 27,9% de la population, répartie de manière relativement équilibrée entre :

- les retraités ou préretraités (8,6%)
- les autres inactifs (9,4%)
- les élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés (10%)

Les inactifs sont en diminution entre 1999 et 2007 (de 31,2% à 27,9%), période pendant laquelle seule la catégorie 'autres inactifs' marque un recul. Bien que la population des inactifs soit légèrement moins représentée à l'échelle départementale, on observe ce même phénomène de baisse entre 1999 et 2008.

NB :

Les données relatives à la population active selon la catégorie socioprofessionnelle ne sont pas disponibles pour le recensement de 2008. Les données de 1999 étant trop anciennes, ce critère ne peut être pris en compte dans l'analyse.

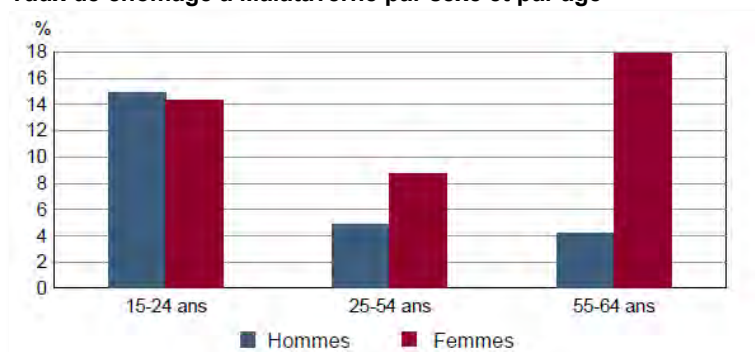
1.2 – Caractéristiques du chômage

1.2.3 Chômage

Le taux de chômage a diminué entre 1999 et 2008 sur la commune, passant de 10,9 à 7,6%. C'est le taux de chômage des femmes, passant de 15,9 à 9,9%, qui a le plus contribué à cette diminution globale.

Cependant, comme l'indique le graphique ci-dessous, le taux de chômage chez les femmes est plus important, en particulier pour la tranche d'âge 55-64 ans.

Taux de chômage à Malataverne par sexe et par âge



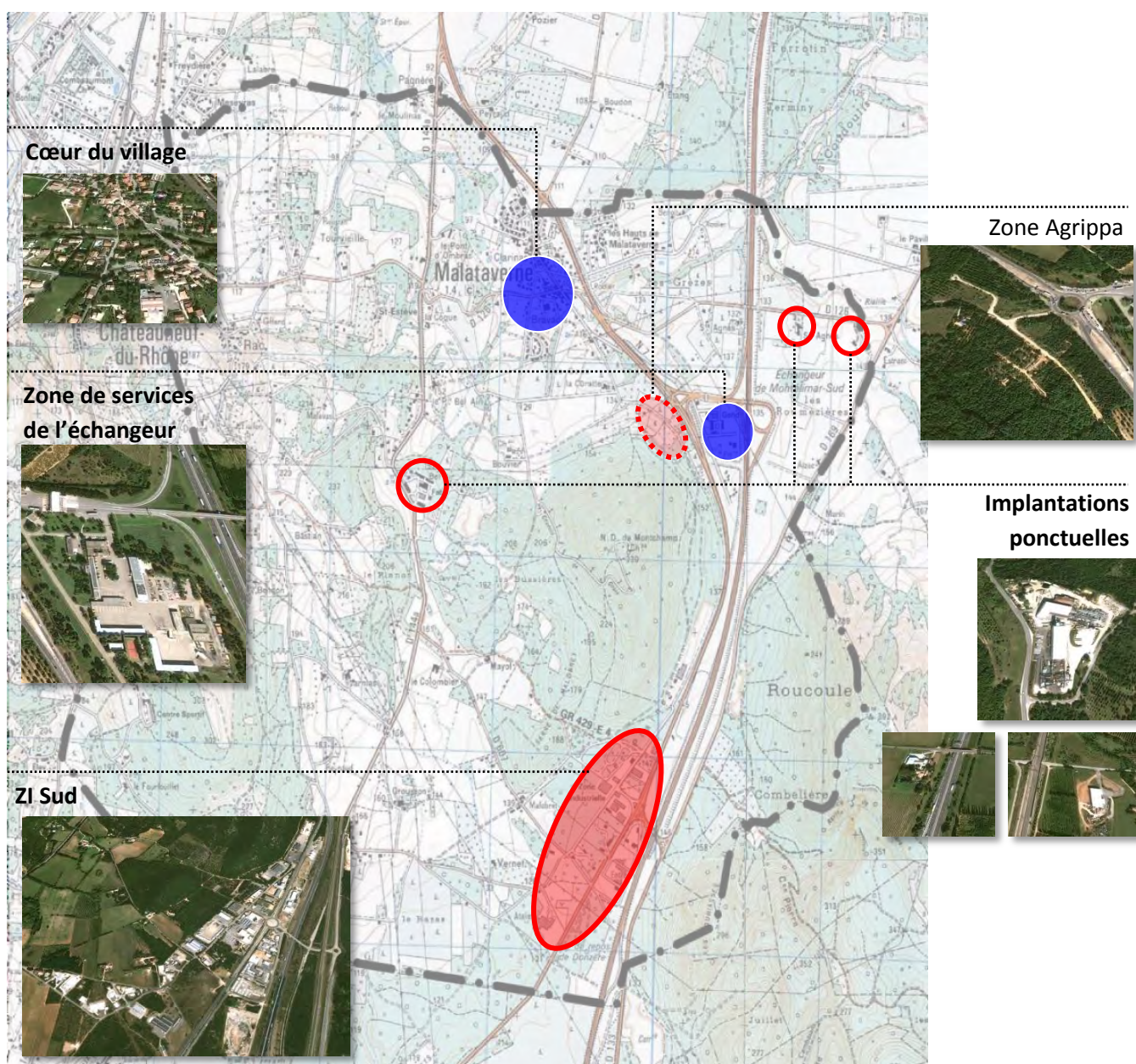
Source : INSEE, RP 2008

2 – PORTRAIT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

2.1 – Organisation de l'activité économique sur le territoire

L'organisation spatiale de l'activité économique se caractérise par :

- la présence d'une importante **zone d'activités au sud du territoire**. Elle s'organise principalement à l'ouest de la N7 ;
- l'**implantation ponctuelle** de plusieurs sites d'activités à Bel Air et Sainte-Agnès ;
- le **rôle économique du cœur de village** du fait de la présence d'équipements publics (école, maison de la petite enfance, mairie, etc.), de services (poste, services à la personne,...), de commerces, etc. ;
- l'existence d'une **zone de services liée à l'échangeur n°18** (Montélimar Sud) ;
- la présence, face à l'échangeur n°18, d'une zone aujourd'hui naturelle sur laquelle **un développement économique est d'ores et déjà programmé** dans le document d'urbanisme en vigueur (projet Agrippa).

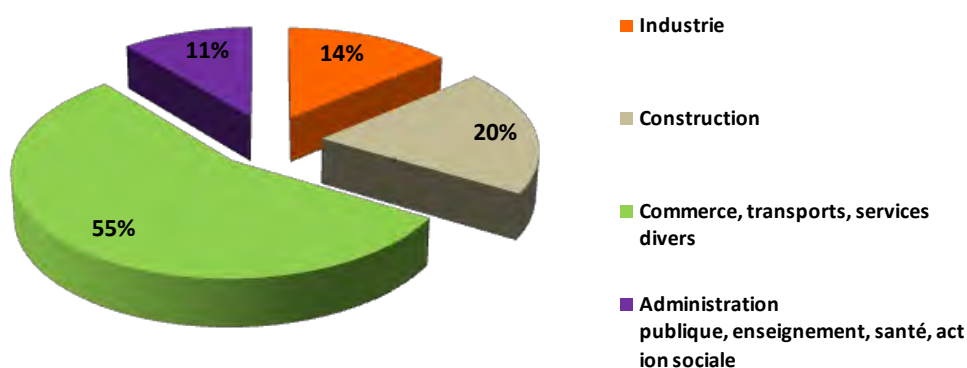


2.2 Principales caractéristiques de l'économie à Malataverne

2.2.1 Les secteurs représentatifs de l'économie

Le caractère industriel de Malataverne est régulièrement mis en avant en raison notamment de la présence de la principale zone d'activités de la commune, qualifiée de zone industrielle. En nombre d'établissements (140 recensés au 1^{er} janvier 2010), on constate que l'activité dominante sur la commune correspond à l'activité « Commerce, transports, services divers » (55%) devant le BTP (20%). Tandis que l'industrie (14%) devance de peu le secteur « Administration publique, enseignement, santé, action sociale » (11%).

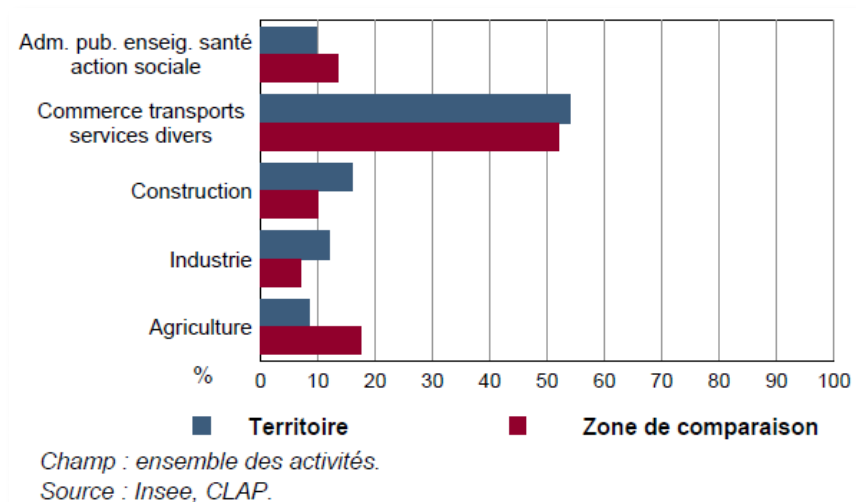
Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2010



Source : INSEE, mai 2011

Ce constat se confirme au regard du nombre d'actifs, dont plus de la moitié est représentée par le secteur « Commerce, transports, services divers ». Les actifs des autres secteurs de l'économie sont quant à eux beaucoup moins significatifs. On retrouve la même logique par rapport au critère précédent (nombre d'établissements), avec par ordre d'importance : la construction, l'industrie et l'administration publique.

Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2008



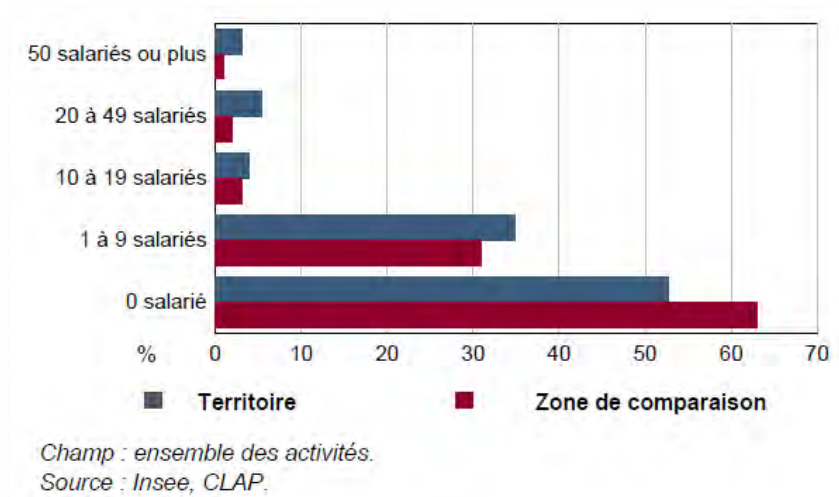
Rappel sur la notion d'établissement (source : INSEE)

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique... L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

2.2.2 Les effectifs salariés

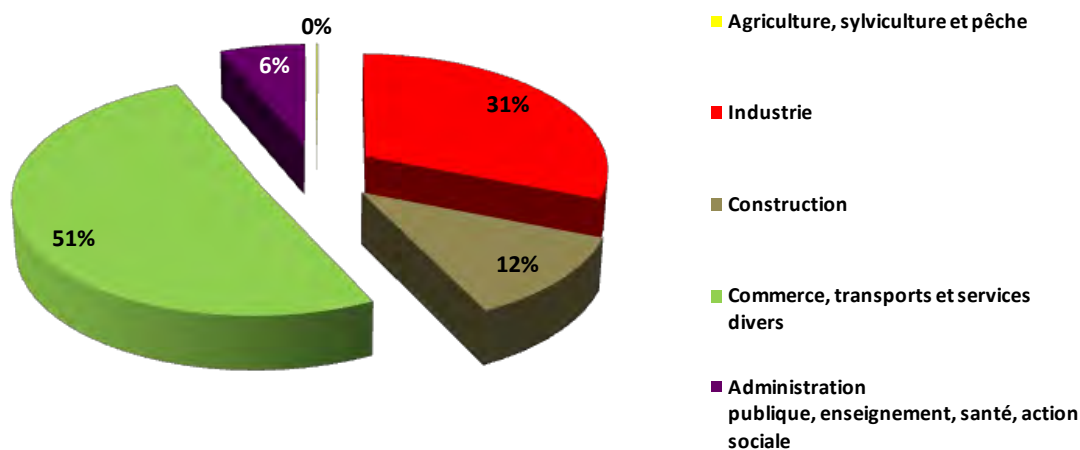
En terme d'effectif salarié, on constate que la structure dominante est à plus de 90% de type TPE (« Très petites entreprises » - *entreprises indépendantes de moins de 20 salariés*). A noter que la tranche d'effectif « 0 salarié » concerne plus de 50% des établissements et la tranche d'effectif « 1 à 9 salariés » concerne 1/3 des établissements. Par ailleurs, moins de 10% des établissements ont plus de 20 salariés.

Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2008

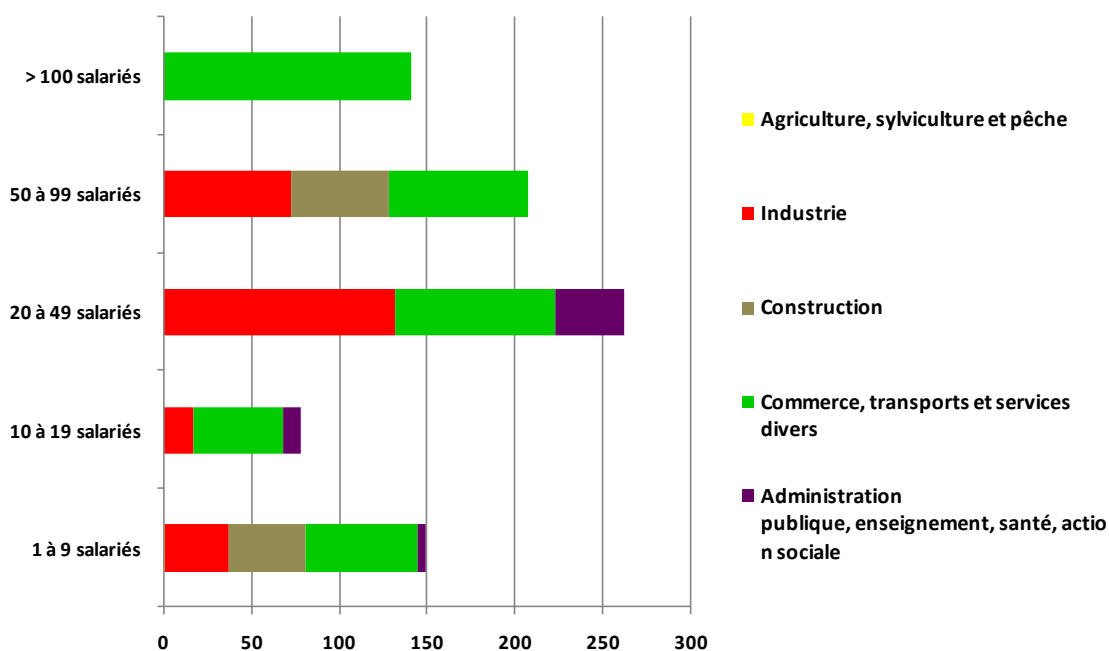


Sur les 837 postes salariés recensés au 31 décembre 2008, plus de la moitié relevaient du « Commerce, transport et services divers ». L'industrie se place au second rang avec près d'1/3 de salariés, devant la construction (12%).

Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2008 (analyse globale)



Le graphique ci-après détaille l'analyse du nombre de postes salariés en fonction de la taille des établissements.

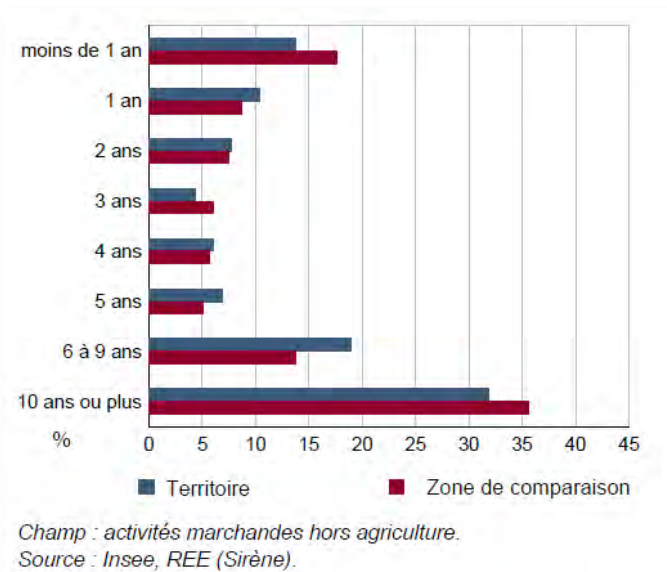
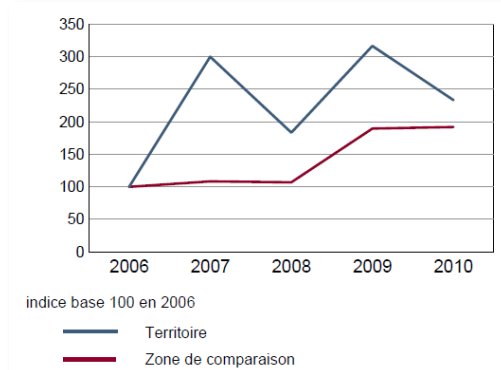
Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2008 (analyse détaillée)

Le graphique illustre l'importance que jouent les établissements de + de 20 salariés : ils sont peu nombreux (<10%) mais représentent près de 3/4 des postes salariés. A contrario, les TPE représentent plus de 90% des établissements, mais concentrent seulement 1/4 des postes salariés.

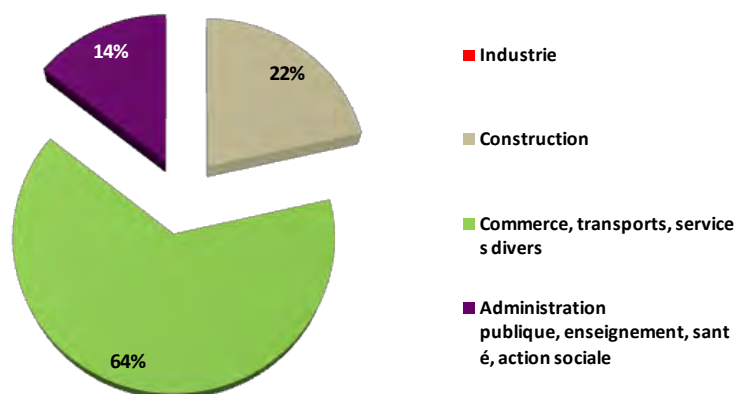
2.2.3 La dynamique de l'économie

Les principaux indicateurs (cf. graphiques ci-après) montrent que :

- les entreprises actuelles sont relativement bien implantées dans la durée : près d'1/3 sont à Malataverne depuis plus de 10 ans et plus de 50% depuis plus de 5 ans ;
- les créations d'établissements depuis 5 ans sont significatives ;
- en 2010, les créations d'établissements concernent pour près de 2/3 le secteur « commerces, transports, services divers » et, pour moins de 1/4, la construction.

Âge des entreprises au 1er janvier 2010**Évolution des créations d'établissements**

Créations d'établissements par secteur d'activité en 2010



2.2.4 La place du tourisme

On recense sur la commune un seul hôtel de 23 chambres, au 1^{er} janvier 2011, classé en catégorie 3 étoiles. On ne distingue pas de nouveaux accès pour rejoindre l'A7.

La commune ne compte par ailleurs aucun camping, quel que soit le nombre d'étoiles.

Ce secteur d'activité doit donc être renforcé.

2.3 – La problématique agricole

Les données agricoles résultent d'une enquête conduite par la commune en 2010. Le questionnaire agricole a été transmis à 27 exploitants, dont :

- 10 exploitants agricoles ayant leur siège d'exploitation à Malataverne
→ 9 exploitants y ont répondu (90 %)
- 17 exploitants agricoles ayant leur siège d'exploitation à l'extérieur de la commune
→ 7 exploitants y ont répondu (soit environ 40 %)

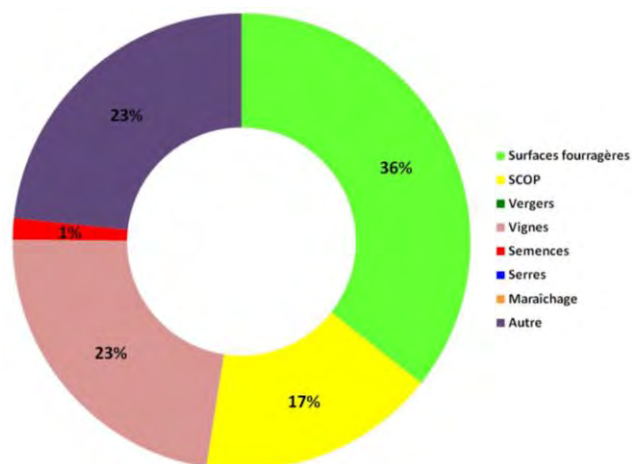
2.3.1 Caractéristiques de l'occupation du sol sur la commune en 2010

Les productions végétales

Les trois principales productions végétales sont :

- les surfaces fourragères
- la vigne
- les autres productions (lavandin,...)

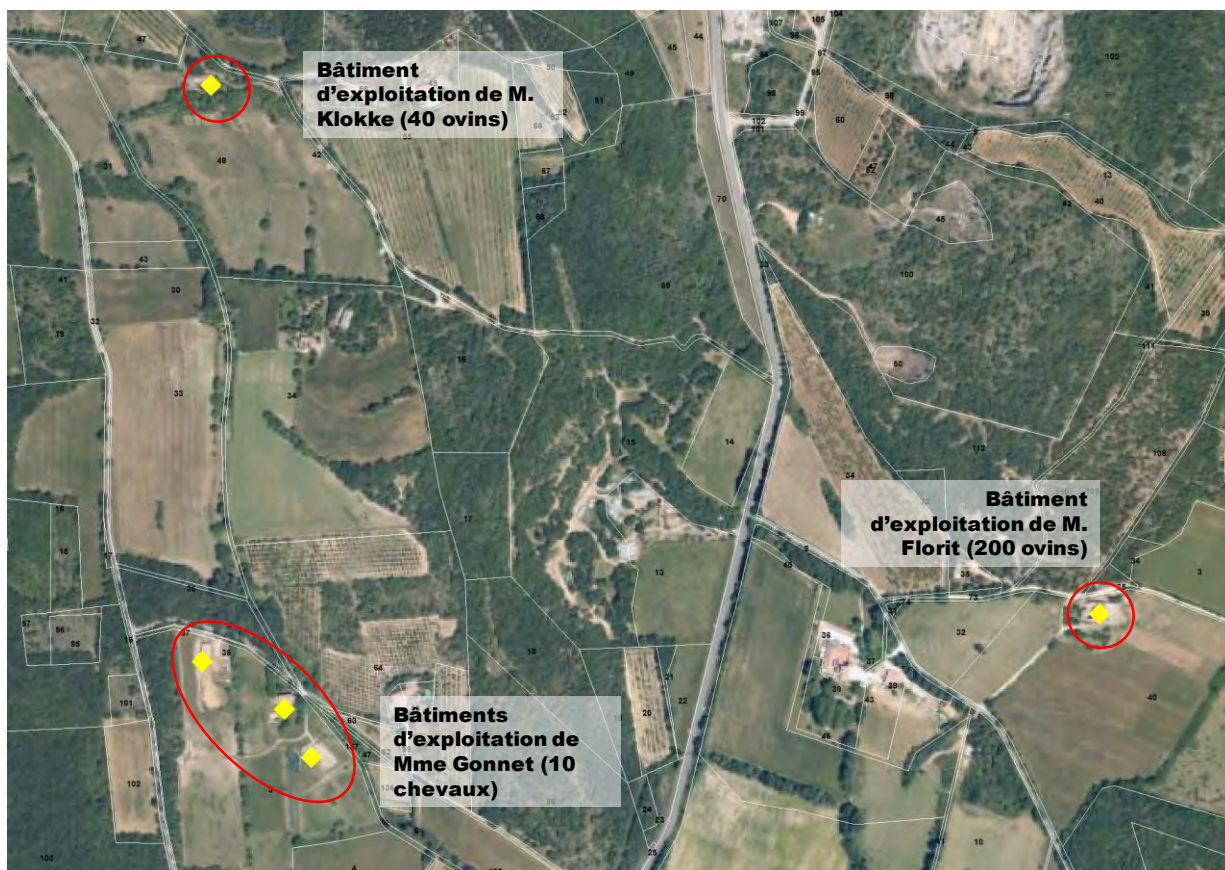
Répartition des productions végétales à l'échelle des exploitations enquêtées

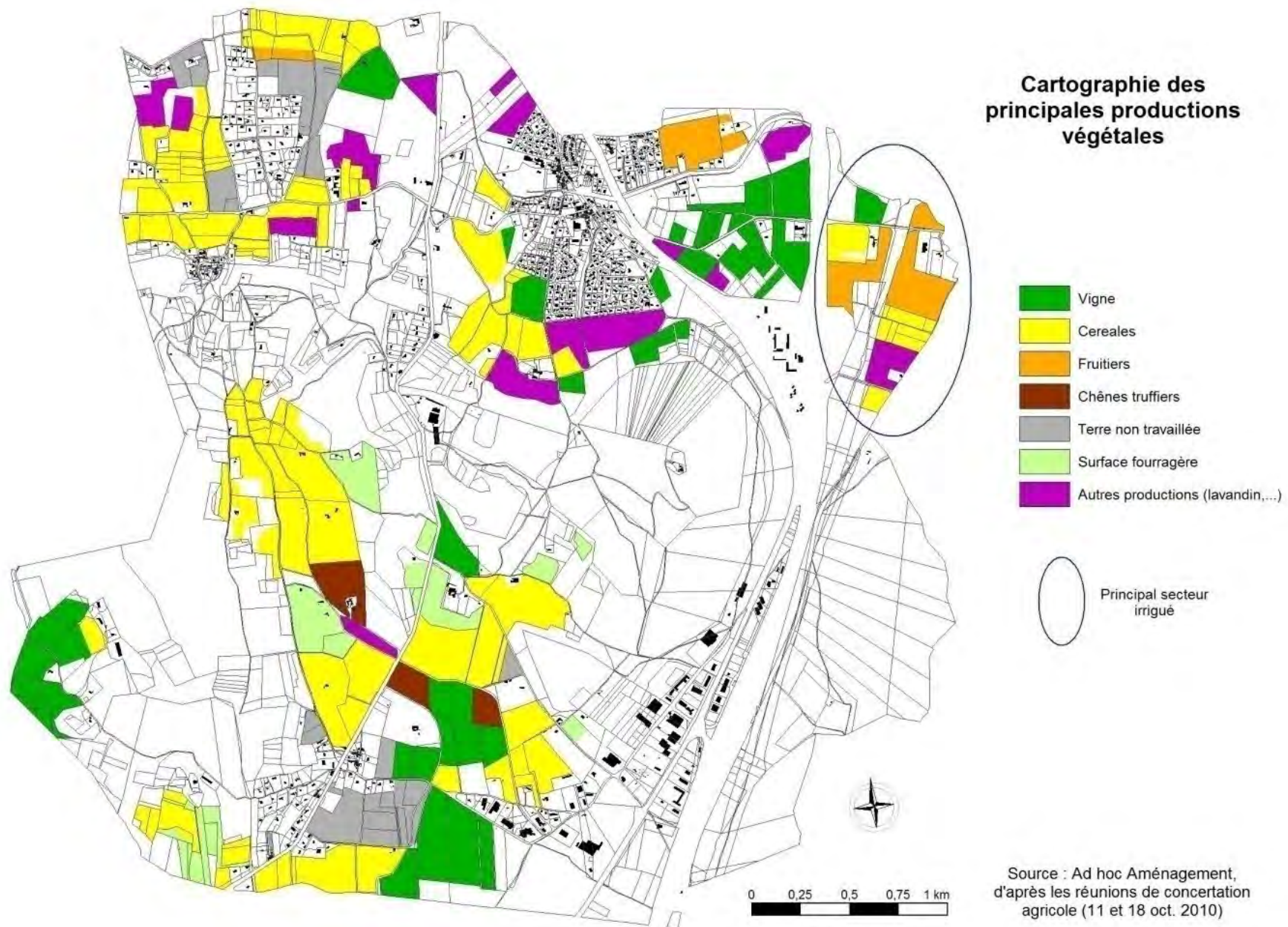


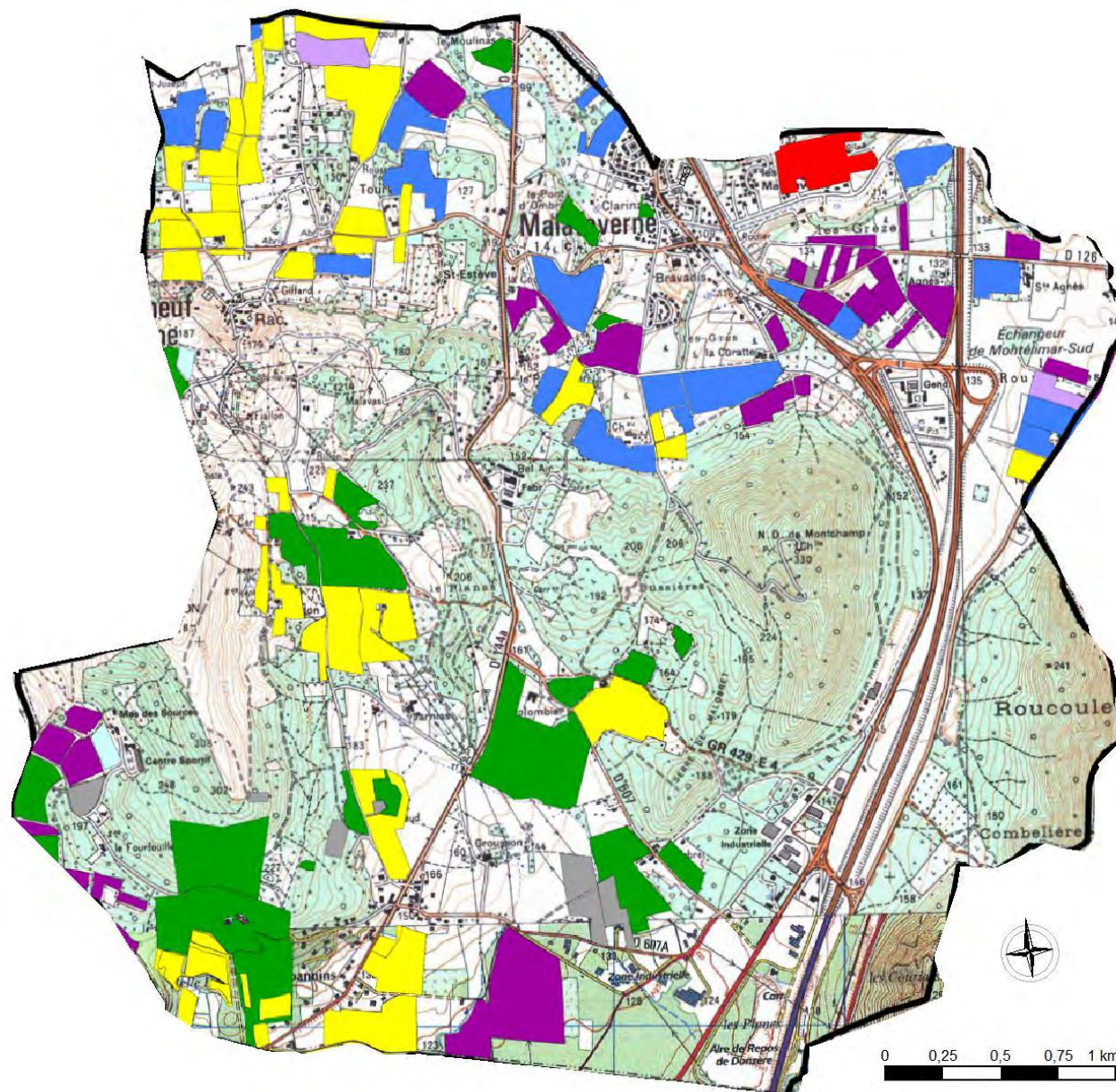
Les productions animales

On recense :

- 240 ovins sur 2 exploitations ;
- 10 chevaux.







**Cartographie des
déclarations PAC
végétales 2010**

Source : Registre Parcellaire
Graphique (fond de plan IGN)

Signes de qualité

On recense à Malataverne deux types de signes de qualité :

- les **AOC (appellations d'origine contrôlée)**
 - la commune est incluse dans l'aire géographique du Picodon, mais on ne recense aucune structure de production sur le territoire ;
 - la commune est concernée par le périmètre de l'AOC de Grignan Les Adhémar (anciennement coteaux du Tricastin). Le périmètre d'origine établi dans les années 1970 est en cours d'actualisation, mais n'est toujours pas établi officiellement. La carte ci-dessous, établie en concertation avec l'INAO, présente des secteurs à enjeux.

Secteurs à enjeux de l'AOC 'Grignan Les Adhémar'



- les **IGP (indications géographiques protégées)**

La commune est incluse dans les aires géographiques des IGP Comté de Grignan, Comtés Rhodaniens, Drôme, Méditerranée, Miel de Provence, Pintadeau de la Drôme et Volailles de la Drôme.

Il n'existe cependant pas de protection particulière.

2.3.2 Caractéristiques des exploitations sur la commune en 2010

Définition des exploitations agricoles

La définition juridique ou civile de l'activité agricole est codifiée à l'article L.311-1 du Code rural (issue de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social). Cette définition précise que *"sont réputées agricoles : toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle, ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation."*

Ces activités agricoles, par relation, comprennent les activités de transformation, de commercialisation des produits végétaux et animaux de l'exploitation (activités dans le prolongement de l'acte de production) ainsi que les activités de service et d'accueil à la ferme (activités ayant pour support l'exploitation). Suite à la publication de la loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005, certaines activités équestres sont devenues agricoles. Ainsi, les activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques, en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle, sont obligatoirement devenues agricoles.

Le diagnostic distingue les exploitations agricoles professionnelles et les exploitations agricoles non professionnelles, de sorte à hiérarchiser les enjeux du projet de PLU sur l'agriculture. Pour ce qui relève des exploitations professionnelles, une distinction est faite entre les exploitants agricoles à titre principal ou à titre secondaire :

Il est donc proposé de retenir les deux critères suivants :

- un premier critère qui reflète la mise en valeur d'une exploitation d'une certaine importance, et donc de son caractère professionnel
→ Une exploitation sera désignée professionnelle si on y exploite au moins une demi SMI - Surface minimum d'installation (1)
- un second critère permet de distinguer les exploitants agricoles à titre principal ou à titre secondaire
→ Un exploitant à titre principal consacre plus de 50% de son temps à l'activité agricole et en retire au moins 50% de son revenu.

(1) la loi d'orientation agricole de 1980 a instauré le critère de Surface Minimum d'Installation (S.M.I) comme base de détermination du seuil d'assujettissement au régime social agricole. La SMI est fixée pour chaque département dans le schéma directeur des structures agricoles préparé et arrêté par le préfet.

Part des exploitations professionnelles dont le siège est à Malataverne

Exploitants non professionnels	2	20%
Exploitants professionnels dont à titre principal dont à titre secondaire	6	60%
A définir	2	20%

Le nombre d'exploitations professionnelles est en augmentation depuis 10 ans (4 exploitations professionnelles recensées en 2000). A noter que 17 autres exploitants agricoles ayant leur siège d'exploitation en dehors de la commune exploitent également des terres à Malataverne.

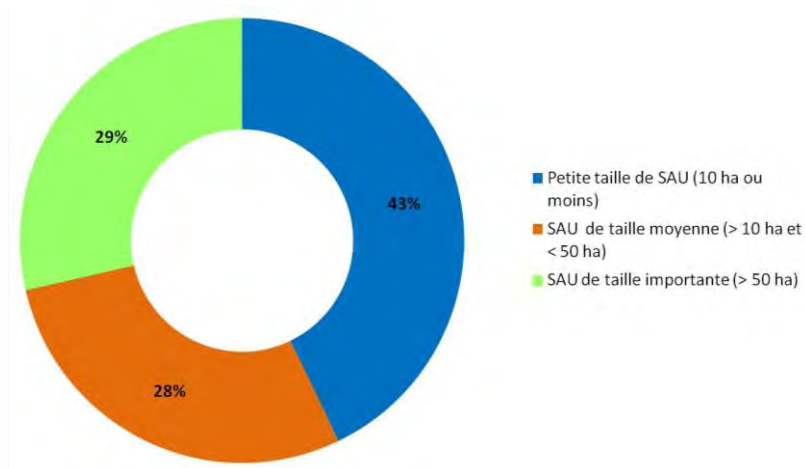
La structure individuelle (EI) est largement dominante, qu'il s'agisse des exploitations localisées sur la commune de Malataverne ou celles dont le siège est situé à l'extérieur.

La SAU

On distingue trois types de taille de SAU (superficie agricole utilisée) :

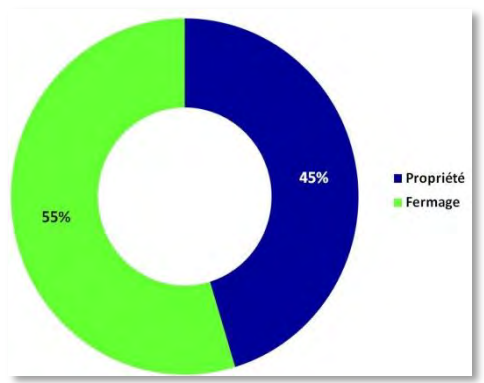
- les petites SAU : < 10 ha
- les SAU moyennes : entre 10 et 50 ha
- les SAU importantes : > 50 ha

Taille de la SAU des exploitations dont le siège est à Malataverne

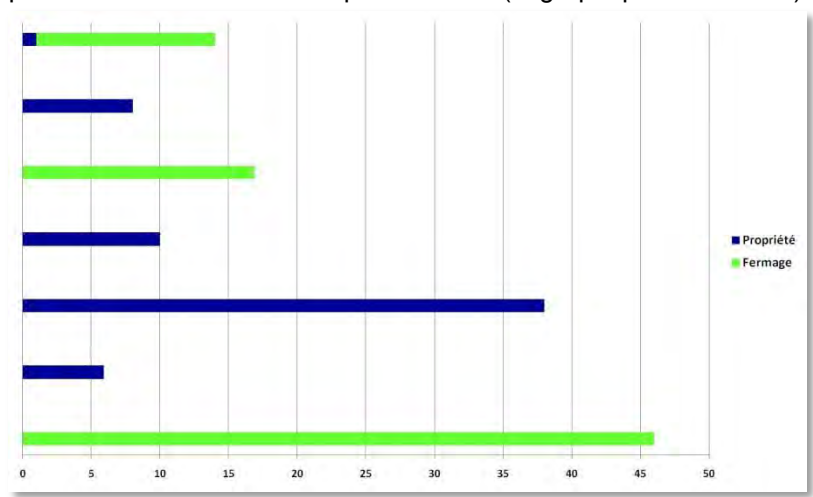


Le faire-valoir

On observe un équilibre entre les modes de faire-valoir (propriété / fermage).



On observe que les exploitations sont soit principalement en fermage, soit principalement propriétaires des terres. Il n'y a pas de situation intermédiaire à l'échelle des exploitations : chacune se caractérise par un mode de faire-valoir quasi exclusif (cf graphique ci-dessous).

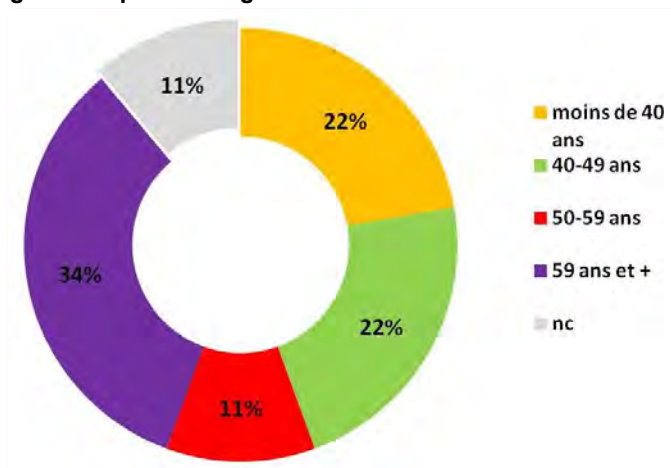


Structure par âge des exploitations dont le siège est à Malataverne

L'âge moyen des exploitants est de 50 ans. La structure des classes d'âge montre une démographie globalement favorable à la dynamique agricole.

Pour les exploitations où le chef d'exploitation a plus de 50 ans, la succession est préparée (conjoint ou descendants) dans 50% des cas.

Age des exploitants agricoles

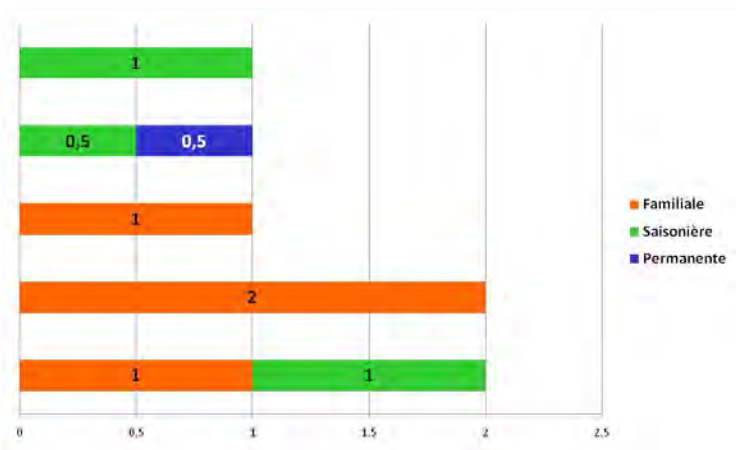


La main d'œuvre

La main d'œuvre des exploitations dont le siège est situé à Malataverne se caractérise par :

- un faible besoin de main d'œuvre
- une main d'œuvre principalement familiale.

Main d'œuvre

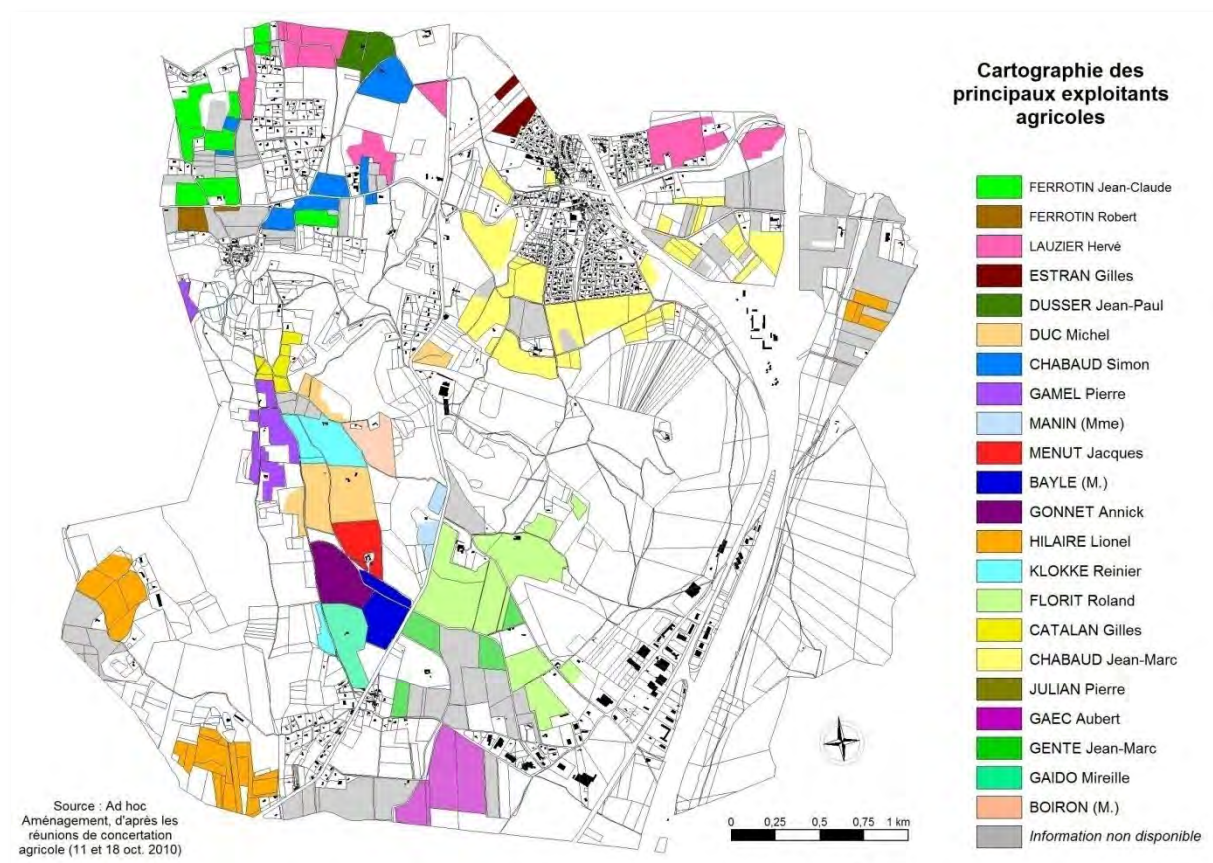


Cartographie des îlots d'exploitation

L'organisation géographique des exploitations dans l'espace communal se traduit par :

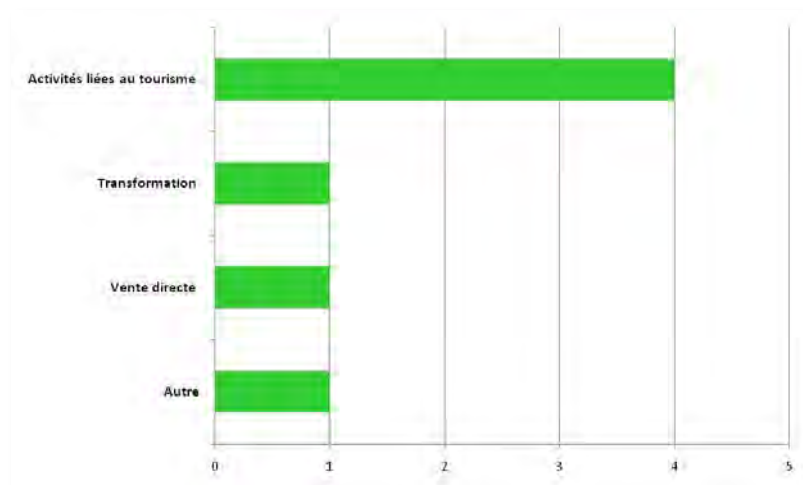
- une répartition globalement homogène des îlots d'exploitation agricole ;
- un morcellement ponctuel limité de certaines exploitations.

Cartographie des exploitants agricoles (ayant répondu au questionnaire)

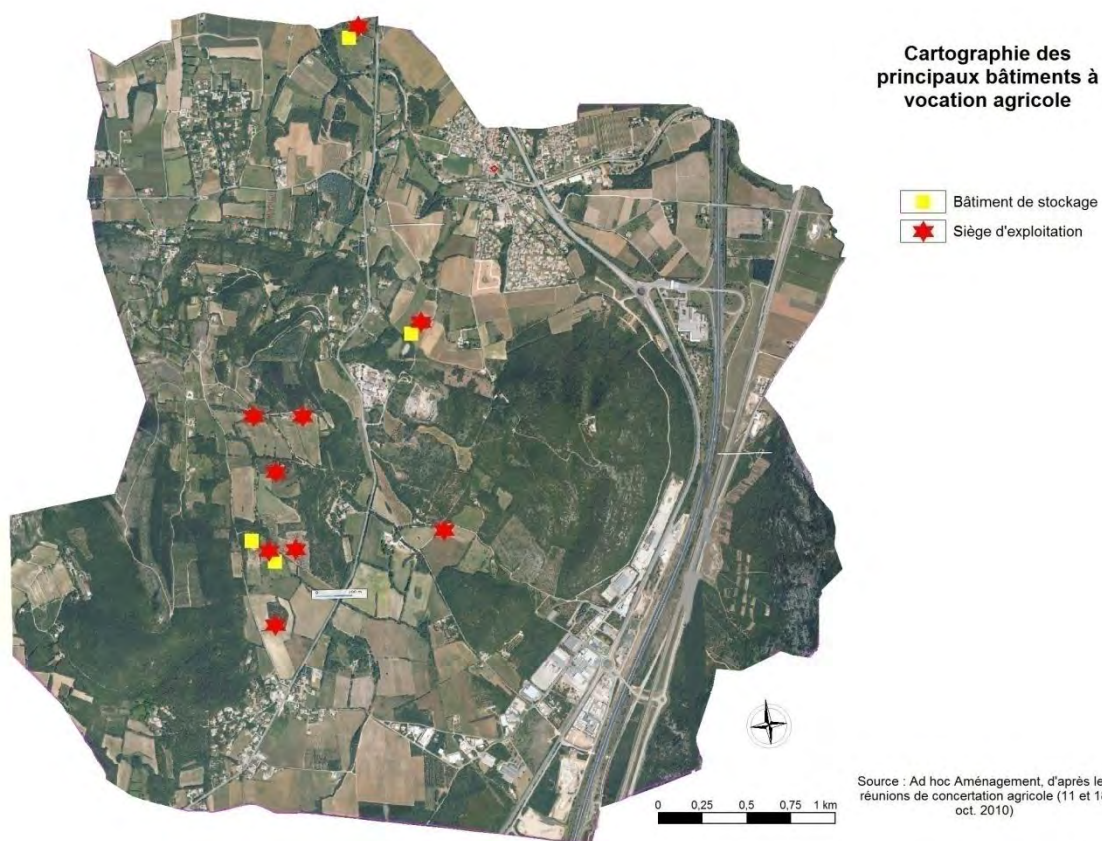


Diversification des exploitations

Plusieurs exploitations ont entrepris une diversification de leur activité agricole, principalement autour du tourisme.



Localisation des bâtiments agricoles



Enjeux agricoles

On peut observer deux types d'enjeux :

1. Des enjeux limitant le développement durable de l'activité agricole :
 - la proximité de certaines exploitations avec l'urbanisation (conflits d'usage) ;
 - un contexte géographique spécifique à l'échelle communale qui offre une qualité inégale des terres ;
 - les circulations agricoles sont rendues ponctuellement difficiles (centre du village).
2. Des enjeux favorisant le développement durable de l'activité agricole :
 - un faible morcellement des exploitations agricoles ;
 - une structure par âge des exploitants qui souligne le dynamisme de l'agriculture ;
 - un contexte géographique à l'échelle du bassin de vie (pôle urbain de Montélimar, vallée du Rhône) qui favorise un dynamisme de l'activité agricole ;
 - une volonté politique à l'échelle communale qui va dans le sens du maintien de l'activité agricole ;
 - un rôle de l'activité agricole qui dépasse les enjeux économiques. L'agriculture participe activement au maintien de l'ouverture des paysages et donc, plus généralement, à l'image que véhicule la perception du territoire communal.

CHAPITRE 5

AMENAGEMENT DE L'ESPACE

1 – La cohérence territoriale

1.1 – Le SCOT

Il n'existe actuellement pas de SCOT (Schéma de cohérence territoriale) couvrant Malataverne. La commune est située à moins de 15 kilomètres de la périphérie de l'agglomération montillienne qui compte aujourd'hui plus de 50 000 habitants. La commune est donc soumise aux dispositions de l'article L122-2 du code de l'urbanisme en l'absence de SCOT approuvé. Pour ouvrir à l'urbanisation, dans le cadre de la révision de son plan local d'urbanisme, les secteurs actuellement classés au PLU applicable en zones AU stricte, A et N, une dérogation est donc requise. La commune élaborera un dossier spécifique au titre de l'accord L 122.2.

Extrait du L122-2 : « Dans les conditions précisées au présent article, dans les communes qui ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale applicable, le plan local d'urbanisme ne peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1er juillet 2002 ou une zone naturelle. [...]

Il peut être dérogé aux dispositions des trois alinéas précédents soit avec l'accord du préfet donné après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites et de la chambre d'agriculture, soit, jusqu'au 31 décembre 2016, lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale incluant la commune a été arrêté, avec l'accord de l'établissement public prévu à l'article L. 122-4. La dérogation ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt que représente pour la commune la modification ou la révision du plan. »

1.2 – L'intercommunalité

La commune n'appartient à aucun groupement de projet à fiscalité propre. Cependant, la loi de réforme des collectivités territoriales du 17 novembre 2010 s'oriente vers la rationalisation de la carte intercommunale d'ici à 2013. L'approche intercommunale est donc primordiale. A ce titre, il importe de noter que la commune de Malataverne a approuvé le principe d'élaborer une étude sur les possibilités de mise en place d'une intercommunalité. Le périmètre de l'étude comprend les communes de Malataverne, Donzère, Pierrelatte, les Granges Gontardes et la Garde Adhémar.

2 – Les dynamiques de développement

2.1 – Contexte historique

Le promontoire rocheux de Rac a accueilli ses premiers habitants dès la préhistoire. A l'époque gauloise, Rac était un village ou tout au moins un camp retranché (découverte de plusieurs tombes gauloises à proximité). L'époque romaine se caractérise par l'existence de sept à huit villas romaines entre Tourvieille et Châteauneuf –du-Rhône, dans le secteur du Moulinas, dans la vallée de la Riaille, au quartier du Colombier, aux Joannins, etc. A Rac se trouvait un village.

Au XI^{ème} siècle Rac possédait sur son territoire la chapelle Notre-Dame de Montchamp, alors ouverte au culte. Au début du XVI^{ème} siècle commence le boisement de la montagne de Monchamp, par ordre du seigneur Romieu, qui y fit planter des glands de chênes verts de 1501 à 1524. Au XVIII^{ème} siècle, un inventaire de la commune de Rac a été réalisé et on a dénombré 28 ménages au hameau de Rac, 16 ménages au hameau de Malataverne, 4 ménages aux Joannins et 35 maisons ou cabanes répartis dans la campagne. Après la révolution, les biens appartenant au seigneur furent nationalisés. En 1820, on dénombrait 556 sur la commune de Rac, puis 665 en 1860.

C'est par un décret du 4 mai 1891 que le transfert du chef-lieu de la commune de Rac à Malataverne fut officiel.

Source : d'après « Brève histoire de Malataverne », Léon Chaix

2.2 – Les grandes étapes de l'urbanisation

Les trois principales sources d'information permettant de retracer le développement de la commune sont : la carte de Cassini (XVIII^{ème} siècle), le cadastre napoléonien (plan de 1826) réactualisé en 1942 et l'étude GEOSTAT réalisée en 2009 par la Direction départementale de l'Ardèche qui a cartographié l'évolution de l'urbanisation durant la période 1979-2002.

2.2.1 Malataverne (Rac) au XVIII^{ème} siècle

On retrouve sur la carte de Cassini (voir ci-dessous) les principaux traits géographiques qui caractérisent encore aujourd'hui Malataverne et son environnement proche. On remarque ainsi :

- ✓ les principaux hameaux qui forment la commune de Rac : Rac, Malataverne, Joannins,... ;
- ✓ le passage de la Riaille, cours d'eau structurant sur la commune ;
- ✓ la présence des boisements : colline de Montchamp, Navon,... ;
- ✓ les principales voies.

Cartographie de Malataverne au XVIII^{ème}



Source : Carte de Cassini, www.geoportail.fr

2.2.2 Malataverne au XIX^{ème} siècle

Au début du XIX^{ème} siècle, le cadastre napoléonien fournit une cartographie détaillée de la commune. Le village de Rac est l'entité urbaine la plus importante.

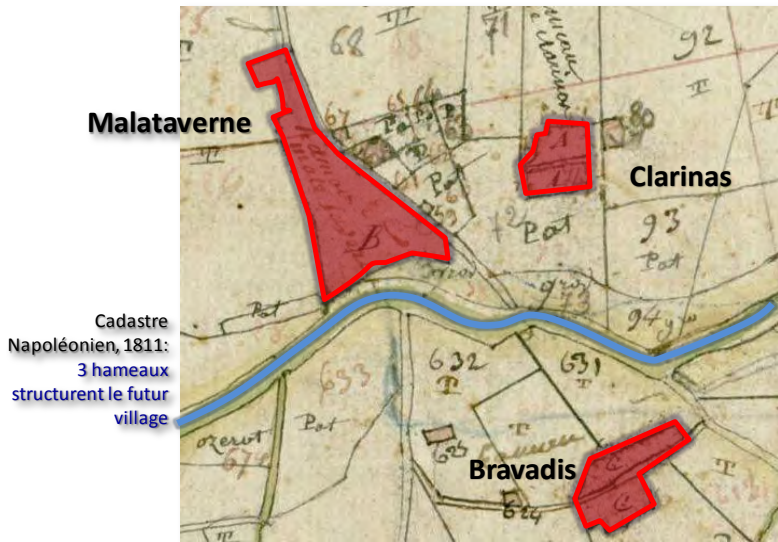


Village de Rac



Commune de Rac

Source : Cadastre napoléonien, 1811, Archives de la Drôme



Source : Cadastre napoléonien, 1811, Archives de la Drôme

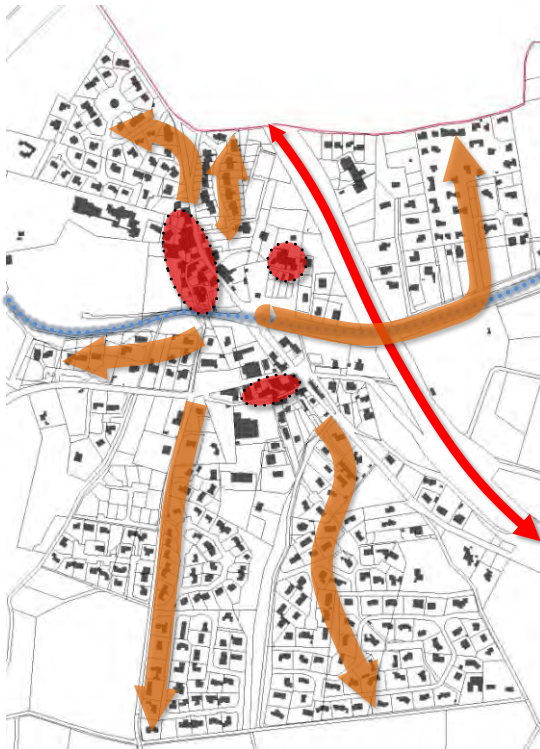
Hameaux de Malataverne, de Clarinas et de Bravadis

Le cœur actuel du village résulte principalement de la présence historique du hameau de Malataverne (rive droite de la Riaille), mais également de deux autres hameaux : Clarinas (en rive droite) et Bravadis (en rive gauche).

2.2.2 Malataverne au XX^{ème} siècle

Un siècle plus tard, la commune de Malataverne présente une forme urbaine différente : l'important développement de l'habitat (lotissements en extension du village, extension des hameaux), le développement industriel, les grands travaux et les grandes infrastructures ont redessiné le paysage. Les voies (pour partie), les espaces naturels (la Riaille, Montchamp, Navon, ...) et agricoles structurent quant à eux toujours le territoire.

A partir de son noyau historique, Malataverne s'est développée le long des principaux axes, de part et d'autre de la Riaille.

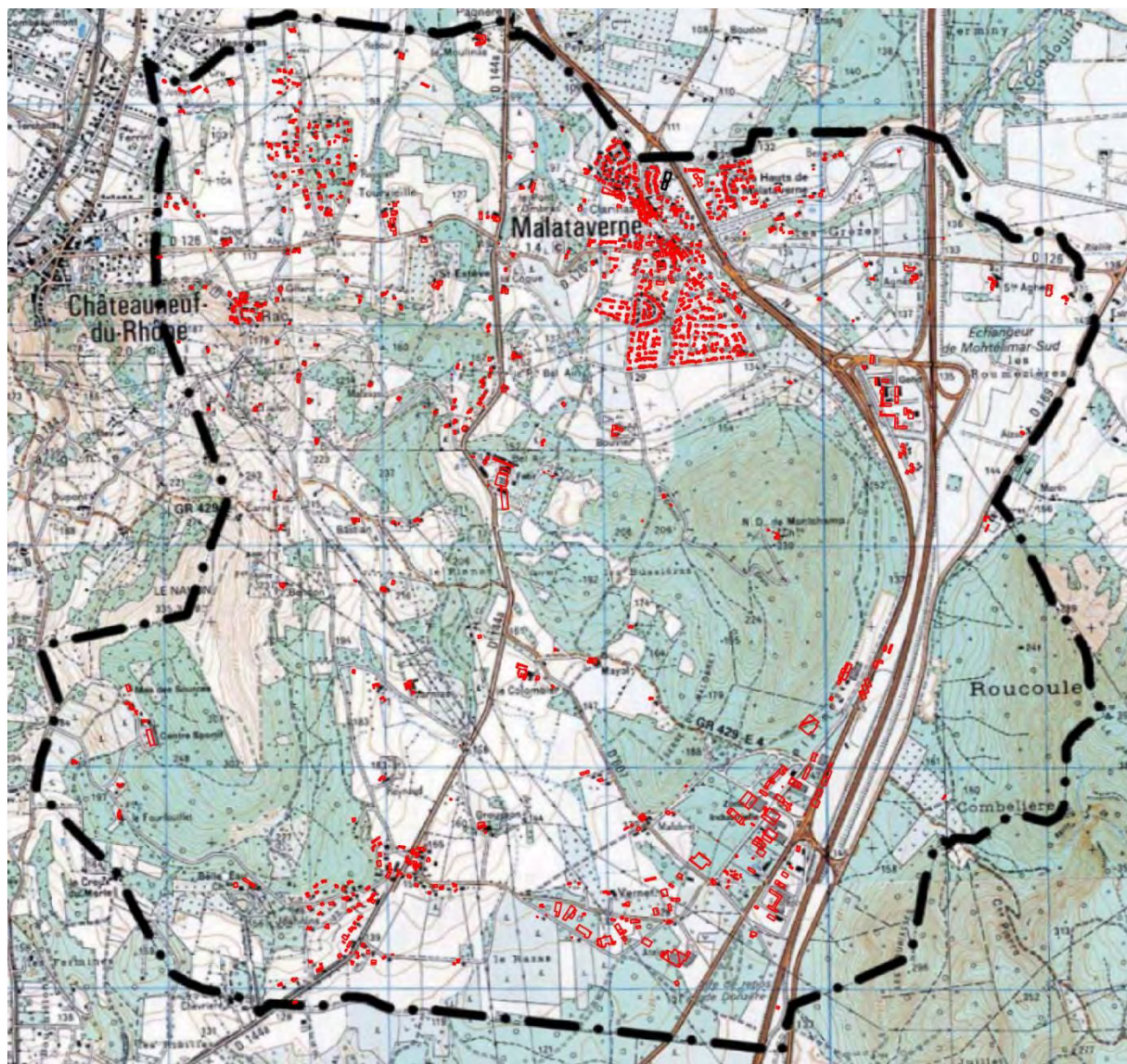


Source : AD HOC AMENAGEMENT

2 – La consommation d'espace

2.1 – Cartographie de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Le bilan de la consommation d'espace s'appuie sur une analyse comparative entre la carte IGN publiée en 2005 (relevés terrain antérieurs) et le cadastre communal de 2010. La carte ci-dessous représente la superposition brute des données : carte IGN / cadastre.

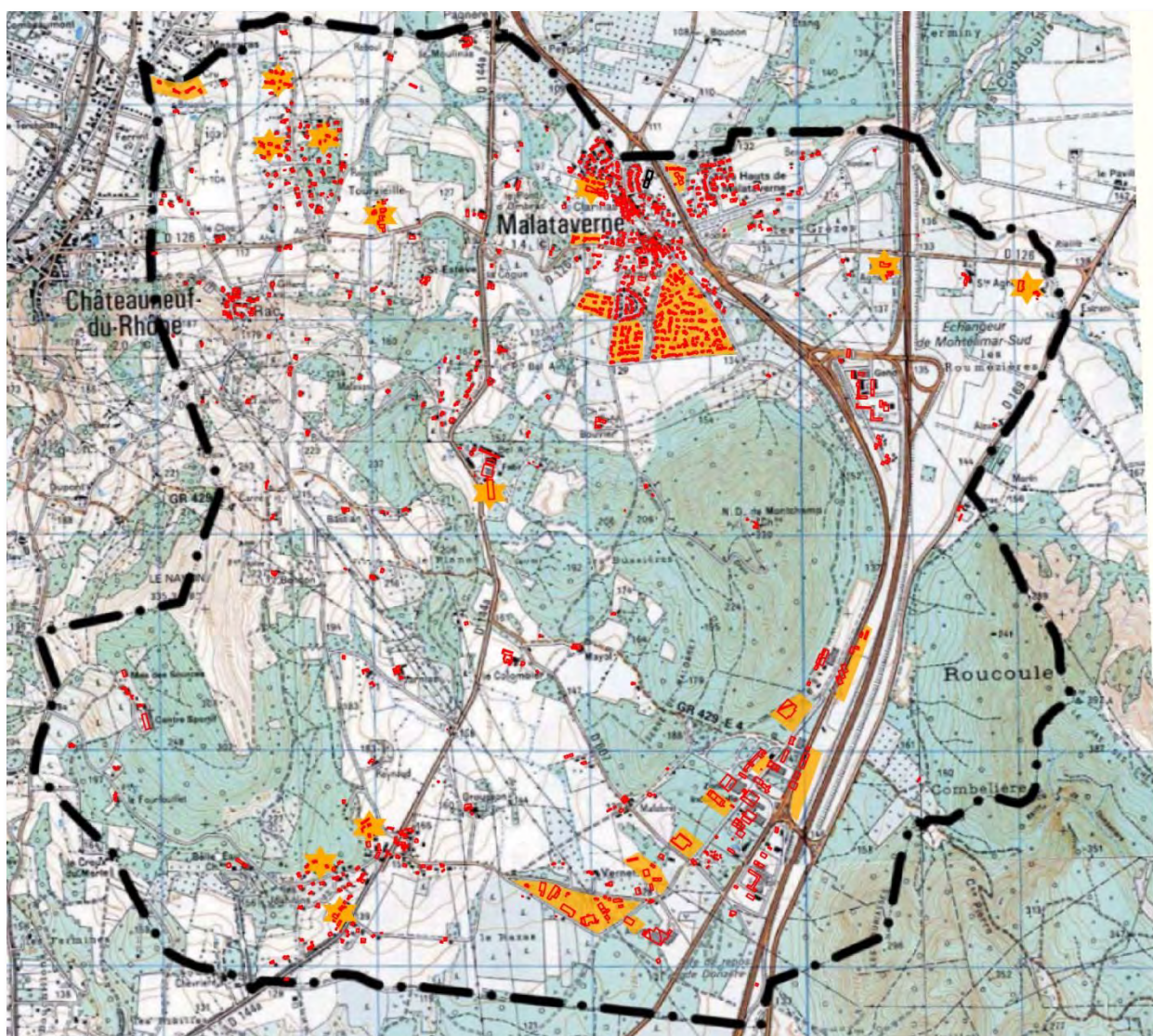


2.2 – Bilan de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

La carte ci-après présente les emprises représentant les principales consommations d'espace entre le début des années 2000 et 2010 (aplat orange). La superficie de l'emprise globale est difficile à appréhender avec précision du fait de l'utilisation de sources d'informations présentant un niveau de précision différent (carte IGN au 1-25000^e / cadastre au 1/2000^e).

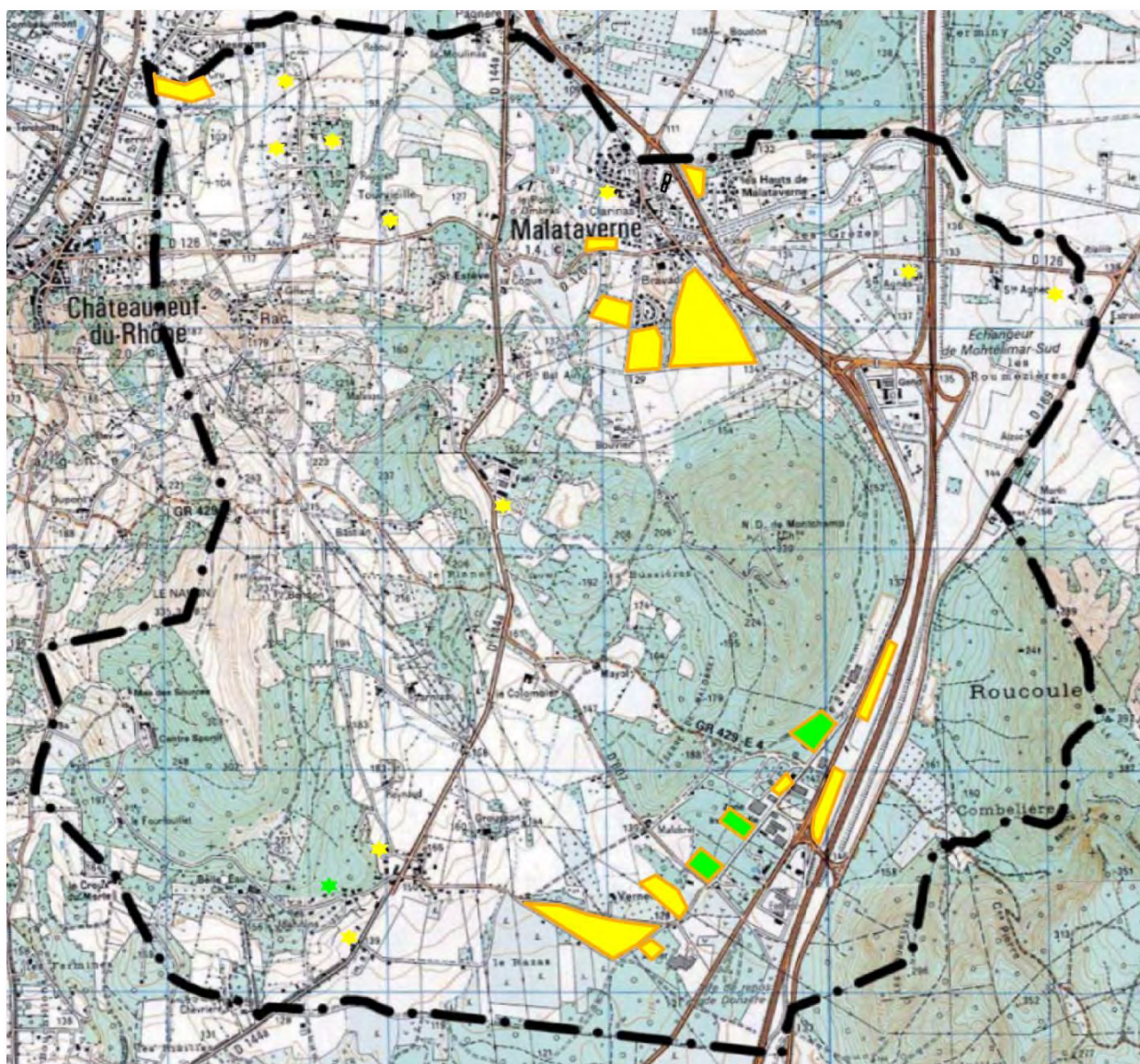
On peut cependant évaluer les **principales emprises à environ 35ha**. La carte mentionne également par une étoile les secteurs qui se sont urbanisés, mais dont l'emprise est plus difficile à cartographier. On observe que la consommation d'espace concerne **aussi bien la dynamique de l'habitat que celle de l'activité**.

Dans les deux cas, il importe de souligner que la consommation d'espace s'inscrit dans le cadre d'une **extension de l'urbanisation** (extension de quartiers d'habitat ou de zone d'activités), et non pas d'une création ex nihilo. Si ce constat ne modifie en rien la superficie consommée, il permet de souligner que la consommation de l'espace s'est inscrite dans une **logique cohérente du développement du territoire**.



2.3 – Typologie des espaces consommés

La majorité des espaces consommés correspond à des espaces à dominante agricole (en jaune sur la carte ci-après). Ces emprises incluent quelques secteurs, ponctuellement, à dominante naturelle. Certaines extensions de l'urbanisation concernent des secteurs boisés (en vert sur la carte).



3 – L'organisation spatiale

3.1 – Le tissu urbain et les densités

3.1.1 Caractéristiques du tissu urbain

Caractéristiques des formes urbaines

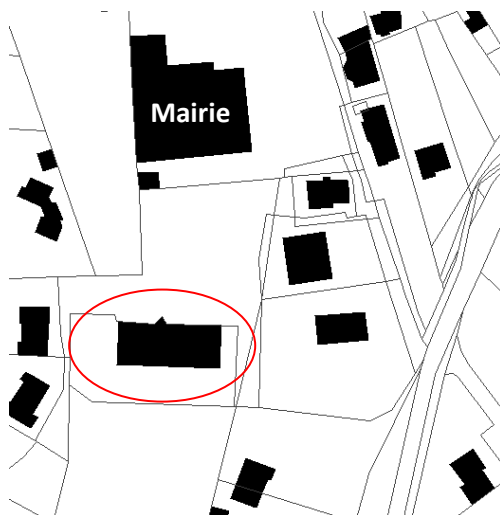
On observe différents types de formes urbaines sur la commune :

- ✓ une forme urbaine dense et compacte, caractérisée par le bâti dense du village et des hameaux



Dans le village, l'organisation de la trame viaire associée à celle du parcellaires, génère une forte densité des constructions. L'alignement sur rue demeure de rigueur et constitue un front bâti continu. La construction en mitoyenneté et à l'alignement induit une relative régularité des hauteurs, de ce fait la silhouette des rues est peu contrastée.

- ✓ une forme urbaine raisonnablement dense et ouverte, de type immeuble semi-collectif.



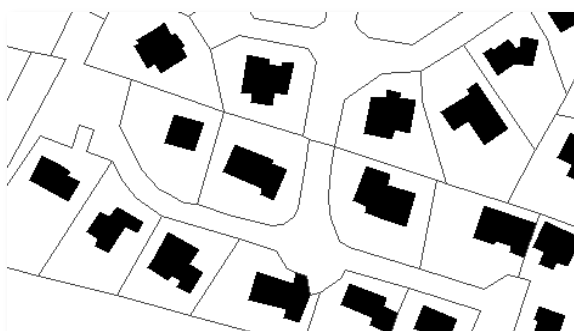
Le principe général répond à l'objectif de proposer des constructions en hauteur qui permettent de libérer plus d'espaces communs sur les tènements. Exemple ci-contre : immeuble semi-collectif à proximité de la mairie.

- ✓ la forme urbaine moyennement dense des maisons groupées. On observe une opération comprenant uniquement cette typologie d'habitat. Mais la plupart des opérations récentes comprennent une proportion d'habitat groupé représentant près de la moitié des constructions.



Exemple ci-contre d'une récente opération mixte habitat individuel / habitat groupé (*ch. de Montchamp*).

- ✓ la forme urbaine peu dense des maisons individuelles, la plus répandue sur le territoire. On observe deux types d'habitat individuel :



- l'individuel de type pavillonnaire, le plus souvent dans le cadre d'opérations d'ensemble (lotissement).

Les constructions sont souvent implantées en milieu de parcelle et en recul des voies de desserte. Ces opérations sont le plus souvent fermées sur elles-mêmes (en impasse) ;

- l'individuel de type habitat diffus, le plus souvent hors opération d'ensemble. Ce type d'habitat est généralement implanté sur des secteurs en recul de l'urbanisation. Forte consommatrice d'espace, avec des ratios de l'ordre de 3 logements/ha, cette typologie d'habitat doit faire l'objet d'une attention particulière afin de ne pas favoriser son développement.

- ✓ la forme urbaine de l'habitat intermédiaire

Cette typologie d'habitat n'est pas représentée sur le territoire. Il apparaît cependant important, dans le cadre des réflexions sur le projet de territoire, de mentionner cette typologie d'habitat. L'habitat intermédiaire est un type d'habitat proposant une alternative à la maison individuelle et au logement collectif. Il s'agit d'un ensemble d'habitations avec mitoyenneté verticale et/ou horizontale ne dépassant pas R+3.

Une partie du logement bénéficie d'un espace privé extérieur, si possible sans vis-à-vis gênant et dans le prolongement direct du séjour (terrasse ou jardin de taille comparable à la surface d'une pièce confortable).

Parmi les atouts offerts par ce type d'habitat :

- ✓ il permet de représenter différents types d'habitat (groupé, petit collectif) ;
- ✓ il est adapté à tous les contextes urbains et périurbains ;

- ✓ il respecte la densité d'un village, contrairement aux lotissements pavillonnaires ;
- ✓ il permet de faire une transition avec un tissu constitué ;
- ✓ il attire une population variée (jeunes ménages, personnes isolées, personnes âgées, étudiants, cadres, etc.) ;
- ✓ il limite l'étalement urbain et la consommation de l'espace ;
- ✓ il garantit un minimum de charges pour les collectivités et l'utilisateur.



Illustration

Entrée commune par la cour de l'opération « Le Clos Don Jean », à Menthon St-Bernard

La prise en compte des dents creuses

Les réflexions sur le développement urbain doivent intégrer en priorité le potentiel de développement dans les 'dents creuses' autour du village, c'est-à-dire les parcelles ou les secteurs non urbanisés situés dans l'enveloppe urbaine existante.

3.1.2 Les densités d'habitat

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, les densités d'habitat observées sur la commune sont très contrastées, principalement entre les noyaux urbains historiques (village, hameaux) et les extensions urbaines contemporaines. Les densités varient entre 60 logements/ha - *qui correspond à la valeur moyenne observée en tissu urbain historique de centre-bourg* - à 2 logements/ha – *dans le cas des extensions urbaines les plus diffuses*.

Exemples de densités d'habitat sur différents secteurs de la commune

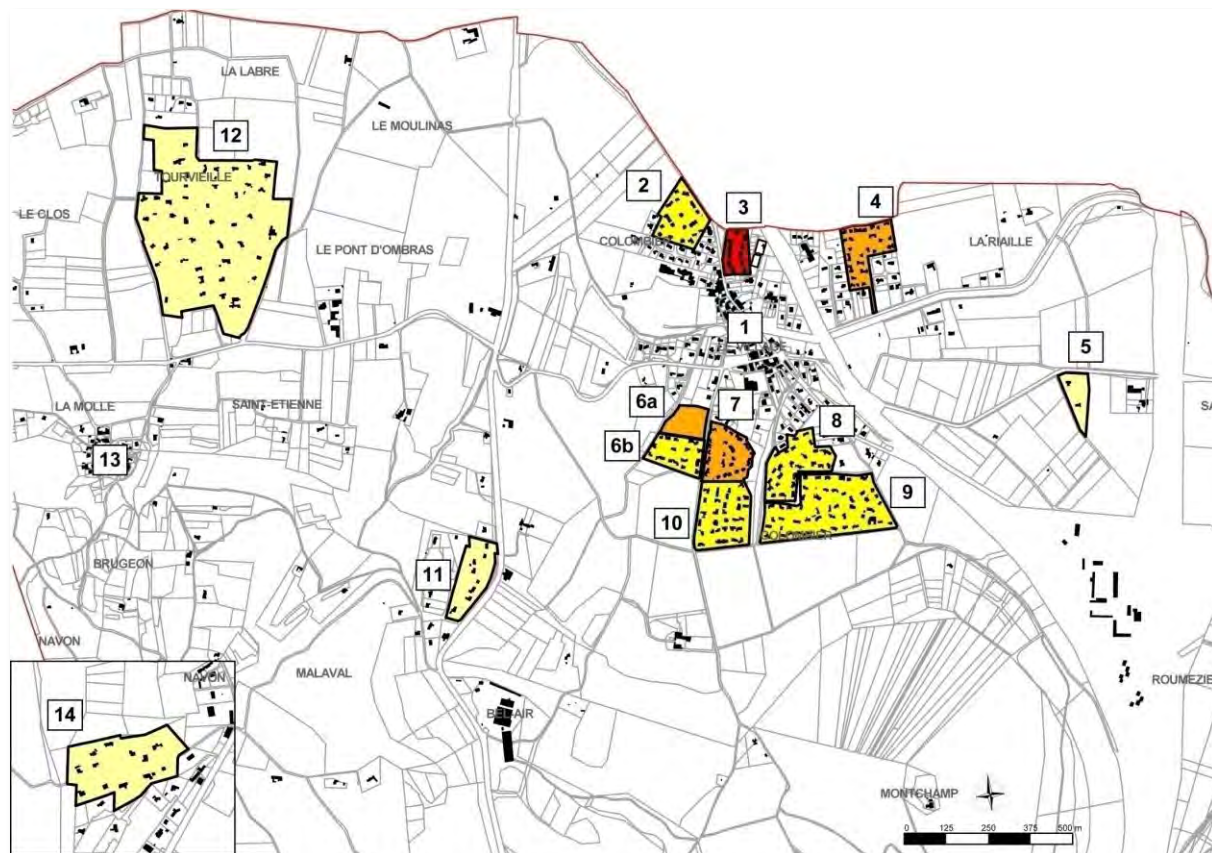
N°	Secteur	Nb. lgts	Superficie		Taille moyenne des parcelles (m²)	Densité (nb. lgt/ha)	
			m²	ha			
1	Village	Moyenne				60	> 30
13	Rac	Moyenne				60	
3	Lot. Mon Village	22	9 600	1,0	436	23	21 à 29
4	Lot. Les Hauts de Malataverne	32	21 000	2,1	656	15	13 à 20
7	Lot. Le Petit Colombier	30	20 100	2,0	670	15	
6a	Lot. à l'ouest du ch. de Montchamp	16	9 700	1,0	606	16	
6b	Lot. à l'ouest du ch. de Montchamp	19	15 400	1,5	811	12	9 à 12
2	Lot. Les Lavandes	21	20 000	2,0	952	11	
10	Lot. Les Vignes	31	29 800	3,0	961	10	
8	Lot. Le Coteau	26	25 100	2,5	965	10	
9	Lot. Montchamp	48	55 500	5,6	1 156	9	
11	Secteur Bel Air	8	20 000	2,0	2 500	4	< 8
14	Navon	12	38 300	3,8	3 192	3	
12	Tourvieille	44	183 500	18,4	4 170	2	
5	Sainte-Agnès	2	9 700	1,0	4 850	2	

Source : AD HOC AMENAGEMENT

Les extensions urbaines se caractérisent le plus souvent par une densité moyenne d'environ 10 logements/ha, caractéristique d'un tissu pavillonnaire. Mais on observe :

- des densités inférieures, avec plusieurs secteurs où la densité est de l'ordre de 3 logements/ha, caractéristique d'un tissu très diffus ;
- des densités supérieures, avec deux types d'opération :
 - une ancienne opération d'habitat groupé ('Mon village') ;
 - une opération récente proche de la mairie, de type semi-collectif.

Sur le plan spatial (voir carte ci-après), on observe une certaine logique en terme de densité : les opérations les plus denses se situent à proximité du village, et l'habitat très peu dense se retrouve dans le diffus.



Autour des hameaux (Joannins, Bel Air,...), compte-tenu notamment de leur éloignement du village, on ne trouve pas de densité. L'un des enjeux consiste à proposer, à travers le projet communal, des formes urbaines (et donc des densités) qui répondent à une cohérence d'ensemble et s'inscrivent dans un projet durable.

PARTIE 2

ETAT DES LIEUX DE L'ENVIRONNEMENT

1 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée

Afin d'atteindre les objectifs de qualité fixés par la DCE, le SDAGE Rhône-Méditerranée a été révisé : le nouveau SDAGE a été approuvé le 20 novembre 2009. Certains cours d'eau ne pourront pas atteindre les objectifs fixés pour la première échéance placée à 2015. Le Code de l'Environnement prévoit ainsi des échéances plus lointaines ou des objectifs moins stricts pour certains cas. Ces cas doivent être néanmoins justifiés. Les motifs pouvant aboutir à un changement de délai ou d'objectifs sont :

- cause « faisabilité technique » (réalisation des travaux, procédures administratives, origine de la pollution inconnue, manque de données) ;
- cause « réponse du milieu » (temps nécessaire au renouvellement de l'eau) ;
- cause « coûts disproportionnés » (impact important sur le prix de l'eau et sur l'activité économique par rapport aux bénéfices que l'on peut atteindre).

Le projet de SDAGE de décembre 2007 donne les échéances des objectifs d'état écologique et des objectifs d'état chimique pour chaque cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée. L'échéance de l'objectif de « bon état » en découle puisqu'il s'agit de l'échéance la moins favorable entre l'objectif d'état écologique et celui chimique. Il est important de noter que les échéances ne doivent pas dépasser deux mises à jour du SDAGE (2021-2027).

2 - Les milieux remarquables

2.1 Les ZNIEFF

Les objectifs d'une ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) sont la connaissance permanente, aussi exhaustive que possible, des espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces floristiques ou faunistiques rares et menacées. Les ZNIEFF sont classées en deux types de zones :

- ✓ ZNIEFF de type 1 : secteur de superficie en général limité, caractérisés par leur intérêt biologique ou écologique remarquable ;
- ✓ ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, qui offrent des unités de fonctionnement écologique et des potentialités biologiques importantes.

La commune est concernée par trois ZNIEFF de type 1 et une ZNIEFF de type 2 (voir la carte suivante).

Les ZNIEFF de type 1

- **Colline de Montchamp** (n°26000017 / surface : 192,12 ha)

L'ascension de la colline de Montchamp s'effectue par un chemin de croix ponctué de vieilles croix en pierre. Le chemin a été goudronné il y a quelques années, ce qui permettait malheureusement l'accès en voiture jusqu'au sommet. Depuis, la route a été fermée dès le début du chemin de croix, une barrière en bois interdisant l'accès motorisé. La colline redevient ainsi un lieu paisible pour une agréable balade jusqu'à la chapelle. Pour le voyageur venu du nord, c'est ici que commence le monde méditerranéen, comme l'atteste par exemple la présence du Chêne kermès, visible au bord de la route. La colline est presque entièrement boisée d'une belle chênaie verte, avec garrigues et formations dégradées sur les rocaillies apparentes : pelouse à Brachypode rameux, garrigue à Thym vulgaire... Plusieurs espèces méditerranéennes ont été signalées sur la colline. Parmi elles, deux retiennent plus spécialement l'attention. La Spéculaire de Castille, rare et discrète espèce de la péninsule ibérique et du sud de la France, a été observée par C. Bernard en 1978. Cette espèce peu commune et très instable s'est considérablement raréfiée en France en raison de la fermeture des milieux. Elle a été recherchée en vain sur la colline, mais sa discrétion ne peut exclure

qu'elle y soit encore présente. La Bruyère arborescente, qui peut atteindre deux à trois mètres de haut, est une espèce des maquis méditerranéens. Les quelques pieds découverts dans la chênaie à la base de la colline marquent la limite nord de l'espèce en France. Leur survie est dépendante du développement de la chênaie, qui les étouffe, et d'une éventuelle extension de la zone d'activité industrielle toute proche. L'avifaune est également représentative du monde méditerranéen. Trois fauvettes méditerranéennes égrènent leurs chants grinçants dans les garrigues et les boisements de la colline : la Fauvette pitchou, la Fauvette mélanocéphale, et la Fauvette passerinette. Cette dernière est la seule des trois à partir en migration vers l'Afrique.

Source : DIREN Rhône-Alpes

■ **Plateau de Roussas, Roucoule et bois des Mattes** (n°26000018 / surface totale : 665,06 ha)

Au sud de la commune, les réseaux routiers (nationale et autoroute) traversent un passage resserré entre deux massifs distants de moins de 600 m : la colline de Montchamp à l'ouest, et le bois de Roucoule à l'est. Ce dernier bois couvre le rebord du grand plateau qui atteint le village de Monjoyer. La zone délimitée ici prend en écharpe ce rebord de plateau, et le suit par le sud en longeant l'ancien bois des Mattes. Elle marque les confins de la région méditerranéenne, et au sens botanique du terme, ce seuil constitue réellement une des portes de la Provence. Un ensemble d'espèces parviennent en effet ici à leurs limites septentrionales (Ciste blanc, Coronille lotoïde, Chêne kermès, Bruyère arborescente, Fumana à feuilles de thym...). Les pentes du plateau sont principalement couvertes de boisements méditerranéens de Chêne vert, associés à un ensemble d'espèces (Chèvrefeuille des Baléares, Asperge à feuilles aiguës...). Leur composition floristique est bien plus diversifiées que celle des boisements de Chêne vert qui parviennent à remonter plus au nord dans la vallée du Rhône. Le rebord du plateau laisse apparaître un ensemble de milieux rocheux (falaises, rochers et dalles rocheuses, pentes rocailleuses et sèches), couverts de garrigue et de pelouses rocailleuses plus ou moins dégradées. D'un point de vue botanique, cette zone se distingue par la présence de plusieurs espèces rares ou protégées. La Biscutelle à feuille de chicorée expose ses fleurs jaune clair dans les rocailles. Le Cytise à longs rameaux, que l'on rencontre disséminé sur tout le rebord du plateau, est un petit arbuste inscrit au "livre rouge" de la flore menacée en France. L'Alysson à gros fruit, qui pousse sur des rochers escarpés, est une espèce endémique française, et Roucoule constitue sa station la plus orientale. Le petit Narcisse douteux, qui rappelle les garrigues ardéchoises, a récemment été découvert sur cette première station drômoise. En ce qui concerne la faune, une étude récente des ornithologues signale un ensemble d'espèces remarquables : L'Alouette lulu, espèce en déclin en Europe, niche sur la table supérieure du plateau. La présence de l'Engoulevent est fortement suspectée. Les Fauvettes passerinettes et mélanocéphales sont communes dans les garrigues et les parties boisées dégradées. Le Grand-duc recherche des zones rocheuses, et s'est établi sur tout le pourtour du plateau. Rare dans la Drôme, et toujours localisé aux falaises méditerranéennes, le Merle bleu niche sur le bord du plateau. Le Circaète Jean-le-Blanc survole régulièrement le site, et il n'est pas impossible que son nid soit installé dans les milieux boisés des pentes. Le secteur de Roucoule et du bois des Mattes est depuis longtemps soumis à de fortes atteintes paysagères. Le bois des Mattes, reconnu dans les années 1960 par les botanistes pour sa richesse, a été depuis entièrement défriché pour être remplacé par un vignoble. Une décharge est située en contrebas du Jas des Chèvres, et une carrière s'ouvre sur le versant sud. Plus récemment, la construction de la ligne TGV a nécessité des travaux importants pour le passage du défilé Montchamp-Roucoule, et a profondément modifié la base du plateau et les milieux.

Source : DIREN Rhône-Alpes

- **Robinet de Donzère** (n°26010019 / surface totale : 365,10 ha)

Au sud de Montélimar, les falaises imposantes du Robinet de Donzère dominent d'une centaine de mètres les eaux du Rhône. Les Martinets à ventre blanc frôlent la paroi blanche à toute vitesse. Choucas et Faucon crécerelle tournoient à proximité des falaises, et se posent près des trous où ils nichent. Le Merle bleu ou le Grand-duc sont par contre des hôtes plus discrets. Le premier niche sur les falaises calcaires méditerranéennes, comme celles des Calanques. C'est un oiseau assez farouche, au plumage magnifique, qui se repère assez difficilement dans la paroi. Les falaises abritent également l'une des seules stations drômoises de l'Alysson à gros fruits, espèce végétale endémique des falaises calcaires françaises, présente de Donzère aux Pyrénées en passant par les gorges de l'Ardèche, et signalée ici dès 1935. Le plateau calcaire est couvert d'une garrigue dense et de boisements de Chêne vert, composés de diverses espèces méditerranéennes : Genévrier oxycèdre (ou Cade), Pistachier térébinthe, filaires, Nerprun alaterne, Genévrier de Phénicie. Des pelouses sèches abritent le Thym vulgaire et des orchidées. Le défilé de Donzère constitue la limite septentrionale de la garrigue à Chêne kermès, caractéristique du climat méditerranéen. Cette brousse dense, épineuse et peu pénétrable, étale ses placages sur les pentes érodées et ensoleillées du plateau. Les chants brefs et saccadés des fauvettes méditerranéennes, Fauvette passerinette et Fauvette mélanocéphale surtout, y retentissent dès mars ou avril. Les chauve-souris sont bien représentées avec notamment une cavité présentant un intérêt de niveau national pour celles-ci, avec l'observation d'effectifs importants appartenant à trois espèces différentes, notamment le Minioptère de Schreibers.

Source : DIREN Rhône-Alpes

La ZNIEFF de type 2

- **Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses annexes fluviales** (n°2601 / surface totale : 23 833 ha)

Ce très vaste ensemble linéaire délimite l'espace fonctionnel formé par le cours moyen du Rhône (depuis Lyon jusqu'à Pierrelatte), ses annexes fluviales : « îlons » (milieux humides annexes alimentés par le cours d'eau ou la nappe phréatique, correspondant souvent à d'anciens bras du fleuve) et « brotteaux » installés sur les basses terrasses alluviales, son champ naturel d'inondation... Il englobe le lit majeur dans ses sections restées à l'écart de l'urbanisation, et le lit mineur du fleuve y compris dans la traversée des agglomérations, dont celle de Lyon.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse identifie à l'échelle du bassin plusieurs tronçons de la moyenne vallée du Rhône parmi les milieux aquatiques remarquables au fonctionnement altéré. Il souligne également l'importance d'une préservation des liaisons physiques pour garantir le bon fonctionnement des milieux, la libre circulation des poissons entre le fleuve et certains de ses affluents (Drôme, Roubion, Lez, Eygues...). Il fixe comme objectif, à travers le plan migrateur, la restitution d'une voie générale de circulation de la faune aquatique (Anguille jusqu'à Lyon, Alose feinte du Rhône, puis Lamproies marine et fluviatile jusqu'à l'Ardèche. L'objectif guide, à l'horizon 2010, est le retour des frayères historiques de l'Alose (Auxonne sur la Saône, région de Belley sur le Haut-Rhône). Il propose également des objectifs ambitieux de réduction des pollutions. Outre la faune piscicole, le Rhône et ses annexes conservent un cortège d'espèces remarquables tant en ce qui concerne les insectes (avec une grande richesse en libellules : le secteur est notamment un « vivier » remarquable pour l'Agrion de Mercure ou le Sympetrum à corps déprimé) que les mammifères (Castor d'Europe) ou l'avifaune (colonies d'ardéidés, Sterne pierregarin).

Certaines sections sont par ailleurs inventoriées au titre des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), comme à la Platière. La vallée constitue en outre un axe

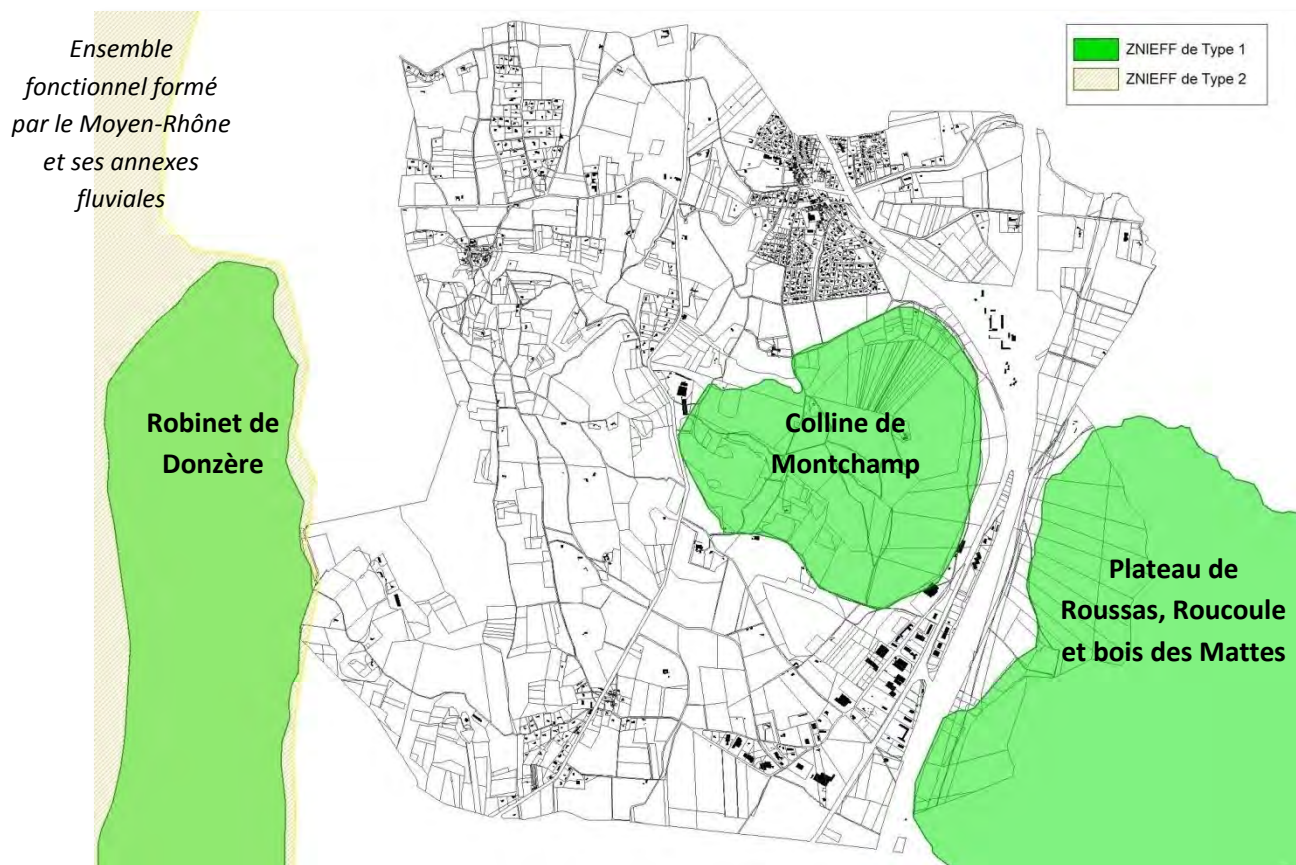
migratoire majeur pour l'avifaune. Les formations forestières alluviales conservent de précieuses reliques, et l'on dénombre des plantes remarquables (Cornifle submergé, orchidées telles que la *Spiranthe d'automne*, l'*Epipactis du Rhône* ou l'*Orchis à longues bractées*, cette dernière espèce actuellement en cours d'expansion...Quant à l'*Epipactis du Castor*, elle n'a été décrite que très récemment, et n'est connue que des terrasses alluvionnaires du Rhône moyen). Enfin, le site est concerné par une importante nappe phréatique, dont il faut rappeler qu'elle recèle elle-même une faune spécifique. Il s'agit d'un peuplement à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés. Ainsi, 45% des espèces d'*Hydrobiidae* (la plus importante famille de mollusques continentaux de France avec une centaine de taxons : *Moitessieria*, *Bythinella*...) sont des espèces aquatiques qui peuplent les eaux souterraines et notamment les nappes.

La biodiversité, qui tend dans ce domaine à augmenter fortement autour du bassin méditerranéen, est considérée comme importante dans la nappe de la moyenne et surtout de la basse vallée du Rhône. Le zonage de type II traduit les fortes interactions (notamment d'ordre hydraulique) liant les divers éléments de cet ensemble, au sein duquel les secteurs biologiquement les plus riches sont retranscrits par plusieurs zones de type I (îles, îlots, secteurs de brotteaux, confluences...). Il souligne également particulièrement les fonctionnalités naturelles :

- celles de nature hydraulique (champ d'expansion naturelle des crues, protection de la ressource en eau) ; les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive,
- celles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone de passages et d'échanges entre le fleuve et les réseaux affluents pour ce qui concerne la faune piscicole, zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, dont celles précédemment citées.

L'ensemble, bien que souvent fortement transformé par l'urbanisation et les aménagements hydrauliques, conserve par ailleurs un intérêt paysager, géomorphologique (morphodynamique fluviale) et phytogéographique, compte-tenu des échanges biologiques intenses qui se manifestent ici, au seuil du domaine méditerranéen.

Cartographie des ZNIEFF sur la commune de Malataverne



2.2 L'arrêté de biotope dit de 'Roussas'

L'arrêté préfectoral n°09.3104 dit de « Roussas » (Roucoule, Combelière, les Couriasses, le Moulon) porte création d'une zone de protection des biotopes. Les données disponibles en matière de flore et faune mettent en évidence l'intérêt écologique de cette zone située sur la commune de Malataverne, mais aussi sur celles de Allan, Les Granges Gontardes et Roussas. On recense dans cette zone de nombreuses espèces végétales et animales protégées.

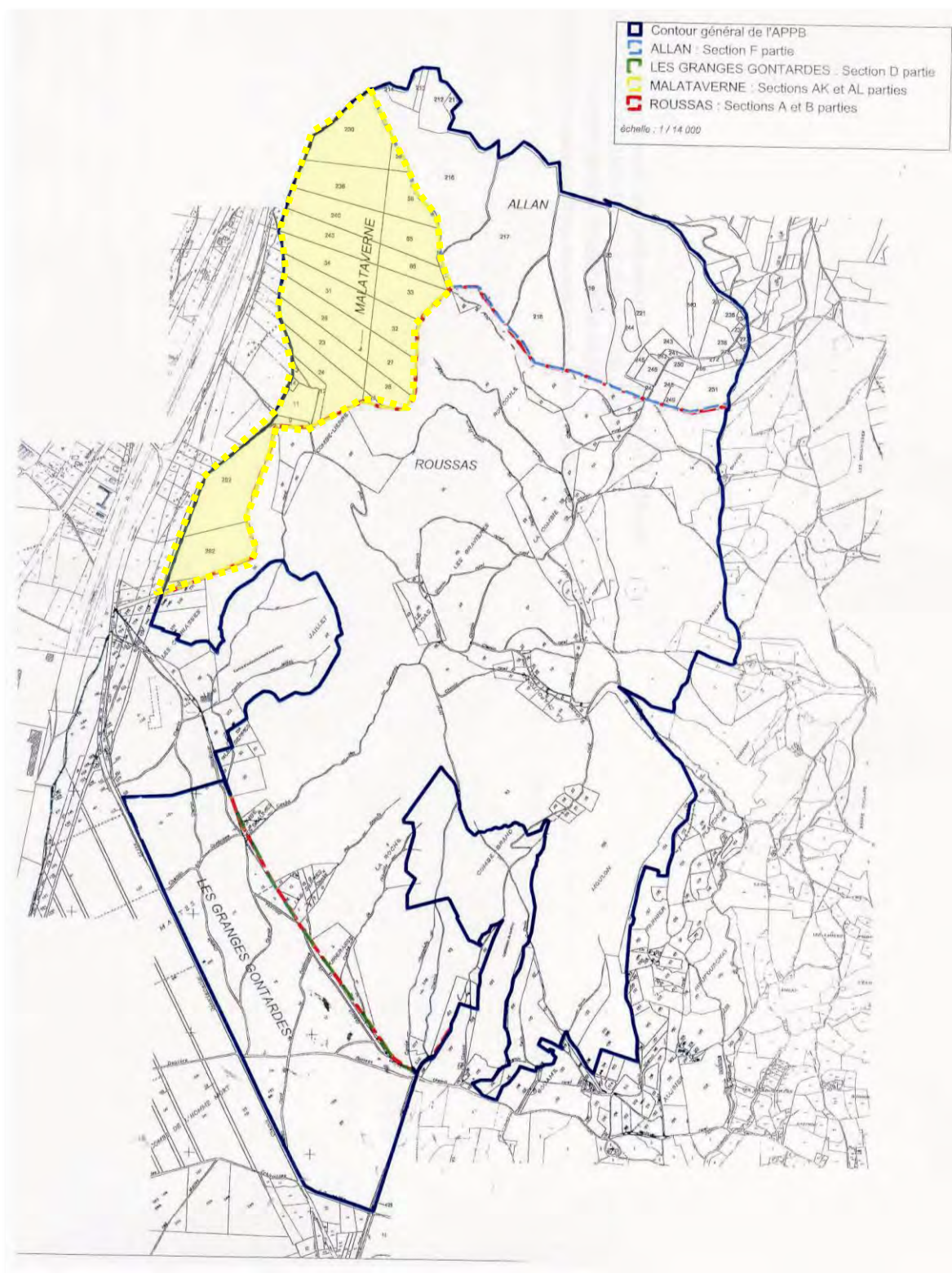
Les mesures de protection concernent notamment :

- l'interdiction de modifier la topographie de la zone par des terrassements ou exploitations de matériaux du sous-sol ;
- le défrichement, la transformation des formations végétales existantes, le retournement des pelouses sèches, la fertilisation ou l'épandage, l'emploi de pesticides, ...
- etc.

Par dérogation, certaines activités sont autorisées : activités pastorales et forestières, terrassements destinés à la construction de sièges agricoles, etc.

La carte page suivante localise l'emprise de l'arrêté de biotope.

Périmètre de l'arrêté de biotope dit de Roussas



Source : DIREN Rhône-Alpes

A noter également que l'arrêté de biotope du 'Robinet de Donzère' se situe à proximité de la commune de Malataverne (limite ouest du territoire communal).

2.3 Les zones humides et les pelouses sèches

Les zones humides

Les zones humides sont définies par la loi du 3 janvier 1992 (« loi sur l'eau ») comme des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Ces zones, formant des espaces de transition entre la terre et l'eau, présentent une forte potentialité biologique. Elles sont parmi les milieux naturels les plus riches : elles fournissent l'eau et les aliments à d'innombrables espèces de plantes et d'animaux et jouent un rôle important en matière de régulation hydraulique et d'autoépuration. Il peut s'agir de marais, étangs, forêt de fond de vallée, annexes de cours d'eau, etc. Pourtant, deux-tiers des zones humides ont disparu en France depuis le début du 20^e siècle, dont la moitié depuis 1960, essentiellement dû aux activités humaines. Les fonctionnalités des zones humides sont désormais reconnues et elles sont depuis peu au cœur des nouvelles orientations en matière de gestion de la ressource en eau et de la préservation de la biodiversité.

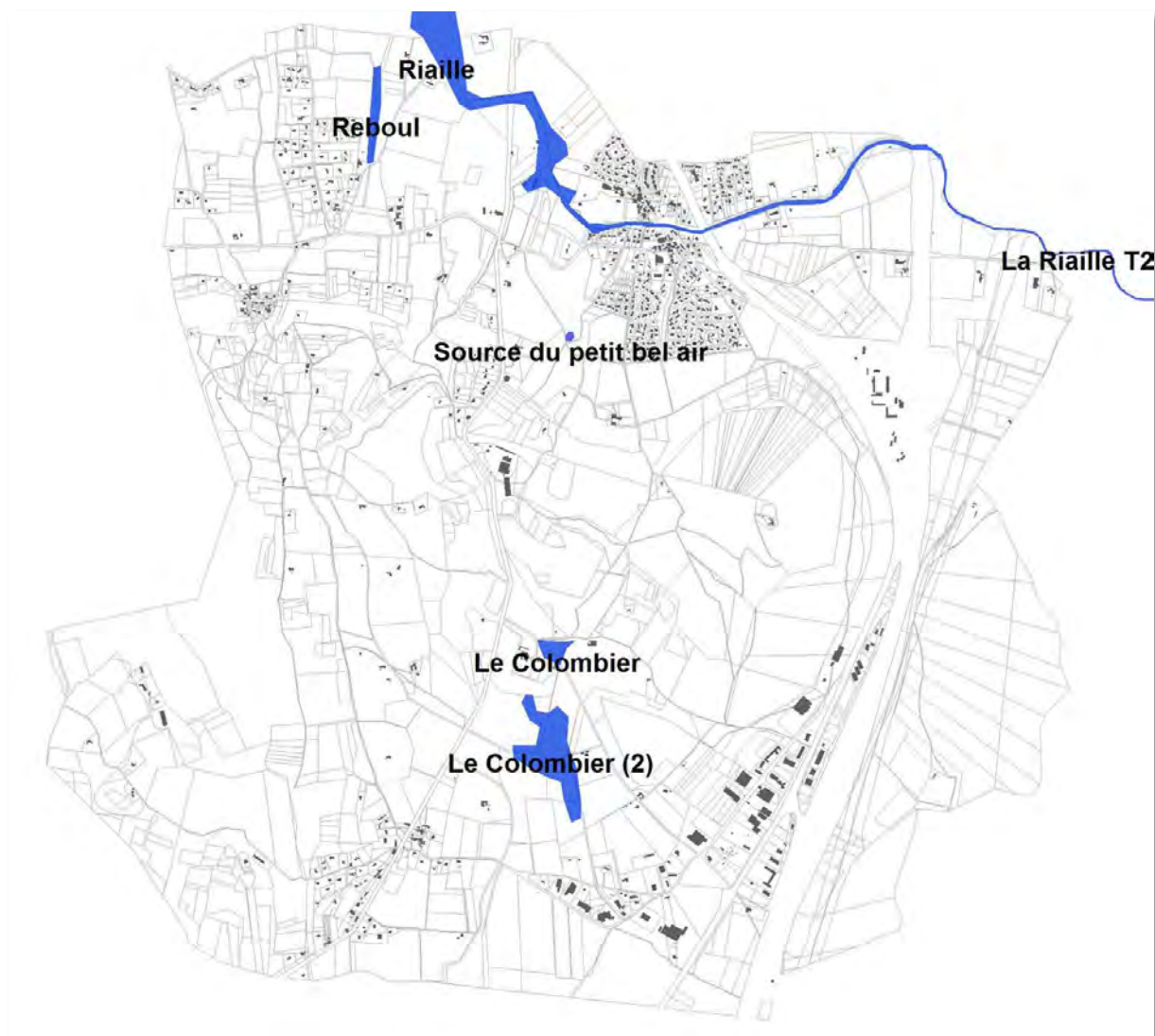
Les orientations fondamentales du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée & Corse visent à « Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides » (OF 6-B). Pour cela, le SDAGE préconise de :

- ✓ maintenir la surface en zones humides à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée ;
- ✓ ne pas dégrader les zones humides et leur bassin d'alimentation, y compris celles de petite taille n'ayant pas forcément fait l'objet d'inventaire, et/ou sans statut de protection réglementaire.

Six zones humides ont été identifiées et recensées par la DREAL Rhône-Alpes (Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement) :

- la « **Source du petit bel air** » (0,15 ha) a été identifiée sur la base de critères hydrologiques (balancement des eaux, crues, zones d'inondation, fluctuation de la nappe). Sa fonction hydrobiologique correspond à un soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes phréatiques; émergence des nappes phréatiques; recharge et protection des nappes phréatiques). En terme de fonction biologique, il s'agit d'une zone liée à la reproduction.
- la « **Riaille** » (27 ha) a été identifiée notamment sur la base de critères hydrologiques et de la végétation hygrophile. Sa fonction hydrobiologique correspond à une expansion naturelle des crues (contrôle des crues; écrêtement des crues; stockage des eaux de crues; prévention des inondations). En terme de fonction biologique, il s'agit d'une zone liée à la reproduction.
- la « **Riaille T2** » (8,8 ha) : le tronçon a été délimité d'après la présence d'une végétation hygrophile tout en tenant compte du critère hydrologie. Sa fonction hydrobiologique est identique à celle de la Riaille (cf. § ci-dessus) et sa fonction biologique se caractérise par un habitat pour les populations animales ou végétales.
- la zone humide « **Reboul** » (2 ha) a été identifiée sur la base de la végétation hygrophile et correspond à une mare en cours de fermeture. Elle n'a pas de fonction hydrobiologique. En terme de fonction biologique, il s'agit d'une zone caractérisée par un habitat pour les populations animales ou végétales.
- le « **Colombier** » (1,15 ha) a été identifié sur la base de ses caractéristiques de prairie humide (formations à grandes laïches) liée à la présence d'une résurgence qui s'écoule en surface en direction de l'auberge du Colombier.
- le « **Colombier 2** » (8,15 ha) a été identifié sur la base de la végétation hygrophile et correspond à une mare en cours de fermeture. Elle se caractérise par une fonction hydrobiologique de régulation hydraulique. En terme de fonction biologique, il s'agit d'une zone caractérisée par un habitat pour les populations animales ou végétales.

Carte des zones humides



Source : Ad hoc Aménagement, d'après les données SIG de la DREAL Rhône-Alpes

Les pelouses sèches

Les pelouses sont des formations végétales composées en majorité de plantes herbacées vivaces, formant un tapis plus ou moins ouvert sur un sol peu épais, pauvre en éléments nutritifs, subissant un éclaircissement intense et une période de sécheresse. On y trouve aussi, dans une moindre mesure, des espèces annuelles, des plantes bulbeuses, des mousses, des lichens et des petits ligneux (au-delà de 75 % de ligneux, c'est une lande ou une fruticée). Peu productives, les pelouses ne sont pas ou peu intensifiées, ce qui les différencie des prairies. Cette définition des pelouses recouvre une grande diversité de physionomies.

La plupart des pelouses sèches ont été créées par l'homme et sont issues du défrichement ancien des forêts primitives. Bien que de maigre rapport, ces surfaces faisaient l'objet d'une surveillance et d'un entretien constant : cueillette et entretien manuel régulier. Surtout, le pâturage par les troupeaux domestiques a joué un rôle clé dans la genèse et le maintien de ces milieux. Les pelouses sèches sont donc fortement liées à l'histoire car fruits d'une activité traditionnelle où culture et élevage sont indissociables.

La valeur patrimoniale des pelouses en elles-mêmes est très élevée - certains groupements végétaux sont rarissimes - et de nombreuses espèces, animales et végétales, qu'elles hébergent sont remarquables. Leur rôle dans le maintien de la biodiversité est très fort. À titre d'exemple, 12 % de la flore remarquable sont liés aux pelouses sèches sur le territoire d'agrément du Conservatoire botanique national alpin (Ain, Drôme, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence), 35 % avec les milieux associés (garrigue, lisière). Les pelouses sèches accueillent 30 % des espèces protégées en France (26 % des plantes protégées).

Source : les cahiers techniques du CREN Rhône-Alpes

Carte des pelouses sèches



Source : Ad hoc Aménagement, d'après les données SIG du Conseil général de la Drôme

Les pelouses sèches font, pour certaines, partie de périmètres de protection (arrêté de biotope, ZNIEFF de Montchamp, etc.). A ce titre, leur préservation est de fait prise en compte. Pour les autres, un zonage spécifique devra s'appliquer, excepté sur les rares secteurs où l'urbanisation est d'ores et déjà très avancée et les pelouses sèches limitées.

3 - Les corridors écologiques

Un corridor écologique est un espace offrant des possibilités d'échanges entre les réservoirs ou les continuums.

Sur la commune, les principaux **réservoirs naturels** sont :

- la ZNIEFF de type 1 de Montchamp
- les secteurs relevant des arrêtés de biotope
- les zones humides
- les pelouses sèches

Il s'agit de corridors terrestres qui se situent principalement au niveau des boisements et des réseaux de haies qui permettent le passage de la petite et de la grande faune.

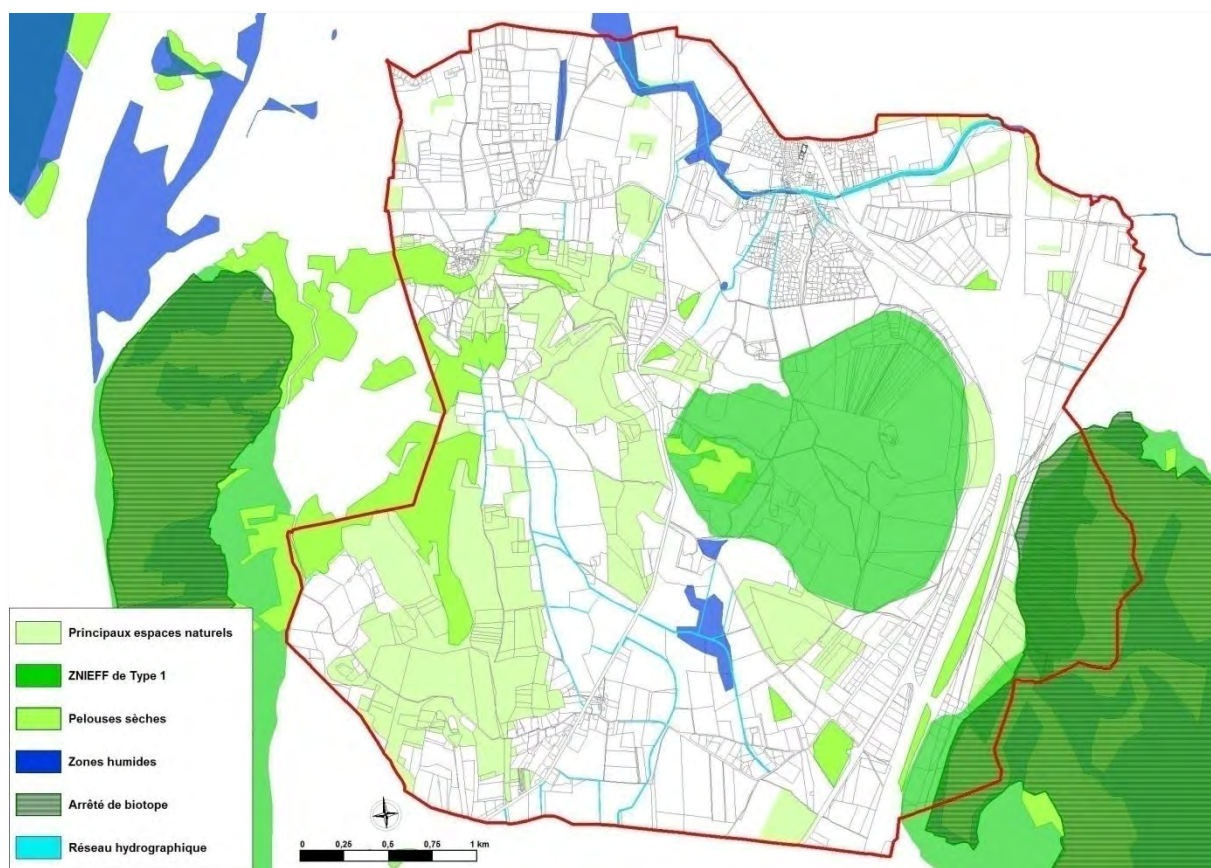
Les principales **continuités naturelles** sont :

- la Riaille
- les cours d'eau secondaires / fossés

Il s'agit de corridors aquatiques qui se situent au niveau des cours d'eau et des zones et qui permettent le déplacement des espèces aquatiques, mais également des espèces terrestres liées au milieu aquatique.

La carte suivante présente les principaux réservoirs et les principales continuités.

Carte des principaux réservoirs et continuums

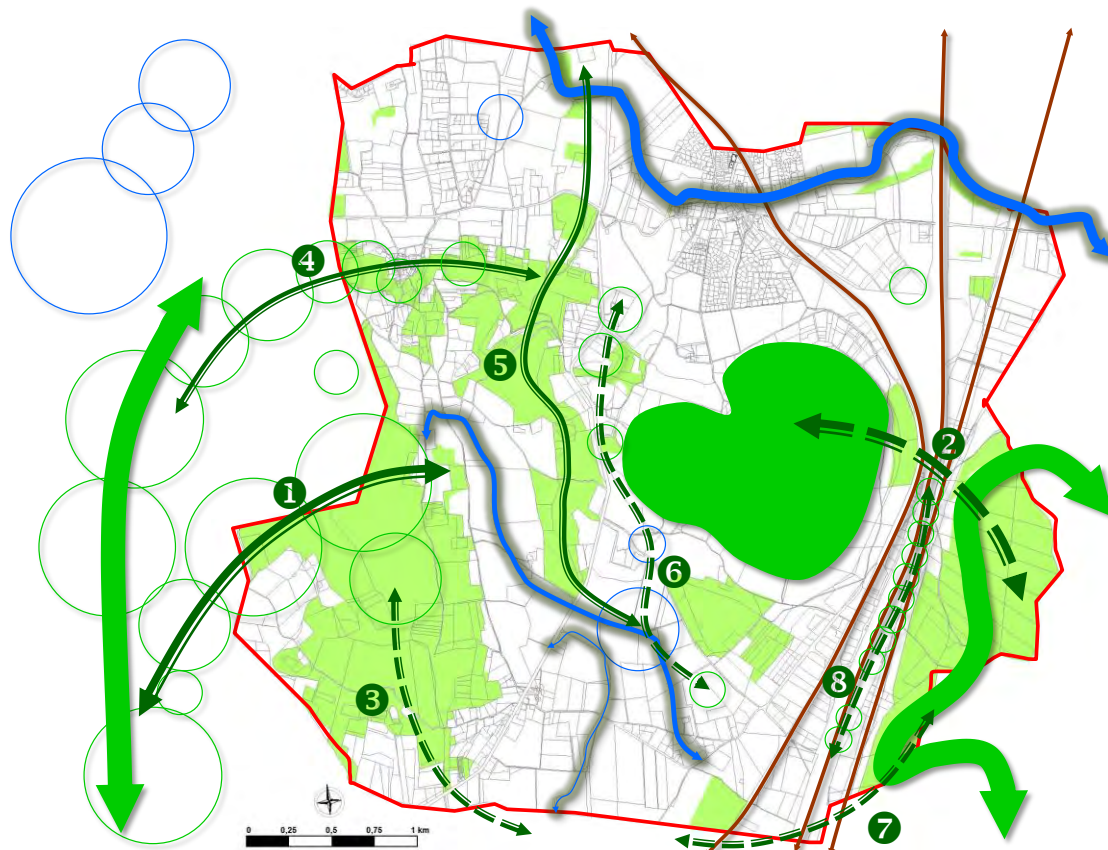


Source : Ad hoc Aménagement

Au-delà des corridors majeurs identifiés, la commune est concernée en outre par d'autres corridors terrestres ainsi que par des corridors aériens qui permettent le déplacement de la faune, des oiseaux, des insectes et des chauves-souris. Ils constituent un maillon sensible des réseaux écologiques et sont numérotés de ① à ⑧ sur la carte ci-dessous.

La carte ci-après présente en outre la **synthèse des principaux corridors écologiques**.

Carte de synthèse des principaux corridors écologiques



Source : Ad hoc Aménagement.

Légende

SITE ECOLOGIQUE MAJEUR FORMANT DES CORRIDORS ECOLOGIQUES



SENSIBILITE ECOLOGIQUE

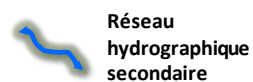


EFFETS DE COUPURE



AUTRES CORRIDORS ECOLOGIQUES

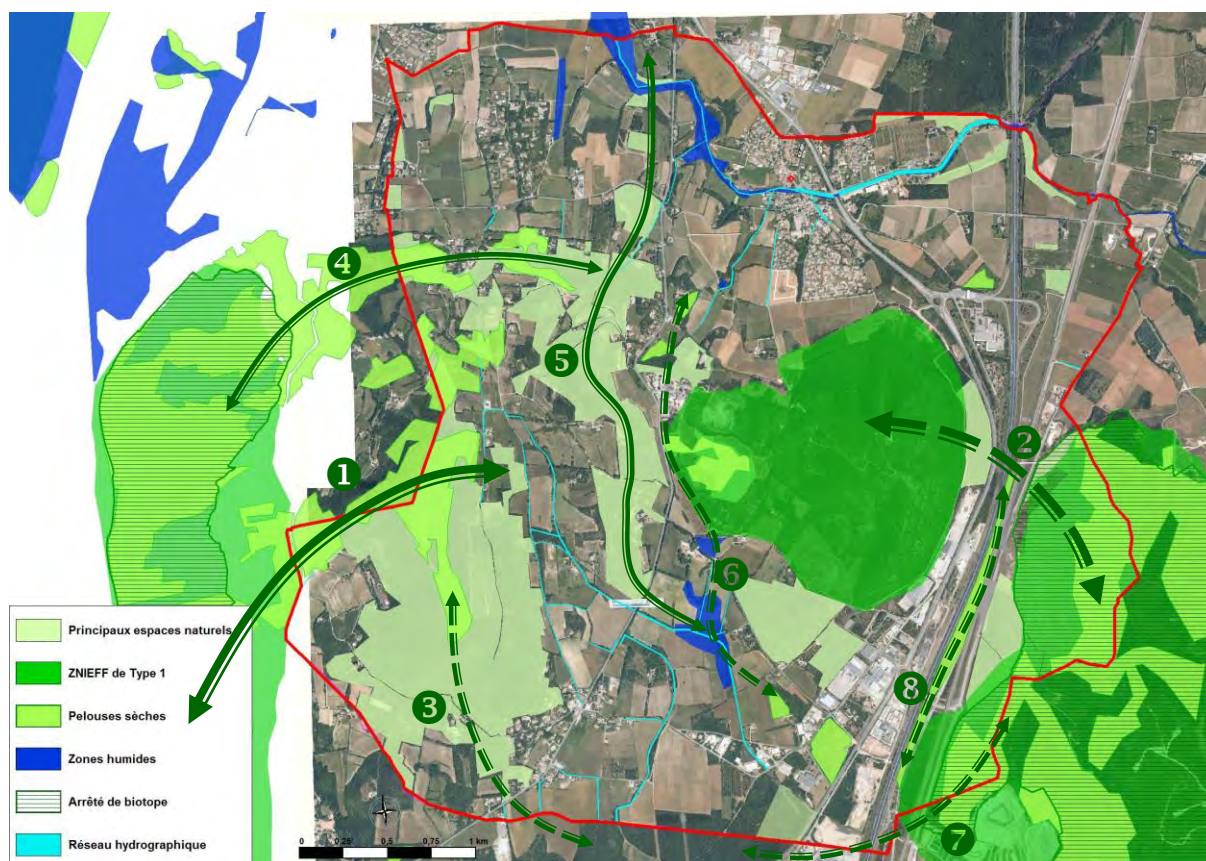
Principaux	Secondaires	
		Continus
		Discontinus



Caractéristiques des corridors n° ① à ⑧

N° du corridor	Enjeux
①	Continuité naturelle majeure et continue entre le Robinet de Donzère et le massif du Navon, marquée notamment par la présence de nombreuses pelouses sèches
②	Continuum majeur mais discontinu entre deux des plus importants réservoirs naturels (colline de Montchamp et massif de Roucoule). Les échanges (faune) sont perturbés par la discontinuité (environ 350 m entre les deux réservoirs) liée au passage des grandes infrastructures (N7, A7 et LGV). On observe cependant la présence d'espaces naturels intermédiaires, tels que des pelouses sèches (entre l'A7 et la LGV) susceptibles de favoriser certains types d'échanges
③	Corridor naturel secondaire et discontinu entre le massif du Navon et, plus au sud, une formation boisée située (limite nord de Donzère). La discontinuité résulte du passage de la D844 et de la présence d'habitat (quartier des Joannins)
④	Présence de nombreuses pelouses sèches au-delà de la limite nord de l'arrêté de biotope du Robinet de Donzère, formant un continuum secondaire mais continu jusqu'au corridor n° ⑤
⑤	Ce continuum secondaire mais continu ne s'appuie pas sur des espaces naturels remarquables, mais forme une continuité à dominante boisée, depuis la Riaille jusqu'à la zone humide du Colombier
⑥	Corridor secondaire et discontinu formé par un chapelet d'espaces naturels présentant un intérêt écologique : pelouses sèches, la lisière boisée de la colline de Montchamp, zone humide du Colombier, etc.
⑦	Corridor secondaire et très discontinu entre le massif de Roucoule et l'espace boisé à la limite avec la commune de Donzère. Malgré la présence de coupures liées au passage des grandes infrastructures, la proximité entre ces deux sites (env. 450 m) peuvent favoriser certains types d'échanges
⑧	Corridor secondaire et très discontinu formé par la présence (interrompue) de pelouses sèches. L'espace concerné est de type linéaire car il se situe entre l'A7 et la LGV.

Carte des corridors écologiques n° ① à ⑧



2 – Les risques

2.1 – Les risques naturels

2.1.1 Le risque naturel d'inondation

La connaissance du risque inondation

La plus importante crue connue sur la commune de Malataverne au cours des cinquante dernières années est celle du 11 octobre 1988. La Riaille a causé de nombreux dégâts dans sa traversée du village. Le lit mineur, alors peu large, a débordé à l'aval de l'ouvrage autoroutier. Plus à l'aval, la présence de nombreux embâcles sous le pont de la RD 206 ont provoqué des débordements qui ont touché plusieurs maisons en rive droite et fragilisé les fondations de bâtiments situés en rive gauche (le bâtiment de la Poste). La crue la plus récente recensée est de 1993 mais elle s'est avérée beaucoup moins dramatique que celle de 1988. Plusieurs études ont été conduites par le passé pour définir l'emprise de la zone inondable de la Riaille, et notamment : le schéma d'aménagement de la Riaille (CEREC ; 1990) et l'étude du franchissement de la Riaille (BCEOM ; 1995). Le principe retenu jusqu'à présent consistait à interdire dans le PLU toute construction nouvelle dans l'emprise des zones inondables identifiées. L'Etat a conduit très récemment une étude de l'aléa inondation de la Riaille et de ses affluents. Cette étude, réalisée par Géo Plus Environnement (mars 2012), s'inscrit dans le cadre du volet inondation du Plan Rhône. Il s'agissait d'approfondir la connaissance de l'aléa d'inondation sur le bassin versant de la Riaille, situé sur les communes d'Allan, Malataverne et Châteauneuf-du-Rhône. L'étude s'est articulée autour des axes suivants :

- ✓ une étude hydrologique du bassin versant de la Riaille ;
- ✓ une description des travaux topographiques réalisés ;
- ✓ une étude hydraulique basée sur une modélisation hydraulique du cours d'eau pour une crue centennale et/ou des crues historiques permettant d'identifier les différentes zones d'aléas inondation ;
- ✓ une étude hydrogéomorphologique réalisée sur le reste du cours d'eau où les enjeux sont moins importants.

La cartographie de l'aléa d'inondation sur le bassin versant de la Riaille

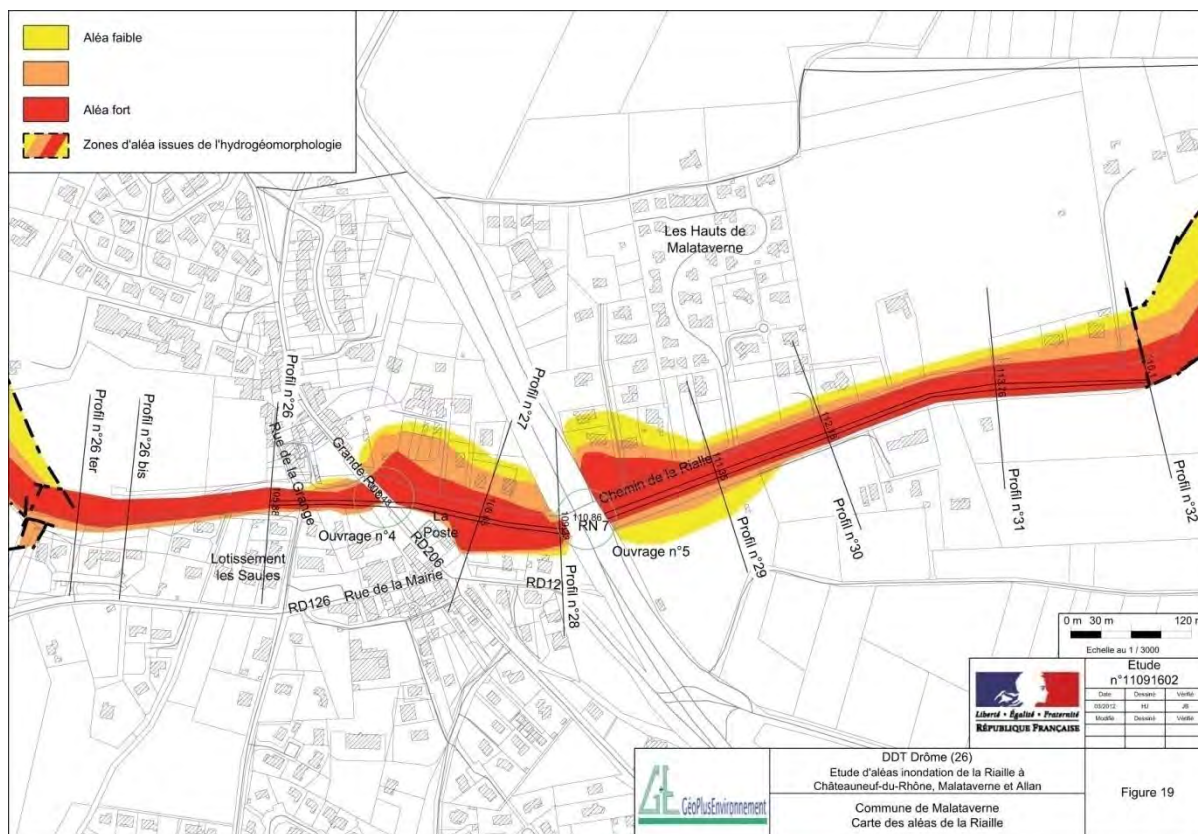
L'aléa se définit comme "un phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données". Une partie de l'aléa d'inondation sur le bassin versant de la Riaille a été cartographiée à partir d'une modélisation (étude Géo Plus Environnement - mars 2012). Les paramètres retenus comme susceptibles de pouvoir caractériser le niveau d'aléa inondation sont la hauteur d'écoulement par rapport au terrain naturel et la vitesse de l'écoulement, selon la grille ci-contre (Source : Géo Plus Environnement - mars 2012).

		Vitesse d'écoulement v en m/s		
		$v < 0,2$	$0,2 \leq v < 0,5$	$v \geq 0,5$
Hauteur d'eau h en m	$h < 0,5$	aléa faible	aléa moyen	aléa fort
	$0,5 \leq h < 1$	aléa moyen	aléa fort	aléa fort
	$h \geq 1$	aléa fort	aléa fort	aléa fort

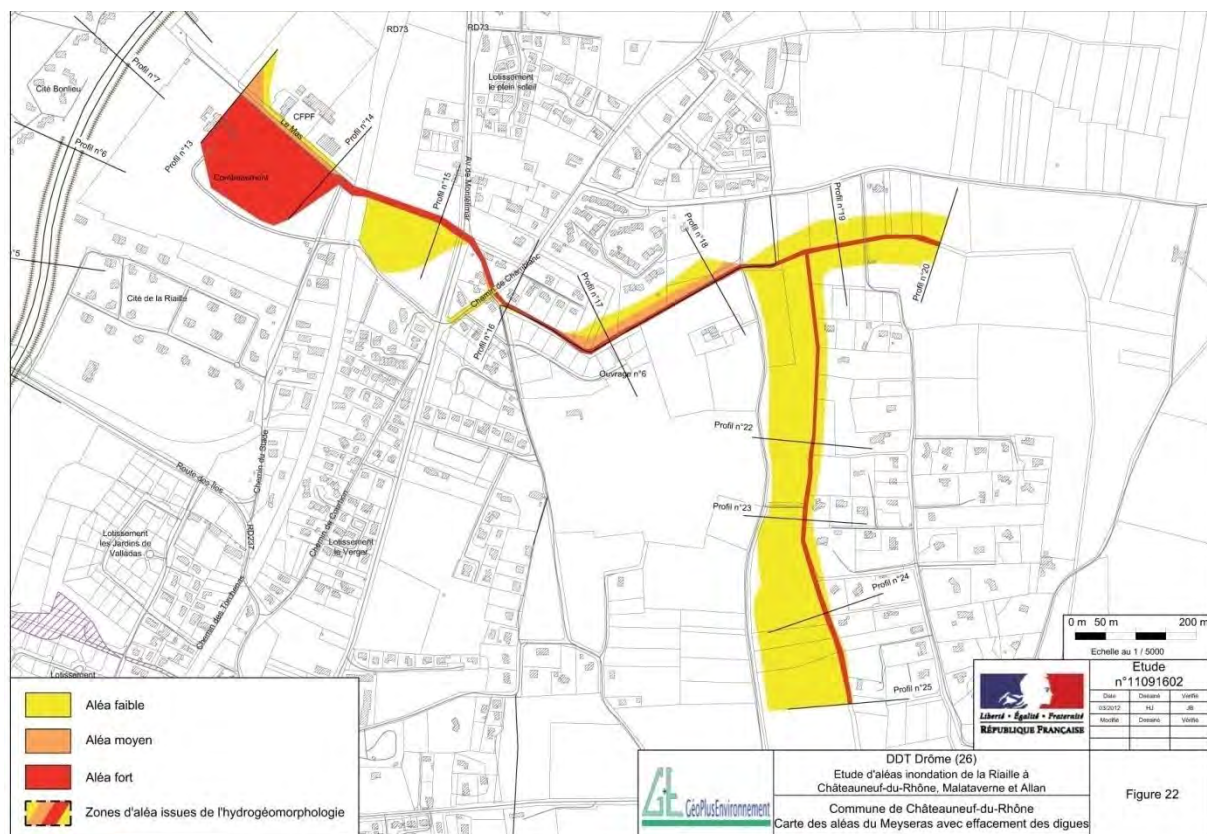
Une autre partie de l'aléa d'inondation a été cartographiée selon une approche hydrogéomorphologique (étude Géo Plus Environnement - mars 2012). Les différents phénomènes d'aléa sont définis suivant trois classes distinctes représentant trois unités géomorphologiques bien marquées par des talus :

- aléa fort : symbolisé par le lit mineur qui est délimité par des berges abruptes, plus ou moins élevées et continues comprenant le lit d'étiage repéré par des sinuosités,
- aléa moyen : symbolisé par le lit moyen séparé du lit mineur par un bourrelet de berge et couvert d'une végétation plus ou moins hygrophile (ripisylve...) caractérisée par une forte rugosité et une variation granulométrique. L'enveloppe de cette zone correspond la plupart du temps à une enveloppe de crue plus ou moins récurrente (période de retour comprise entre 2 et 10 ans),
- aléa faible : symbolisé par le lit majeur, repéré par une végétation moins hygrophile (peupliers, saules,...) et couvert d'alluvions fines (argiles, limons).

Carte de l'aléa inondation issue de la modélisation – secteur du Village

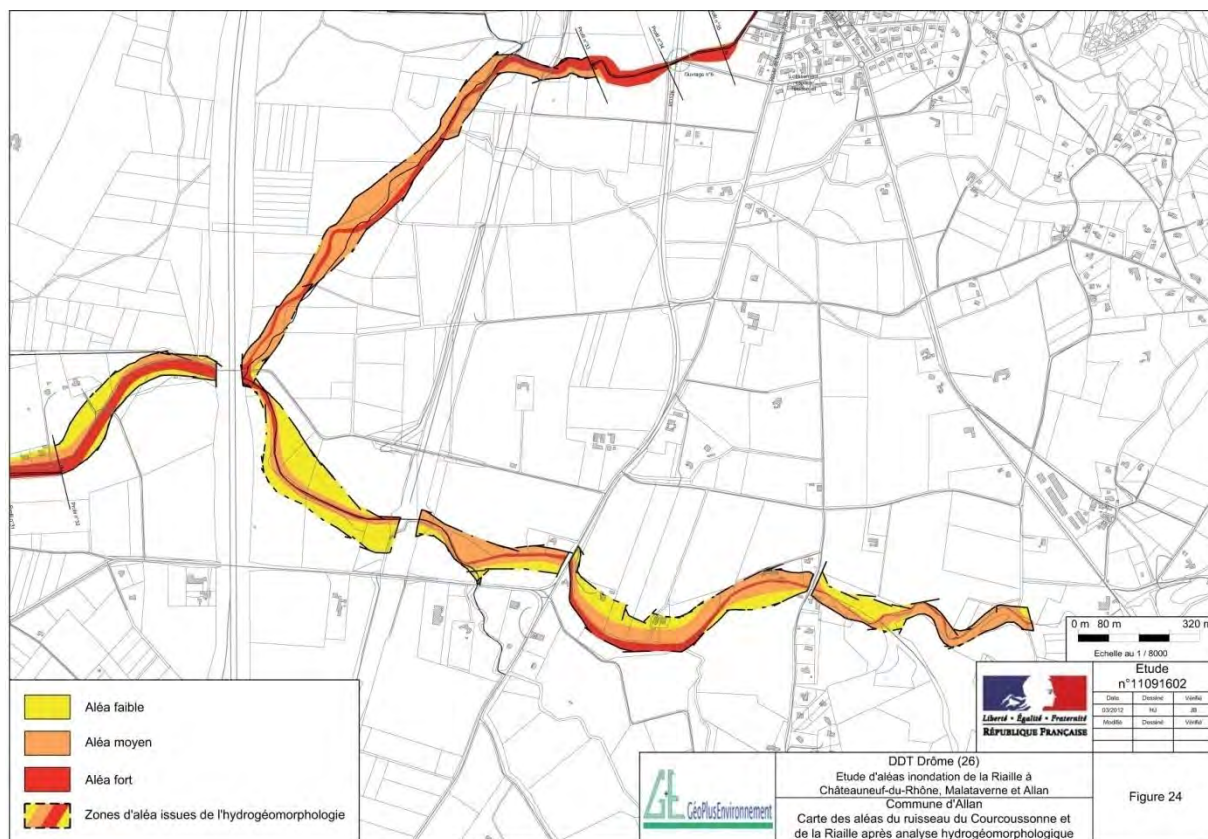


Carte de l'aléa inondation issue de la modélisation – secteur de Tourvieille

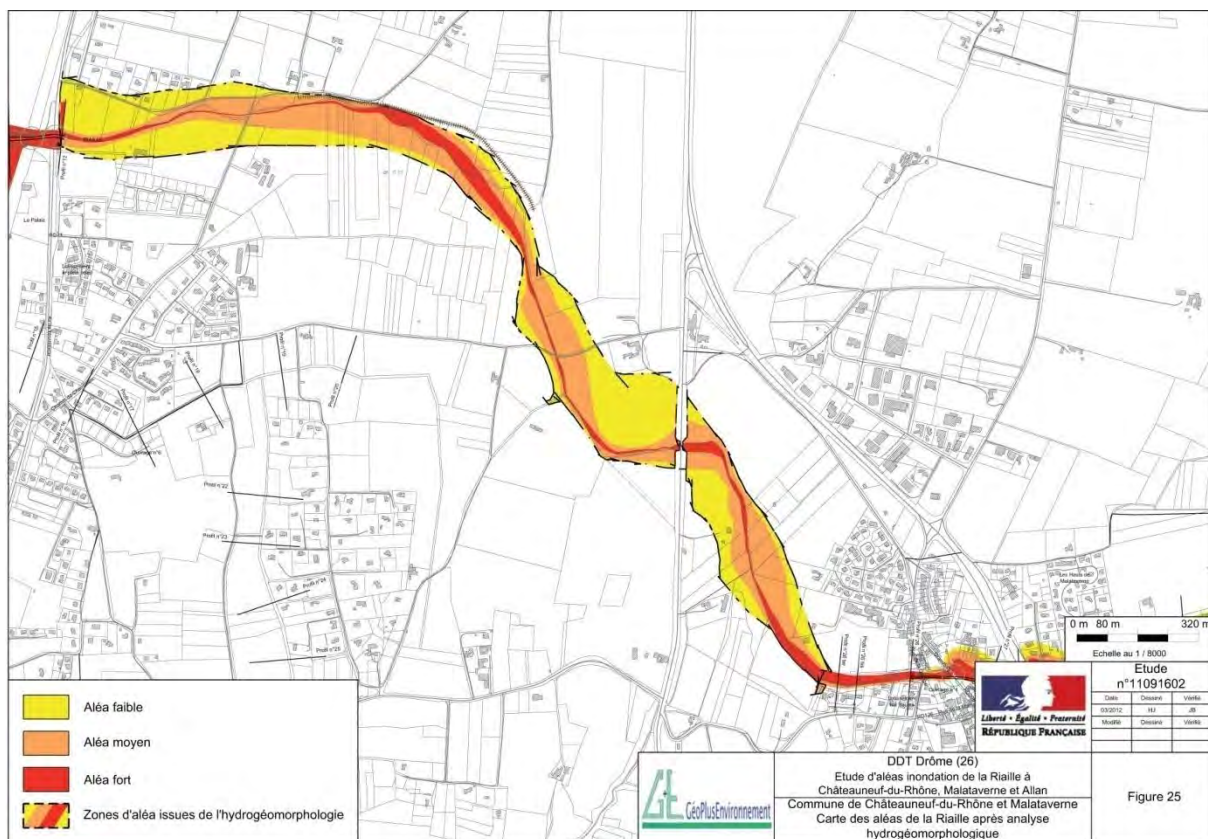


Source : Géo Plus Environnement - mars 2012

Carte de l'aléa inondation issue de l'approche hydrogéomorphologique – Secteur Est de la commune



Carte de l'aléa inondation issue de l'approche hydrogéomorphologique – Secteur Ouest de la commune



Source : Géo Plus Environnement - mars 2012

2.1.2 Le risque naturel feux de forêt

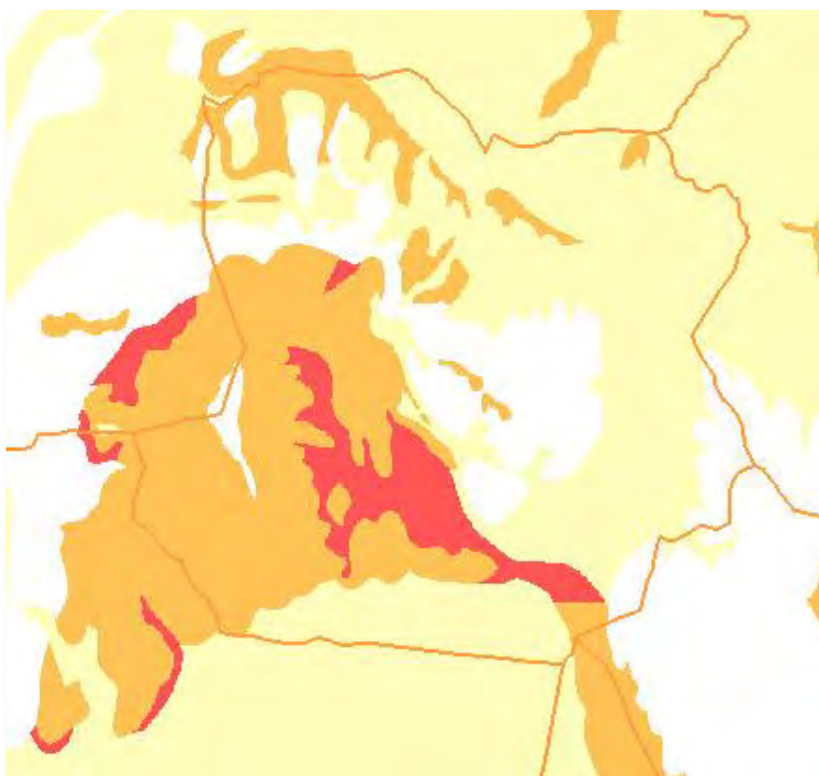
Les enjeux concernés par la défense des forêts contre l'incendie (DFCI) sont multiples. La préservation d'un milieu naturel riche d'un fort potentiel environnemental dont l'intérêt économique se trouve renforcé par le développement prévisible de l'utilisation du bois dans le cadre des politiques de gestion durable, constitue l'objectif prioritaire des missions mises en œuvre par le ministère chargé des forêts et la Direction Départementale des Territoires. Les moyens mis en œuvre participent en outre tout naturellement à la protection des personnes et des biens.

La politique de prévention du risque incendie de forêts relève, au même titre que la politique forestière nationale, de la compétence de l'Etat. Pilotée au niveau départemental par la DDAF sous l'autorité du Préfet, celle-ci repose sur un partenariat fort, les collectivités locales, le service départemental d'incendies et de secours et l'office national des forêts.

La mise en œuvre du plan départemental est déclinée territorialement par l'élaboration de plans de protection des forêts contre les incendies à l'échelle des massifs, des cantons ou des établissements publics de coopération intercommunale.

Il n'existe pas sur la commune de Plan de prévention du risque feux de forêts, mais des dispositions doivent être prises en compte dans l'élaboration du document d'urbanisme.

2.1.3 L'aléa retrait – gonflement des argiles

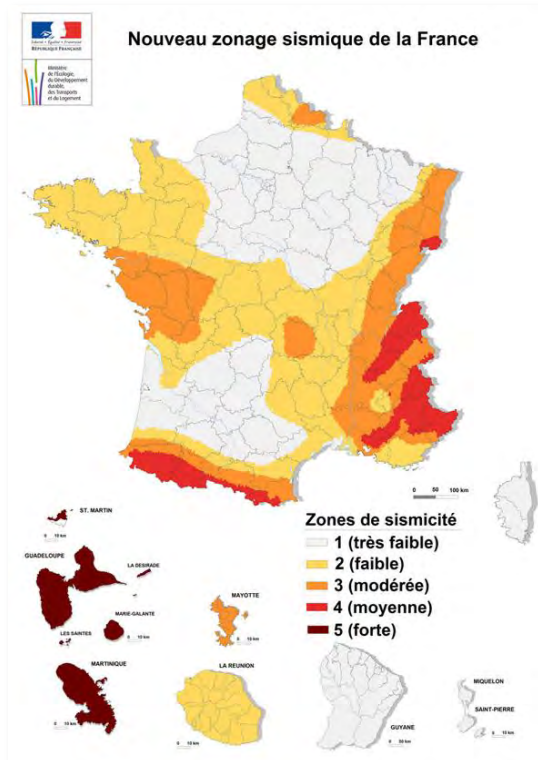


Le phénomène de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses affleurantes provoquent des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. Le risque de retrait – gonflement des argiles a été cartographié sur la commune (carte ci-contre).

Ce risque n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme mais nécessite la mise en œuvre de règles constructives.

Source : www.argiles.fr (BRGM)

2.1.4 Séisme (zone de sismicité : 3)



Le nouveau zonage sismique de la France en vigueur à partir du 1er mai 2011. Les avancées scientifiques et l'arrivée du nouveau code européen de construction parasismique - l'Eurocode 8 (EC8) - ont rendu nécessaire la révision du zonage sismique de 1991. Ce contexte a conduit à déduire le zonage sismique de la France non plus d'une approche déterministe mais d'un calcul probabiliste (calcul de la probabilité qu'un mouvement sismique donné se produise au moins une fois en un endroit et une période de temps donné), la période de retour préconisée par les EC8 étant de 475 ans. Cette étude probabiliste se fonde sur l'ensemble de la sismicité connue (à partir de la magnitude 3,5 – 4), la période de retour de la sismicité (soit le nombre de séismes par an), le zonage sismotectonique, c'est-à-dire un découpage en zones sources où la sismicité est considérée comme homogène.

Le nouveau zonage a ainsi bénéficié de l'amélioration de la connaissance de la sismicité historique et des nouvelles données de sismicité instrumentale et historique depuis 1984. Pour rappel, le zonage de 1991 se fondait sur des données sismologiques antérieures à 1984. A l'issue de cette étude

probabiliste, une nouvelle carte nationale de l'aléa sismique a été publiée par le ministère en charge de l'écologie le 21 novembre 2005. La révision du zonage réglementaire pour l'application des règles techniques de construction parasismique s'est appuyée sur cette dernière.

Le zonage sismique français en vigueur à compter du 1er mai 2011 est défini dans les décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010, codifiés dans les articles R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du Code de l'Environnement. Ce zonage, reposant sur une analyse probabiliste de l'aléa, divise la France en 5 zones de sismicité:

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.

Malataverne est ainsi concernée par un aléa de type 3, zone de sismicité modérée. Ce classement entraîne donc l'application de règles de construction parasismique prévues dans le décret n°2012-1254 du 22 octobre 2010 et l'arrêté du 22 octobre 2010. Cette réglementation s'applique aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières, dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5. Les règles de construction parasismique sont des dispositions constructives dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages.

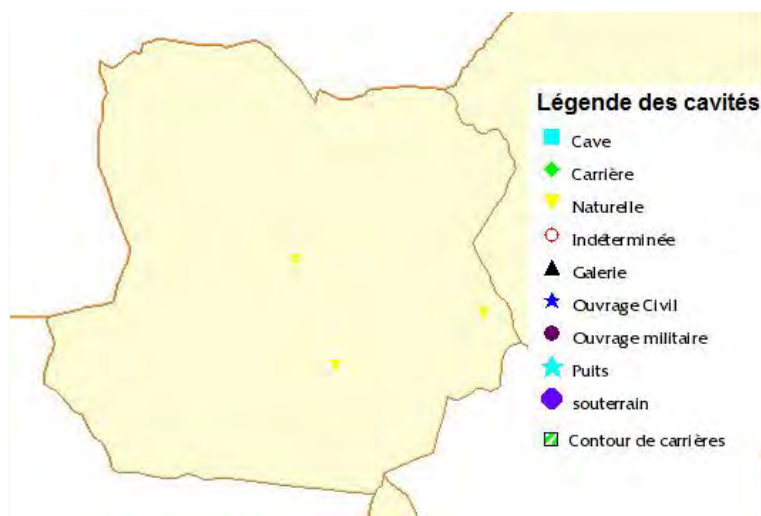
2.1.5 Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations et coulées de boue	01/07/1988	01/07/1988	20/04/1989	13/05/1989
Inondations et coulées de boue	09/10/1988	12/10/1988	08/12/1988	15/12/1988
Inondations et coulées de boue	30/09/1993	01/10/1993	11/10/1993	12/10/1993
Inondations et coulées de boue	08/09/2002	09/09/2002	19/09/2002	20/09/2002
Inondations et coulées de boue	14/11/2002	16/11/2002	23/01/2003	07/02/2003

La commune est principalement concernée par des phénomènes d'inondation (et de coulées de boue)
→ voir le § 2.1.1.

2.1.6 Autres données à prendre en compte

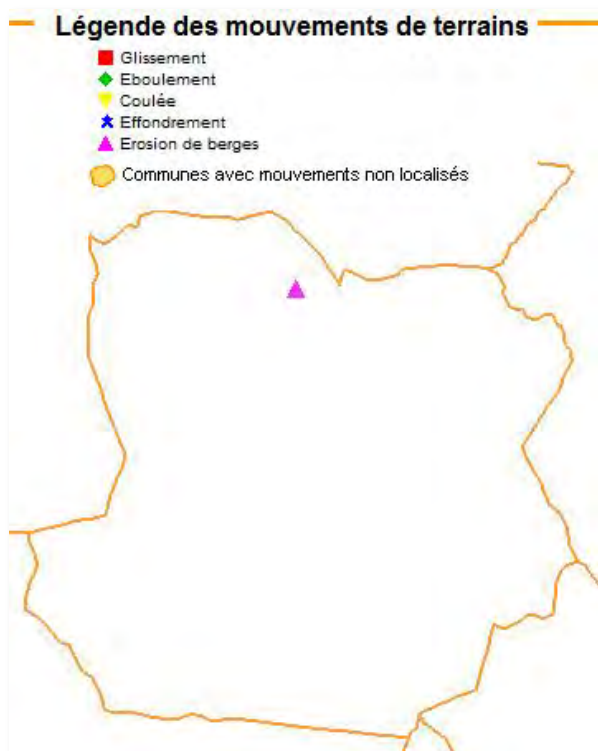
Les cavités souterraines



Un inventaire des cavités souterraines abandonnées a été réalisé pour le département de la Drôme.

Trois cavités naturelles ont été identifiées sur la commune.

Les mouvements de terrain



Un inventaire des glissements de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue... a été réalisé pour le département de la Drôme. Un seul événement a été localisé à Malataverne (érosion de berge).

2.1.7 La qualité de l'air

La qualité de l'air est étroitement liée aux substances présentes naturellement ou introduites par les activités humaines dans l'atmosphère. La pollution liée aux activités humaines est principalement concentrée dans les zones urbanisées, à la périphérie des villes ou à proximité des zones industrielles. Les activités humaines les plus significatives dans la contribution à la pollution de l'air sont le transport, l'industrie, les activités urbaines et l'agriculture. Malataverne est principalement concernée par la problématique du passage des grandes infrastructures.

Il convient également de souligner la problématique des plantes allergogènes, et notamment de la lutte contre l'ambrosie. A ce titre l'arrêté préfectoral n° 01-1903 du 18 mai 2001 prescrit la destruction obligatoire de l'ambrosie afin de juguler la prolifération de l'ambrosie et de réduire l'exposition de la population à son pollen.

2.2 Les risques technologiques

2.2 1 Les ICPE

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) correspondent à des établissements susceptibles de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains. Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :

- ✓ Déclaration : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire ;
- ✓ Autorisation : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque.

Quatre établissements de la commune sont soumis à la réglementation sur les installations classées (régime de l'autorisation), implantées sur le territoire communal.

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime Seveso
BIERON C.E.P.A.	26780	MALATAVERNE	Non-Seveso
GARAGE REYNIER	26780	MALATAVERNE	Non-Seveso
REYNIES Claude Garage	26780	MALATAVERNE	Non-Seveso
VPI Vicat Produits Industriels ex SATMA	26780	MALATAVERNE	Non-Seveso

2.2 2 Le risque nucléaire

Malgré la proximité avec les centrales de Cruas et du Tricastin, Malataverne n'est pas directement concernée par le Plan particulier d'intervention.

PARTIE 3

EXPOSE DES CHOIX D'AMENAGEMENT

1 – Les scénarios d'aménagement et de développement durables

1.1 - Le scénario démographique : quel développement démographique à l'horizon 2025 ?

1.1.1 Le principe de croissance

Le diagnostic démographique a mis en avant le principe de seuil d'équilibre, c'est-à-dire le nombre de logements à construire dans l'hypothèse d'une stabilité démographique. Cette hypothèse a permis notamment d'illustrer le phénomène de desserrement (ou décohabitation) des ménages. La commune de Malataverne a, depuis 1968, toujours connu une croissance démographique positive et souhaite s'inscrire dans la poursuite de cette dynamique de croissance. L'hypothèse du seuil d'équilibre ne fait donc pas partie des scénarios d'évolution démographique.

La formulation des scénarios s'appuie sur le **principe général d'une croissance démographique**. Plusieurs scénarios ont été formulés : une croissance modérée (scénario n°1 : +1% par an), une croissance soutenue (scénario n°2 : +2% par an) et une croissance très soutenue (scénario n°3 : +3% par an).

1.1.2 Les chiffres clés sur lesquels reposent les scénarios

Chaque scénario est établi à l'horizon 2025 et repose sur les éléments suivants :

- **Hypothèses sur le taux de croissance annuel**
 - ❖ Un taux de croissance annuel de 1%
 - ❖ Un taux de croissance annuel de 2%
 - ❖ Un taux de croissance annuel de 3%
- **Hypothèse sur le desserrement des ménages**

Si à long terme la diminution du nombre de personnes par ménage suivait l'évolution constatée entre 1999 et 2007, on peut se baser par extrapolation sur une diminution de 0,6% par an. Soit une taille moyenne des ménages en 2025 de 2,45 personnes.
- **Hypothèse sur les résidences secondaires**

L'hypothèse formulée est celle d'une baisse de la part des résidences secondaires dans le parc de logements. Il est fait l'hypothèse d'un taux de 1,5 % (contre 2,8% en 2008) ;
- **Hypothèse sur les logements vacants**

L'hypothèse formulée est celle d'une baisse du taux de vacance par rapport à son niveau actuel de 5,9%. Un taux plus volontaire de 4,5% est retenu ;
- **Hypothèse sur le renouvellement**

Le renouvellement du parc correspond à la disparition lente mais réelle du parc de logement ancien (constructions antérieures à 1949). Etant donnée la faible part du nombre de logements datant d'avant 1949, un taux indicatif de - 0,30% a été retenu, correspondant à une disparition lente mais réelle de ce parc.

1.1.3 Les scénarios

Scénario 1 : croissance modérée

Le scénario n°1 repose sur une croissance annuelle de l'ordre de 1%.

Taux de croissance	1,00%
Population en 2025	2107

Construction neuve 2010-2025	
Effet démographique	117
Desserrement	70
Variation RS+LV	16
Renouvellement	15
Besoin en logements	218

Soit environ 14,5 logements/an.

Scénario 2 : croissance soutenue

Le scénario n°2 repose sur une croissance annuelle de l'ordre de 2%.

Taux de croissance	2,00%
Population en 2025	2431

Construction neuve 2010-2025	
Effet démographique	251
Desserrement	70
Variation RS+LV	16
Renouvellement	15
Besoin en logements	352

Soit environ 23,5 logements/an.

Scénario 3 : croissance très soutenue

Le scénario n°3 repose sur une croissance annuelle de l'ordre de 3%.

Taux de croissance	3,00%
Population en 2025	2803

Construction neuve 2010-2025	
Effet démographique	404
Desserrement	70
Variation RS+LV	16
Renouvellement	15
Besoin en logements	506

Soit environ 34 logements/an.

1.1.4 L'orientation retenue par Malataverne

La nature de l'évolution souhaitée par la commune est intermédiaire entre les scénarios n°1 et 2. Le choix retenu est donc de **porter la croissance annuelle à +1,5%**, en lien avec le projet de territoire.

Taux de croissance	1,50%
Population en 2025	2263

Construction neuve 2010-2025	
Effet démographique	181
Desserrement	70
Variation RS+LV	16
Renouvellement	15
Besoin en logements	282

Soit environ 19 logements/an.

Parmi les critères retenus, la commune a pris en compte :

✓ **Le critère démographique**

La commune de Malataverne a connu depuis 40 ans une croissance par à-coups. L'objectif consiste à créer les conditions pour générer une évolution démographique régulière, lissée dans le temps et à suffisamment longue échéance. A ce titre, l'horizon retenu est 2025. La commune souhaite anticiper au maximum sur le développement potentiel de son territoire pour les 15 prochaines années. Le choix d'une croissance de 1,5% est cohérent par ailleurs par rapport à la moyenne observée à l'échelle départementale.

✓ **Le contexte géographique**

La commune tient compte dans ses objectifs de développement de sa situation géographique marquée à la fois par des accès et une desserte de très grande qualité (niveau local, départemental et régional) et de la qualité de son cadre de vie (espaces naturels remarquables, patrimoine bâti et paysager). Ces atouts sont favorables pour renforcer l'attractivité du territoire communal.

✓ **Le contexte économique**

Les atouts géographiques de Malataverne favorisent également la poursuite de la dynamique de développement économique.

✓ **Le contexte intercommunal**

Dans le cadre de la mise en œuvre à terme d'une structure intercommunale, Malataverne inscrit dès à présent sa capacité à prendre part dans la dynamique de projet.

1.2- Les scénarios d'aménagement et de développement dans l'espace : la problématique de l'habitat

1.2.1 La consommation d'espace

L'objectif démographique de 1,5% par an à l'horizon 2025 nécessite la construction d'environ 280 logements. La construction de ces logements implique une consommation d'espace qui varie principalement en fonction :

- ✓ de la répartition des logements selon la **problématique territoriale** dans laquelle ils s'inscrivent, à savoir :
 - la problématique de renouvellement urbain (reconstruction/réhabilitation, dents creuses) ;
 - la problématique d'extension urbaine (extension structurée ou 'au fil de l'eau') ;
 - la problématique, intermédiaire, d'urbanisation des espaces interstitiels, c'est-à-dire des secteurs urbanisables généralement desservis et situés au cœur de « enveloppes » urbaines constituées.
- ✓ de la **densité** (en nombre de logements par hectare) que chaque espace urbanisable, en fonction de ses caractéristiques (localisation,...), est en capacité d'accueillir.

1.2.2- Les constantes

Les enjeux soulevés dans le diagnostic ont permis de définir une base commune aux différents scénarios d'aménagement et de développement :

1. La valorisation du cœur de ville renouvellement urbain est une composante première du projet communal
2. Le secteur du cœur de ville, où se concentrent les équipements, accueille prioritairement le développement urbain futur
3. Les principaux pôles d'équipements doivent être confortés dans leur vocation
4. Les déplacements doux doivent être favorisés entre les quartiers difficiles d'accès et le centre-bourg de Malataverne. L'avenue de basse Bourgade est un axe important d'entrée de ville sud autour duquel doivent être favorisés les projets structurants
5. La préservation des terres agricoles est une composante structurante du projet communal

1.2.3- Les scénarios

✓ **Scénario n°1 : un développement réparti entre le village et les hameaux**

Un premier scénario consiste à organiser le développement urbain futur en le répartissant entre les différentes entités urbaines, à savoir le village et les hameaux. Dans cette hypothèse, le développement concernerait :

- le village
- le quartier de Tourvieille
- le hameau de Rac
- le hameau de Bel Air
- le hameau des Joannins

Chaque entité pourrait être amenée à se développer en fonction de sa taille actuelle, de manière à permettre un développement harmonisé du territoire.

✓ **Scénario n°2 : un développement principal autour du village et limité dans les hameaux**

Le second scénario propose un équilibre général s'appuyant sur le rôle du village qui, par la présence des équipements, services, etc. peut jouer un rôle prépondérant dans l'accueil de nouveaux habitants. Dans cette hypothèse, le développement des hameaux est limité, à deux niveaux : d'une part le nombre de hameaux susceptibles de se développer doit être limité, d'autre part le développement urbain doit être contenu.

1.2.4 L'orientation retenue par Malataverne

La commune de Malataverne s'oriente vers le **scénario n°2** qui répond mieux aux objectifs de développement durable, à plusieurs niveaux :

- une meilleure lisibilité dans la cohérence urbaine, avec une polarité affirmée et une continuité de l'urbanisation
- une moindre consommation d'espace, car les densités d'habitat à proximité du village sont nécessairement plus importantes que dans les hameaux excentrés
- une meilleure optimisation des équipements, commerces, services,... en s'appuyant largement sur le village
- une mobilité qui limite la part de la voiture et favorise les déplacements doux
- etc.

Dans cette hypothèse, un hameau principal est concerné : celui de Tourvieille, du fait notamment de sa proximité plus importante par rapport au village et son niveau d'équipement des infrastructures (seul hameau desservi par le réseau d'assainissement).

1.3- Les scénarios d'aménagement et de développement dans l'espace : la problématique économique

Les capacités de déplacements et la proximité de plusieurs bassins d'emplois pourrait entraîner un risque de résidentialisation du territoire, c'est à dire accueillir les actifs et non les activités. La commune de Malataverne souhaite limiter cette dynamique de résidentialisation en corrélant l'augmentation démographique et la dynamisme économique.

Ce choix favorise un développement endogène du territoire, favorable à la rationalisation des flux de circulation. La mise en œuvre d'une stratégie économique génératrice d'emplois est donc une condition à la croissance de la population.

1.3.1 La consommation d'espace

La construction des bâtiments d'activités implique une consommation d'espace qui varie principalement en fonction :

- ✓ de la nature des activités
- ✓ de la capacité à mutualiser les équipements : stationnements, desserte et accès, paysagement, équipements d'animation, etc.
- ✓ ...

1.3.2- Les constantes

Les enjeux soulevés dans le diagnostic permettent de définir une base commune aux différents scénarios d'aménagement et de développement :

- ✓ une valorisation de la zone d'activités Sud (ZA de Combelonge), pôle principal à conforter, qui répond de manière cohérente aux enjeux du développement durable : poursuite du développement de la zone d'activités en continuité de l'existant, optimisation des accès et de la desserte actuelle, continuité de l'effet de vitrine sur la N7, etc.
- ✓ un développement à terme du site d'activités prévu face à l'échangeur n°18 (projet Agrippa). Cette zone d'activités, de nature différente que la zone industrielle située plus au sud, est d'ores et déjà inscrite dans le document d'urbanisme en vigueur. Cette zone 'opérationnelle' fait d'ailleurs d'une demande de permis. La maintien de cette zone au PLU s'impose donc de fait.
- ✓ une agriculture pérenne. Le projet communal s'appuie sur une volonté forte, exprimée dans le PADD, de maintenir des exploitations agricoles fonctionnelles.
- ✓ ...

1.3.3- Les scénarios

✓ **Devenir des activités développées en milieu diffus**

Un certain nombre d'activités se sont développées dans des secteurs à dominante naturelle ou agricole, à Bel Air et Sainte-Agnès. La question du devenir de ces sites d'activités se pose :

- scénario n°1 : poursuite du développement des activités existantes en milieu diffus
- scénario n°2 : arrêt du développement des activités existantes en milieu diffus, tout en permettant des extensions limitées et encadrées des sites

✓ **Lien entre le pôle d'activités en projet situé face à l'échangeur n°18 (projet Agrippa) et la zone d'activités au Sud : continuité ou coupure ?**

De nombreuses activités se sont développées de part et d'autre de la N7, à environ 1km au sud de l'échangeur n°18 (Montélimar sud). Une zone d'activités est programmée au droit de l'échangeur n°18, en partie ouest de la N7 (projet Agrippa). Entre ces deux secteurs d'activités séparés d'environ 650m se trouve un espace boisé significatif (bande de 100m de boisement au pied de la colline de Montchamp) d'environ 7ha. La question du devenir de cette importante bande boisée se pose :

La question du devenir de ces sites d'activités se pose :

- scénario n°1 : poursuite du développement économique sur la bande boisée de 7ha
- scénario n°2 : maintien d'une coupure verte de 7ha.

1.3.4 Les orientations retenues par Malataverne

Sur le devenir des activités développées en milieu diffus, la commune de Malataverne s'oriente vers le **scénario n°2** qui concilie développement durable et développement économique.

Sur le devenir de l'espace situé entre la zone Agrippa et l'actuelle zone industrielle, la commune de Malataverne s'oriente vers le **scénario n°2**, à savoir la maintien d'une coupure verte. En effet, l'espace boisé en question est en limite de la ZNIEF de type 1. S'il ne présente pas le même intérêt écologique que l'espace boisé classé en ZNIEFF, cet espace constitue toutefois un milieu « relai » permettant le refuge temporaire, le lieu d'alimentation ou de passage tout simplement de certaines espèces animales. Le maintien de cet espace est par conséquent important dans le fonctionnement du réseau écologique. Ce rôle est d'autant plus important qu'il s'agit du seul espace naturel situé à l'ouest du couloir des grandes infrastructures (N7, A7, LGV) aujourd'hui disponible sur la commune.

2 – Les éléments de programmation générale du scénario retenu

2.1 Evaluation globale de la capacité constructive

L'évaluation globale de la capacité constructive s'appuie sur le rapport entre les emprises urbanisables et les densités moyennes applicables. Ces densités sont d'autant plus fortes que l'on se situe près du cœur de village.

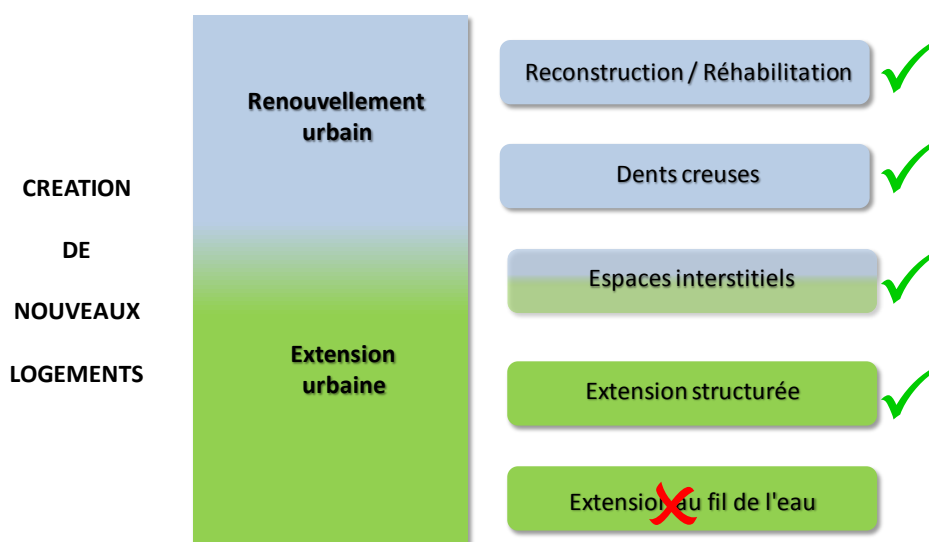
Avec environ 280 logements réalisés sur une emprise de 16 ha (dont les dents creuses au sein de zones déjà urbanisées et les espaces interstitiels), la densité moyenne globale est légèrement inférieure à 20 logements/ha (18,2).

Ventilation des objectifs de logements	Potentiel en nombre de logements	Consommation d'espace en ha	Densité moyenne (nb. de lgts / ha)
2.1 Favoriser les logements dans le bâti existant			
La vacance	4	-	-
Le changement de destination en milieu urbain	-	-	-
Le changement de destination en milieu agricole	8	-	-
sous-total	12	0	-
2.2 Optimiser la création de logements neufs dans le tissu urbain existant			
Densifier le tissu urbain bâti	5	0,5	10
Urbaniser les dents creuses et les espaces interstitiels	25	1	25
sous-total	30	1,5	20,0
2.3 Développer les logements neufs en extension urbaine pour satisfaire les besoins restants			
Principe n°1 : Poursuivre l'aménagement structuré du quart sud-ouest du bourg, dernier « morceau de ville »	140	7	20
Principe n°2 : Contenir une urbanisation à forte valeur ajoutée paysagère et bioclimatique sur le secteur de Tourvieille	75	6	12,5
Principe n°3 : Accompagner la transition urbaine entre Châteauneuf-du-Rhône et Malataverne le long du chemin de la Labre	25	1	25
Principe n°4 : Maintenir l'urbanisation dans son état existant sur les autres secteurs de la commune	-	-	-
sous-total	240	14	17,1
TOTAL GENERAL	282	15,5	18,2

Extrait du PADD

2.2 - Comment l'organiser dans l'espace ?

Malataverne privilégie, dans son projet le renouvellement, plusieurs problématiques économes d'espace : la reconstruction / réhabilitation et l'optimisation de dents creuses. Les extensions urbaines s'orientent quant à elles autour de problématiques d'extension structurée. L'ensemble des cas de figure rencontrés est résumé dans le schéma ci-dessous.



2.3 - Comment l'organiser dans le temps ?

La programmation s'appuie sur la typologie des zones. De manière générale, on considérera que :

- les zones U sont susceptibles d'être aménagées immédiatement, et sans la nécessité d'une opération d'ensemble sur le plan du foncier. Elles relèvent du court terme ;
- les zones AU 'ouvertes' à l'urbanisation. Bien qu'elles peuvent être urbanisées immédiatement, on considère que le facteur 'foncier' implique un temps d'aménagement un peu plus long. Elles relèvent du moyen terme ;
- la zone AU 'fermée' relève du plus long terme. Son phasage dépend directement de la volonté de la commune de modifier ou réviser son PLU.

La répartition approximative du nombre de logements dans le temps est la suivante :

- environ 15% à court terme
- environ 75% à moyen terme
- environ 10% à long terme

3- Transcription du PADD sur les pièces graphiques

3.1 Zonage du PLU

3.1.1 Les zones urbaines (U)

Définition :

« Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter » (R123-5 CU).

Les zones urbaines sont organisées sur la base de plusieurs indices, en fonction de la nature de la zone (mixte, à dominante habitat, à dominante activités,...), de la densité de l'habitat, de la forme urbaine et de la proximité par rapport au cœur de ville. On distingue cinq types de zones urbaines :

- ✓ la zone **Ua** est une zone mixte (habitat, commerces,...) correspondant au cœur de village et qui présente des spécificités au niveau architectural, urbain et paysager. La définition de ces zones se justifie par la présence historique de trois anciens hameaux : Malataverne, Clarinas et Bravadis.
- ✓ La zone **Ub** est une importante zone mixte (habitat, activités, commerces, équipements, etc.) d'extension du cœur de village. Dans cette large enveloppe d'urbanisation prolongeant le nord et le sud du cœur de ville, une optimisation de la densité est recherchée en matière d'habitat.
Le quartier de Labre, en limite avec Châteauneuf-du-Rhône, est également classé en zone Ub, afin d'y permettre une certaine densité.
- ✓ La zone **Uc** correspond à des secteurs urbains qui présentent la particularité d'être moins denses et/ou plus éloignés par rapport au cœur de village. La zone est à dominante habitat, mais une mixité des occupations du sol est autorisée (commerces, services, etc.). Le COS n'est pas réglementé. L'assainissement est collectif, sauf en zone Uca où il relève de l'autonome.
- ✓ La zone **Ui** est destinée à des activités de natures diverses, et notamment : industries, petit ou grand artisanat, commerces, services,... Cette zone, équipée par les réseaux, comprend cependant :
 - un secteur Uia, destiné aux à l'assainissement autonome,
 - un secteur Uiab, destiné à l'assainissement autonome et où la hauteur des constructions peut atteindre 15m.
- ✓ La zone **Ut** correspond au secteur de la zone de services de l'A7.

3.1.2 Les zones à urbaniser (AU)

Définition :

« Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation » (R123-6 CU).

Les zones AU 'ouvertes'

Ce sont les zones pour lesquelles *« les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone ».*

- ✓ La zone **AUb** correspond à un secteur susceptible d'accueillir une extension de l'urbanisation. La zone AUb est à dominante habitat, mais une mixité des occupations du sol est autorisée (commerces, services, etc.).
- ✓ La zone **AUc** correspond à un secteur susceptible d'accueillir une extension de l'urbanisation dans les mêmes conditions que les zones Uc.
- ✓ La zone **AUe** correspond à des secteurs pouvant accueillir une extension de l'urbanisation. La zone AUe est destinée à des activités économiques de natures diverses : commerciales, tertiaires, de service, etc.
- ✓ La zone **AUL**, secteur à vocation de loisirs et tourisme (indice « L »).

Les zones AU 'fermée'

Ce sont les zones pour lesquelles « les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme ».

- ✓ La zone **AU** correspond à des secteurs devant accueillir à plus long terme une extension de l'urbanisation, dont la destination est plurielle (habitat, équipements, activités,...).

3.1.3 Les zones agricoles (A)

Définition :

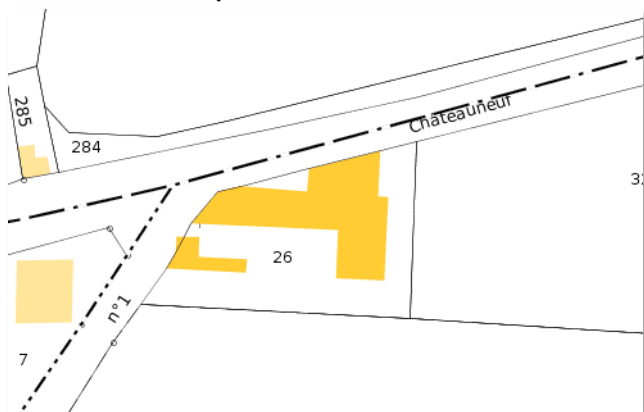
« Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles » (R123-7 CU).

Le zonage de la zone agricole s'appuie sur le diagnostic réalisé en 2010 qui a permis de recenser l'ensemble des îlots d'exploitation en activité sur le territoire de Malataverne. Les constructions agricoles y sont autorisées. Un secteur Ap a été défini : au sud et à l'ouest du village. Il existe sur ces secteurs d'importants enjeux paysagers. L'activité agricole peut s'exercer, mais les constructions nouvelles à vocation agricole ne sont pas autorisées.

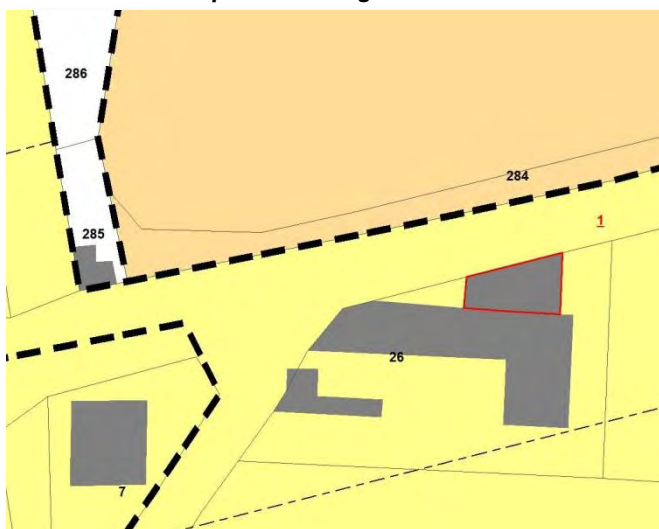
En zone agricole, au titre de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme, des bâtiments agricoles ont été désignés (plan de zonage) : en raison de leur intérêt architectural, ils peuvent faire l'objet d'un changement de destination car ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole. Cette disposition concerne plusieurs bâtiments agricoles :

Changement de destination n°1 : parcelle ZC 26 (le long de la route de Châteauneuf, à proximité de Tourvieille)

Localisation de la parcelle ZC 26 sur le cadastre



Localisation du bâtiment objet du changement de destination sur le plan de zonage du PLU



Photos du bâtiment



Critères

Intérêt architectural

Le bâtiment s'inscrit dans le volume d'une ancienne ferme, avec une architecture provençale classique comprenant des parties en pierre et pisé.

Le changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole

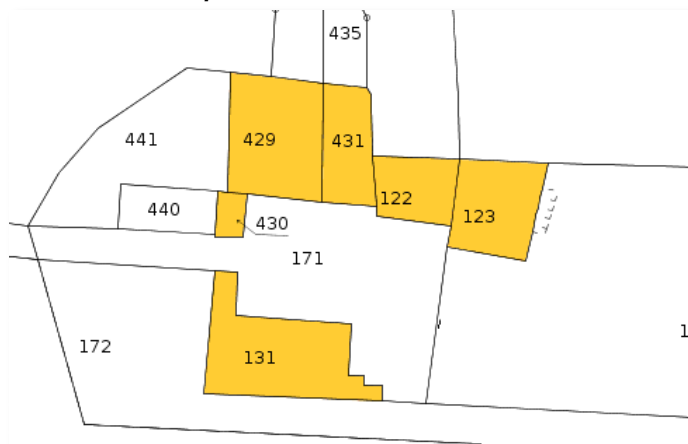
Excepté le bâtiment pouvant changer de destination, les autres bâtiments sont déjà habités. L'ancienne vocation agricole étant aujourd'hui totalement révolue, le changement de destination n'impacte donc aucune exploitation agricole.

La desserte par les réseaux

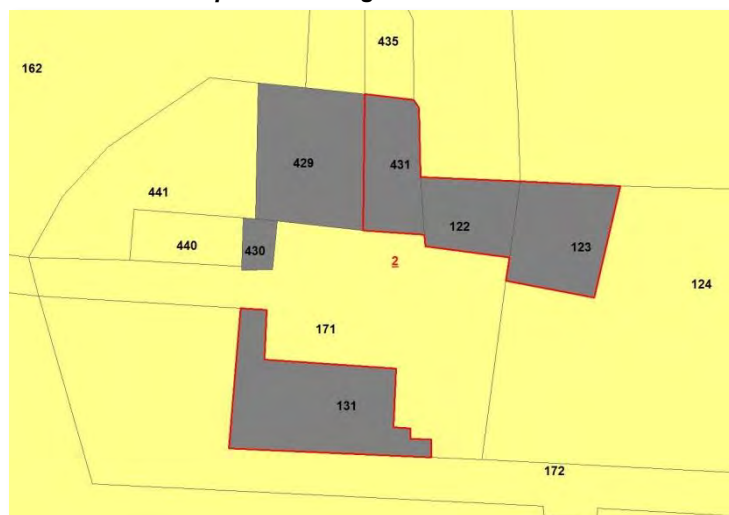
Les réseaux d'eau et d'électricité existent, et l'assainissement est de type autonome.

Changement de destination n°2 : parcelles ZD 431, 122, 123 et 131 (au sud du village)

Localisation des parcelles ZD 431, 122, 123 et 131 sur le cadastre



Localisation du bâtiment objet du changement de destination sur le plan de zonage du PLU



Photos des bâtiments



Critères

Intérêt architectural

Il s'agit d'un bel ensemble architectural organisé autour d'un château, en pierre, avec de nombreuses qualités architecturales : tourelle, terrasses, portique en pierre, volumétrie générale, effets de décrochés, etc.

Le changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole

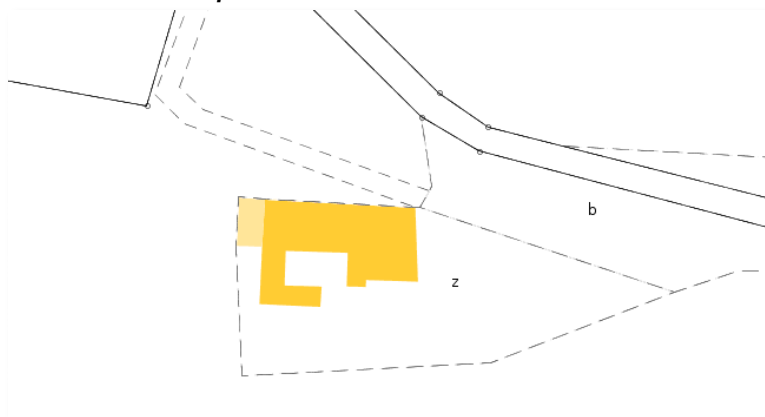
L'ancienne vocation agricole est aujourd'hui totalement révolue, et une partie des constructions est d'ores et déjà destinée à l'habitat. Le changement de destination n'impacte donc aucune exploitation agricole.

La desserte par les réseaux

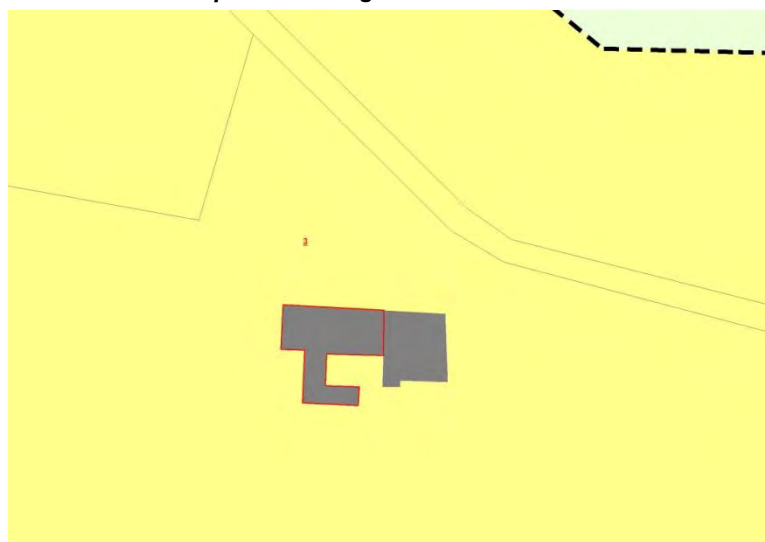
Les réseaux d'eau et d'électricité existent, et l'assainissement est de type autonome.

Changement de destination n°3 : parcelles ZM 48 (lieu-dit Jarnias)

Localisation de la parcelle ZM 48 sur le cadastre



Localisation du bâtiment objet du changement de destination sur le plan de zonage du PLU



Photos du bâtiment



Critères

Intérêt architectural

Le bâtiment concerné correspond aux annexes d'un beau bâtiment traditionnel, en pierre, dont les toitures sont entretenues. L'implantation du bâtiment, qui s'inscrit de manière qualitative dans la pente, ou encore son inscription dans le paysage environnant témoignent aussi de la qualité architecturale de cette construction.

Le changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole

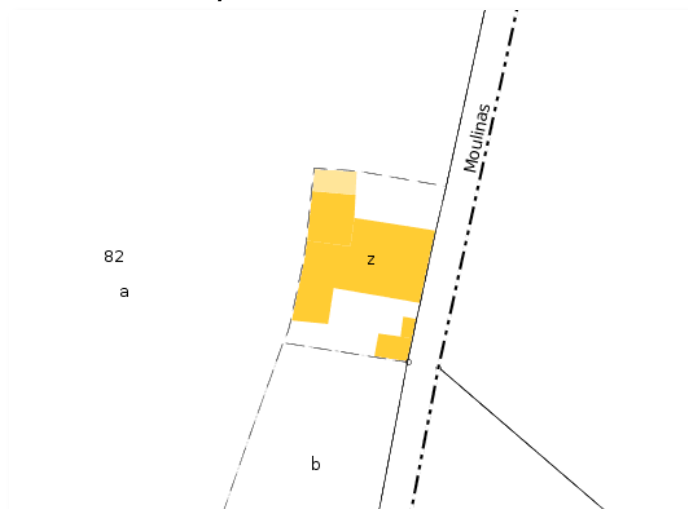
Les bâtiments sont occupés par d'anciens exploitants qui élevaient des chèvres, mais n'ont plus à ce jour d'usage agricole. Le changement de destination n'impacte donc aucune exploitation agricole.

La desserte par les réseaux

L'accès, les réseaux d'eau et d'électricité existent, et l'assainissement est de type autonome.

Changement de destination n°4 : parcelles ZA 82 (lieu-dit Le Moulinas)

Localisation de la parcelle ZA 82 sur le cadastre



Localisation du bâtiment objet du changement de destination sur le plan de zonage du PLU



Photos du bâtiment



Critères

Intérêt architectural

Le bâtiment présente une architecture simple dont la qualité première tient à sa parfaite intégration dans le volume principal. Il constitue le prolongement 'naturel' de la construction principale. La pente de la toiture prolonge en outre la toiture principale, dans le respect de la pente d'origine. L'ensemble bâti est donc homogène et harmonieux.

Le changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole

Une grande partie de l'ensemble immobilier est déjà habitée. Il reste un ancien hangar / garage qui n'a plus à ce jour de vocation agricole. Le changement de destination n'impacte donc aucune exploitation agricole.

La desserte par les réseaux

Les réseaux d'eau et d'électricité existent, et l'assainissement est de type autonome.

3.1.4 Les zones naturelles (N)

Définition :

« *Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.* » (R123-8 CU).

La zone **N** correspond à des secteurs à dominante naturelle sur lesquels les extensions des constructions existantes sont possibles. La zone N comprend aussi plusieurs secteurs présentant des spécificités :

- ✓ Le secteur **Nc** ('carrière') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel l'extraction de matériaux est autorisée.
- ✓ Le secteur **Nd** ('déchets') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel se développe une installation de stockage de déchets.
- ✓ Le secteur **Ne** ('équipements') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel se développent des équipements d'intérêt général.
- ✓ Le secteur **Np** ('patrimoine') correspond à un secteur à dominante naturelle dont le caractère patrimonial est marqué.
- ✓ Le secteur **Nr** ('remarquable') correspond à un secteur à dominante naturelle sur lequel se développent des éléments naturels de qualité remarquable : znieff de type 1,... Dans ce secteur aucune implantation nouvelle ni extension ne sont autorisées.

3.1.5 Bilan des surfaces du PLU

POS 2003				PLU 2011			
Zones urbaines	UA	10,7	11,9%	Zones urbaines	Ua	1,9	12,3%
	UB	25,4			Ub	53,3	
	UI	75,2			Uc	28,1	
	UF	64,8			Uca	0,5	
	US	17,9			Ui	101,1	
					Uia	10,2	
					Ut	14,0	
Total U		194,0	#REF!	Total U		209,1	14,8%
Zones d'urbanisation futures	AU	67,7		Zones d'urbanisation futures	AUb	4,0	
	AUa	8,5			AUc	1,5	
	Auai	27			AUe	11,5	
	AUaL	5,5			AUi	17,2	
	AUaI	12			AUia	0,8	
					AUL	3,1	
Total NA		120,7	7,4%	Total AU		43,1	2,5%
Zones agricoles	A	553,4	34,0%	Zones agricoles	A	505,0	32,1%
Total NC		553,4		Total A		545,0	
Zones naturelles	N	724,4	46,6%	Zones naturelles	N	568,7	53,1%
	Ni	34,5			Nc	4,9	
					Nd	0,3	
					Ne	6,3	
					Nh	31,7	
					NL	10,1	
					Np	35,4	
Total N		758,9	80,7%	Total N		901,4	85,2%
TOTAL COMMUNE		1627,0		TOTAL COMMUNE		1698,6	

Les espaces boisés classés (article L130-1 du Code de l'Urbanisme)

Les espaces boisés classés, à conserver, à créer, à protéger, figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement a des effets importants :

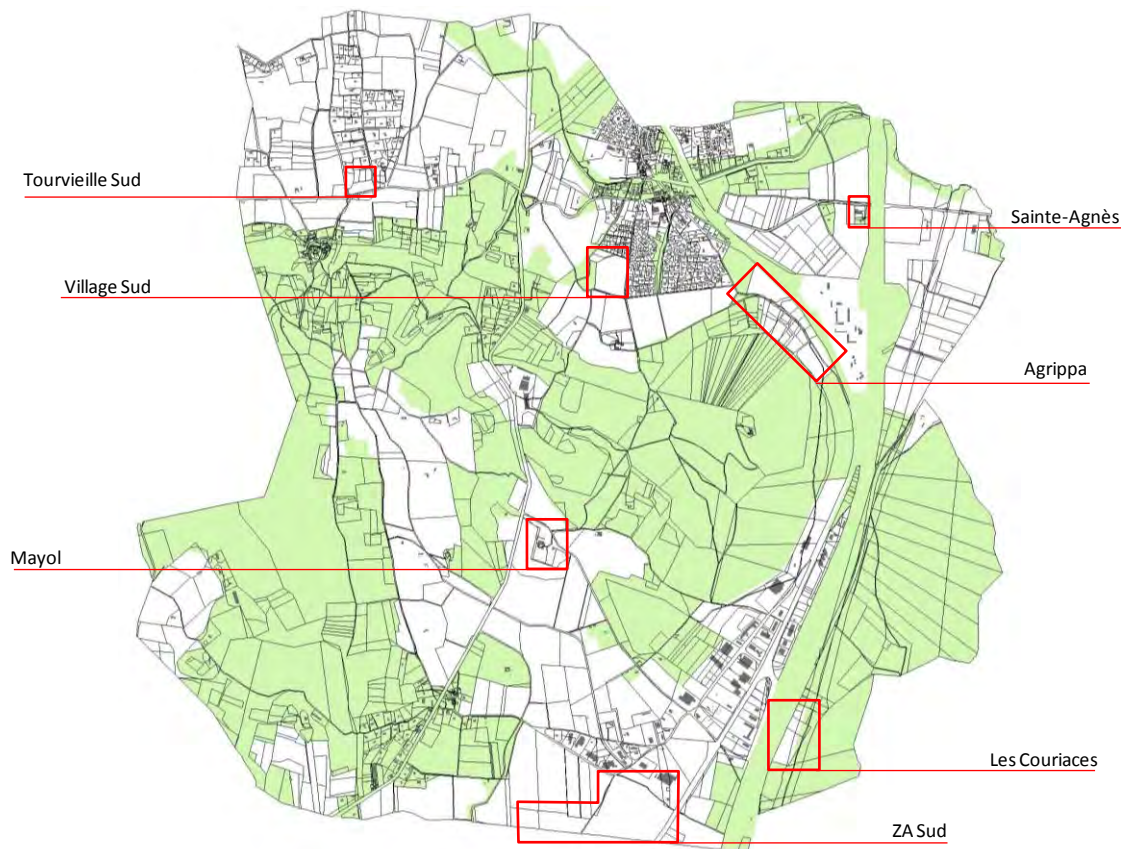
- tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements est interdit : tout défrichement volontaire de l'état boisé est donc exclu d'office (sauf exceptions prévues par l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme),
- les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article L130-1 du code de l'urbanisme,
- le déclassement d'espaces boisés classés nécessite une révision du PLU.

4- Les orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement et de programmation s'attachent à cadrer le devenir de zones urbaines ou à urbaniser, afin d'en garantir un aménagement économe et cohérent du territoire.

Les orientations d'aménagement permettent de prendre en compte les spécificités de chaque secteur et de donner les prescriptions en conséquence, en terme de typologie d'habitat, de trame paysagère, de principes de voirie, d'accès, etc.

La carte ci-après localise les secteurs qui font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation. Il s'agit des zones AU 'ouverte' du PLU.



5- Les emplacements réservés

Au titre des articles L. 213-1 8e et R. 123-10 à R. 123-12 du code de l'urbanisme, l'inscription d'un emplacement réservé permet de délimiter sur le plan de zonage des emprises destinées à la réalisation de voies ou ouvrages publics, d'espaces vert, etc. L'objet de l'emplacement réservé doit être précis et déterminé en accord avec la collectivité publique bénéficiaire.

Traduisant les orientations du PADD à différents niveaux, l'inscription de plusieurs emplacements réservés au PLU permet une politique volontariste de la commune visant à l'amélioration de l'accessibilité et du fonctionnement global de la commune et la mise en œuvre du réseau d'équipements publics.

Les emplacements réservés ont des vocations diverses :

- équipement et espace public
- voirie
- stationnement, etc.

D'autres sont créés afin d'améliorer les conditions de circulation existante : il s'agit d'élargissement de voirie et/ d'aménagement de carrefour. Plusieurs emplacements réservés ont aussi été définis afin de garantir la desserte des zones d'urbanisation future dans les meilleures conditions et ce, de façon précise, afin de garantir un maillage urbain cohérent non seulement à l'échelle du futur secteur d'urbanisation mais également à l'échelle de la ville.

La liste des emplacements réservés (ci-après) est reportée en annexe du PLU. Les emplacements réservés sont numérotés et repérés au plan de zonage.

Numéro	Localisation	Affectation	Bénéficiaire du droit de réservation	Superficie approximative
ER 1	Bouchillons (nord)	Création d'un cheminement doux	Commune	1 350 m²
ER 2	Bouchillons (nord)	Création d'une voie de desserte	Commune	800 m²
ER 3	Les Riailles	Création d'une voie de desserte	Commune	965 m²
ER 4	Les Riailles	Bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	1 600 m²
ER 5	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	1 100 m²
ER 6	Les Riailles - D144	Création d'un cheminement doux	Commune	760 m²
ER 7	Le Molard	Aménagement paysager en lien avec l'entité archéologique (villa, nécropole, ferme)	Commune	1 600 m²
ER 8	Chevières-Bas à Coudouly	Création d'une voie de desserte	Commune	12 500 m²
ER 9	N7, la Vialle nord	Aménagement d'un giratoire	Commune	19 000 m²
ER 10	D844, Ferminas le bas	Aménagement d'un giratoire et des accès	Commune	4 200 m²
ER 11	D844, Ferminas le bas	Voie de desserte	Commune	1 900 m²
ER 12	Le Devois	Création d'un gymnase	Commune	13 000 m²
ER 13	Pradas	Réaménagement de la desserte et création de stationnements	Commune	1 260 m²
ER 14	Pradas	Aménagement d'un bassin de gestion des eaux pluviales	Commune	3 000 m²
ER 15	Chocolaterie	Création d'une voie de desserte	Commune	3 000 m²
ER 16	Gresses (sud)	Création d'une voie de desserte	Commune	4 700 m²
ER 17	Les Kermes	Aménagement d'une aire de jeux	Commune	1 250 m²
ER 18	Peyraud	Aménagement permettant le passage d'engins pour l'entretien et transformateur	Etat	3 000 m²
ER 19	ZA Les Eoliennes	Création d'une voie de desserte	Commune	5 500 m²
ER 20	Le Plan	Elargissement de la voie	Commune	400 m²
ER 21	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	320 m²
ER 22	Les Moutons	Elargissement de la voie	Commune	450 m²
ER 23	Les Ribières	Elargissement de la voie	Commune	650 m²
ER 24	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	7 500 m²
ER 25	Les Roches	Aménagement du sentier	Commune	2 600 m²
ER 26	Saint-Ferreol	Aménagement d'un espace de loisirs	Commune	240 000 m²
ER 27		Bassin de régulation des eaux de ruissellement sur le versant de Combelonge	Commune	20 000 m²
ER 28	Pradas	Stationnement et équipement public d'animation	Commune	6 500 m²
ER 29	Ferminas le bas	Maison de l'environnement et aménagements paysagers	Commune	5 500 m²

PARTIE 4

PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

1- Prise en compte du milieu naturel

1.1 Prise en compte des risques naturels

Le risque inondation est pris en compte à trois niveaux :

- **le PADD**

Le projet communal fixe comme objectif de « Tenir compte du risque naturel inondation dans les choix d'aménagement », et ainsi de : « Proscrire toute urbanisation nouvelle dans le périmètre de la zone de risque inondation de la Riaille (crue torrentielle) » et « Améliorer la connaissance du risque en vue de préciser, à terme, le type et les limites de l'aléa inondation. »

- **le plan de zonage**

Le plan de zonage intègre une trame spécifique résultant :

- d'une étude (atlas des zones inondables)
- des crues constatées

- **le règlement**

Le règlement écrit du PLU intègre une interdiction générale de construire à l'intérieur de la trame inondations..

Enjeu relatif à la prise en compte du risque inondation

Le risque inondation, à l'échelle communale, a un impact important sur le développement urbain. Les cartes d'inondation montrent l'ensemble des secteurs ponctuels concernés, et quasi exclusivement pour des zones urbaines. Dans ces secteurs, des dispositions réglementaires spécifiques s'appliquent.

1.2 Le risque incendie de forêt

Le risque incendie de forêt est pris en compte à trois niveaux :

- **le PADD**

Le projet communal fixe comme objectif de « Limiter le risque naturel feux de forêt par des choix d'aménagement et d'équipement adaptés ». Cela se traduit par la prise en compte de la carte d'aléas établie dans le cadre de l'atlas départemental des risques d'incendie de forêt.

- **le plan de zonage**

Le plan de zonage n'intègre pas de trame de risque incendie de forêt car :

- la cartographie réalisée dans le cadre de l'atlas départemental n'est pas suffisamment précise (plan au 1/25000^e) pour être reportée à l'échelle du plan de zonage du PLU (1/3000^e) ;
- la présence ou la proximité du risque feu de forêt est à mettre en lien avec les moyens de lutte contre l'incendie.

Le principe retenu est d'intégrer dans le rapport de présentation une cartographie permettant d'évaluer la proximité entre l'urbanisation et les zones de risques et d'analyser comment le risque est maîtrisé.

- **le règlement**

Il intègre des prescriptions spécifiques assurant la maîtrise du risque naturel feux de forêt.

Enjeu relatif à la prise en compte du risque naturel feux de forêt

Le risque feux de forêt a un impact limité sur l'urbanisation. La prise en compte de ce risque dans le PLU se traduit par une desserte optimale des outils de défense incendie.

Cas des zones U

Aujourd'hui, la quasi totalité des zones U est couverte par la défense incendie.

La réglementation sur les points d'eau est respectée et se caractérise notamment par :

- 120 m³ d'eau utilisable en 2 heures (sur place, en tout temps),
- des besoins satisfaits indifféremment par des bouches ou poteaux incendie, des réserves artificielles (citernes, lavoirs...) ou des points d'eau naturels (cours d'eau, mares, étangs, ...),
- une distance du premier point d'eau par rapport à la construction la plus éloignée des voies est inférieure à 200 mètres, excepté en zone d'activités (< 100 m) ou pour les établissements recevant du public - ERP (< 150 m),
- une distance entre le premier et de 2ème point d'eau est inférieure à 200 m pour les habitations et les ERP et inférieure à 150 m pour en zone d'activités.

Par ailleurs, il existe une servitude de débroussaillage de 50 mètres autour des habitations répertoriées en zone boisée (art.322.3 du code forestier).

Cas des zones AU

Quant aux zones AU, elles sont destinées à être équipées : les équipements de défense incendie (hydrants) seront installés sur ces zones dans le cadre de leur aménagement. La défense incendie est assurée pour les constructions projetées :

- par l'utilisation des hydrants existants pouvant desservir une partir des constructions nouvelles,
- par la pose de nouveaux hydrants ou la création de réserves,
- par une largeur de voie adaptée (5 m minimum) et, le cas échéant, des aires de retournement dont le rayon minimum sera de 10,50 m,
- le cas échéant, une surlargeur sera aménagée dans les virages dont le rayon intérieur est inférieur à 50 mètres.

1.3 Le risque mouvement de terrain

Il n'existe pas sur la commune de Plan de prévention du risque de mouvement de terrain (PPRMT). Cependant, la commune est affectée par des mouvements de terrains liés au gonflement et retrait des sols argileux. Les zones d'aléa et la localisation des sinistres attribués à ce risque ont été cartographiés par le BRGM.

Enjeu relatif à la prise en compte du risque mouvement de terrain

Le risque mouvement de terrain lié au retrait-gonflement des argiles, a un impact nul sur l'urbanisation.

Le phénomène de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses affleurantes provoque des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. **Ce risque n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme mais nécessite la mise en œuvre de règles constructives.**

1.4 Le risque sismique

Malataverne est située zone d'aléa modéré au regard du nouveau zonage d'aléa sismique

Enjeu relatif à la prise en compte du risque sismique : le risque sismique a un impact nul sur l'urbanisation. En effet, la prise en compte du risque sismique passe par la mise en œuvre des règles de construction parasismiques dont la responsabilité incombe également aux maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage.

Les nouvelles prescriptions qui deviendront applicables suite à la révision du zonage en vigueur devront être prises en compte à compter de leur entrée en vigueur.

2- Prise en compte des terres à vocation agricole

Ce volet de l'analyse a pour objectif d'expliquer comment le PLU limite la consommation des terrains naturels, en particulier agricoles. L'analyse relative au fonctionnement des exploitations agricoles est traitée dans le chapitre « Environnement humain ».

Caractéristiques du zonage agricole (A) :

- les zones agricoles forment de vastes îlots d'exploitation : le zonage évite donc un morcellement du territoire agricole (voir carte page suivante)

NB : seul un petit îlot agricole a été positionné sur le secteur de biotope, du fait de l'importante sensibilité environnementale du site.

- les zones agricoles ont été clairement identifiées en fonction de la dynamique d'exploitation. De nombreux secteurs à vocation agricole n'avaient pas été identifiés comme tel dans le cadre de l'élaboration du PLU de 2007. Le diagnostic agricole réalisé en 2010 a permis une revalorisation des terres agricoles.

3- Prise en compte des paysages et sites naturels

3.1 Prise en compte des boisements et paysages



La majorité des boisements recensés sur la commune ont été classés en zone naturelle.

Un nombre important d'entre eux, reconnus pour leur valeur écologique et / ou paysagère font l'objet d'un classement en Espaces Boisés Classés (EBC). Au total, ce sont plus de 565 ha d'espaces naturels classés en EBC. La plus grande partie des espaces naturels de qualité remarquable (ZNIEF de type 1, zones humides, etc.) ont fait en outre l'objet d'un zonage spécifique.

Une zone Nd sur le secteur de Roucoule a été délimitée en vue de l'usage de stockage de matériaux. Les parcelles concernées font l'objet d'une convention (datée du 11 octobre 2010), limitée dans le temps, qui prévoit une remise en état du site. L'usage de stockage de la zone Nd est compatible avec la gestion forestière. Cette compatibilité a été confirmée par l'ONF par un courrier adressé à la mairie en date du 22 décembre 2011. La parcelle AK 289 ne s'inscrit pas dans le cadre de la convention de mise à disposition des terrains communaux : l'ensemble des matériaux présents sur cette parcelle devront être évacués afin de permettre l'installation de la forêt.

Concernant les paysages, un indice spécifique « p » a été utilisé, notamment sur des zones agricoles (« Ap ») afin de préserver la qualité des vues, à l'exemple du « glaciais » situé au sud du village entre le secteur urbanisé et la colline de Montchamp.

3.2 Prise en compte des corridors écologiques, de la trame verte et bleue

La trame verte et bleue est l'un des engagements phares du Grenelle Environnement : la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ajoute un titre VII au livre III du code de l'environnement consacré à la trame verte et bleue.

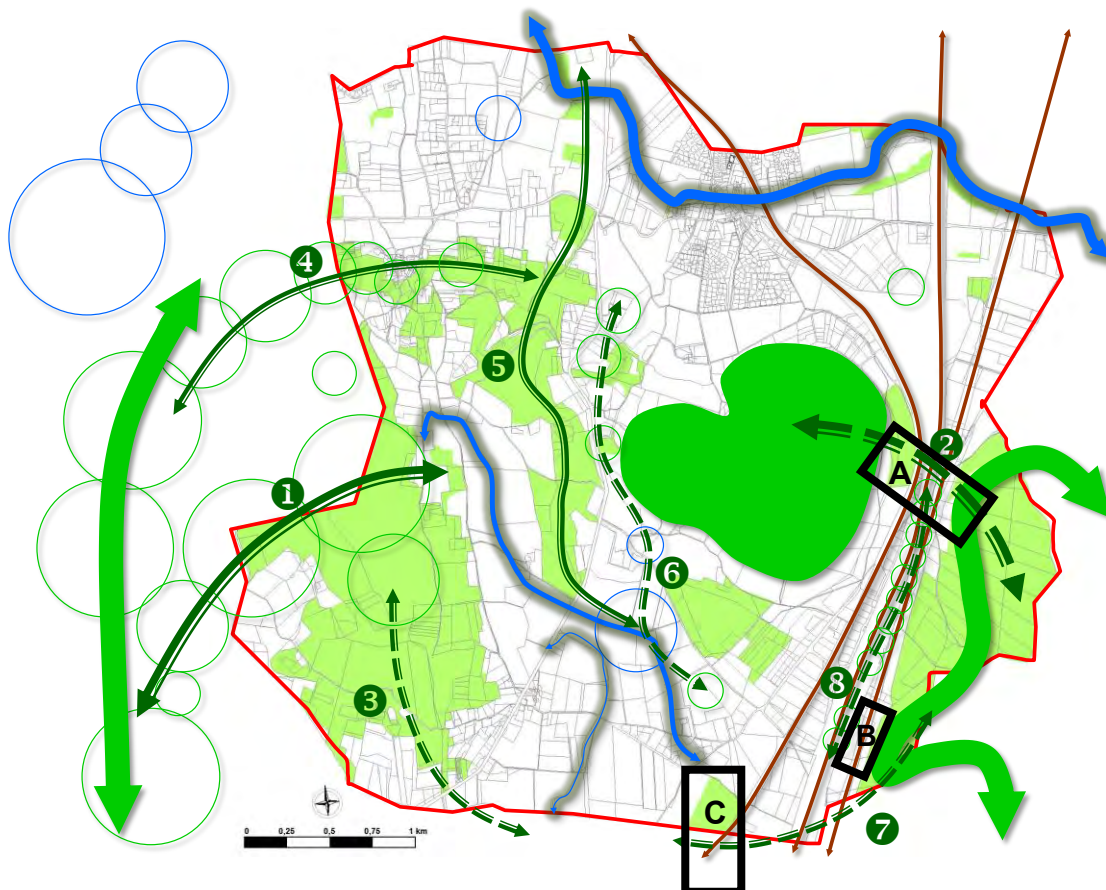
La trame verte et bleue constitue une démarche visant à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges sur le territoire national pour que les espèces animales et végétales puissent communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer. Elle contribue ainsi au maintien des services que rend la biodiversité : qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie, etc.

La trame verte et bleue inclut une composante verte qui fait référence aux milieux naturels et semi-naturels terrestres et une composante bleue qui fait référence au réseau aquatique et humide (fleuves, rivières, canaux, étangs, zones humides...). Ces deux composantes forment un tout indissociable qui trouve son expression dans les zones d'interface (zones humides et végétation de bords de cours d'eau notamment).

Les principales composantes de cette trame sont :

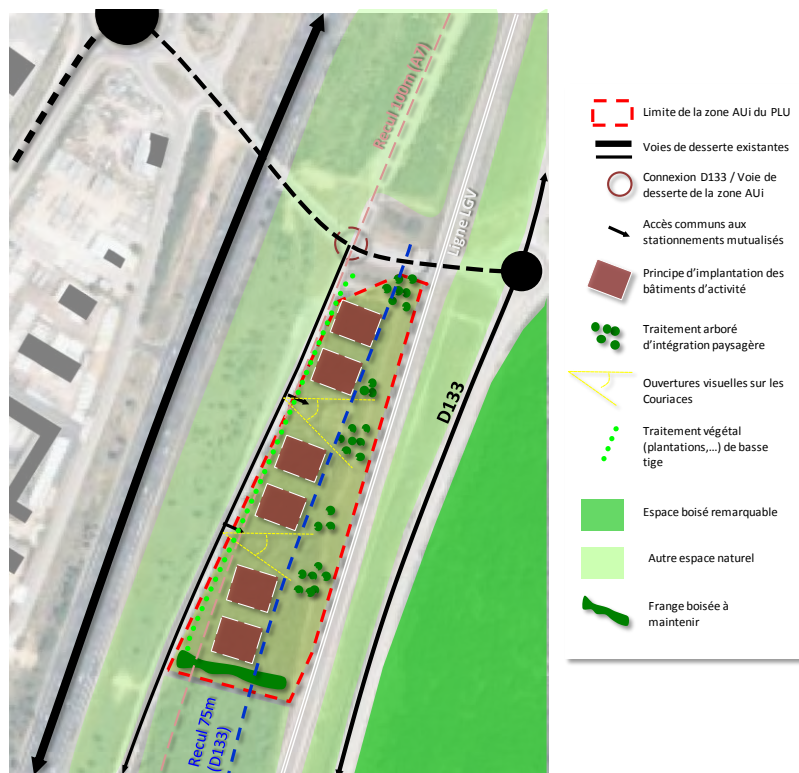
- les réservoirs de biodiversité : il s'agit de zones vitales, riches en biodiversité où les individus peuvent réaliser l'ensemble de leur cycle de vie (reproduction, alimentation, abri...) ;
- les corridors écologiques : il s'agit des voies de déplacement empruntées par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité ;
- les continuités écologiques : c'est l'association de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques

La carte ci-après, qui figure dans la partie diagnostic du présent rapport de présentation, synthétise le fonctionnement de la trame verte et bleue de Malataverne. Les encadrés correspondent à des enjeux spécifiques.



On note que :

- **A** (voir l'encadré « A » sur la carte ci-avant) : le principal corridor Est-Ouest est préservé par un zonage adapté (N / Nr). L'enjeu consiste à limiter l'effet de coupure (très prégnant du fait du passage des infrastructures) en préservant de l'urbanisation un espace situé entre une zone urbaine (Ui) et une zone à urbaniser (AUe). Cette continuité de la trame verte est d'autant plus importante qu'elle se situe à la charnière entre deux zones naturelles remarquables (ZNIEFF 1 et arrêté de biotope).
- **B** (voir l'encadré « B » sur la carte ci-avant) : un corridor Est-Ouest, secondaire, sur le secteur des Couriaces, est concerné pour partie par une zone AUi. Cette zone, d'une emprise limitée (2,5 ha), est située entre la ligne LGV à l'Est et une voie départementale à l'Ouest, réservée à la desserte locale. Ce positionnement sur une bande étroite entre deux infrastructures limite, de fait, les impacts sur l'environnement. Cependant, de larges perméabilités Est-Ouest ont été préservées grâce à la disposition du bâti, comme cela figure sur l'orientation d'aménagement et de programmation sur ce secteur. De plus, du fait des périmètres d'inconstructibilité liés au passage de la D133 (recul = 75m) et de l'A7 (recul = 100m), l'emprise constructible est très contrainte.
Le maintien d'une frange boisée au sud et, d'autre part, le traitement arboré en frange Est sont des outils de limitation des effets de l'urbanisation sur les corridors écologique.



- **C** (voir l'encadré « C » sur la carte ci-avant) : sur le secteur de Razas, on constate des secteurs zonés en zone Ui et un autre en AUJ. Ces secteurs font l'objet d'une dérogation accordée par le Préfet au titre du L122-2 en vue de leur urbanisation. Ces aménagements ne remettent pas en cause le corridor écologique puisque la parcelle n°45 (section AL) notamment conserve en partie sa vocation naturelle. Cela permet d'assurer une continuité écologique.

On note que sur la partie ouest de la commune, la plupart des secteurs sont zonés en zone naturelle (ponctuellement en zone agricole) afin de garantir l'ensemble des continuités écologiques avec les secteurs à enjeux limitrophes, tels que le périmètre d'arrêt de biotope, les pelouses sèches, etc.

3.3 Prise en compte de la gestion de l'eau

A travers les différentes pièces du PLU (PADD, plan de zonage, règlement écrit,...), les 8 orientations fondamentales du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhône Méditerranée sont prises en compte :

1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
2. Concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
3. Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en oeuvre des objectifs environnementaux
4. Renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
6. Préserver et redévelopper les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
8. Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

4- Prise en compte de l'environnement humain

4.1 Prise en compte des déplacements doux

Dans le cadre du développement urbain, la ville a prévu de relier les futurs quartiers et les futurs équipements au tissu urbain existant. A cette fin, certaines orientations d'aménagement prennent en compte la problématique de la desserte en liaisons douces et, dans le plan de zonage, des emplacements réservés ont été créés.

Concernant le secteur sud du village, la commune a entrepris des aménagements visant à sécuriser les déplacements doux le long du chemin de Montchamp. Sur le secteur d'Agrippa, des chemins existent déjà entre la partie nord de la zone AUe et le sud du village et peuvent être utilisés. Concernant Tourvieille, l'objectif de relier par des liaisons douces le quartier avec les équipements du village est plus difficile à atteindre dans la mesure où cela nécessiterait des aménagements sur la voirie départementale sur un linéaire d'environ 1 km.

Les liaisons douces qui seront créées devront respecter la largeur minimum réglementaire :

- pour les piétons : largeur de 1,40 m minimum pour les Personnes à mobilité réduite (PMR) et l'absence de plantations risquant de créer un obstacle à leur rencontre ;
- pour les aménagements cyclables : soit des bandes (1,50m hors marquage), soit des pistes (1,50m minimum pour les unidirectionnelles et 2,50m pour les bidirectionnelles) ;
- pour les aménagements mixtes piétons-cycles, une largeur minimale de 3,50m est conseillée. Les aménagements définitifs devront permettre d'assurer la sécurité optimale de ces deux catégories d'usagers.

4.2 Prise en compte des déplacements motorisés

L'urbanisation prévue dans le cadre du PLU s'organise autour du renforcement des voies de desserte existantes et de la création de nouvelles voies desservant les différentes opérations : habitat, activités, équipements,... Les orientations d'aménagement et de programmation prévues garantissent un maillage viaire global cohérent à l'échelle communale, et donc des déplacements maîtrisés. La qualité du cadre de vie est donc assurée.

4.3 Prise en compte de la limitation de la consommation d'espace

La prise en compte de l'environnement suppose une politique d'urbanisation maîtrisée sur le plan spatial. La délimitation des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU s'appuie essentiellement sur :

- la préservation de secteurs agricoles pérennes,
- une localisation des nouvelles zones à urbaniser en continuité de l'existant,
- une densification des secteurs d'extension urbaine,
- une limitation de l'extension urbaine dans les secteurs les moins favorables

L'impact des espaces urbanisables sur les espaces naturels et agricoles est limité car le PLU prend en compte une maîtrise dans l'espace (utilisation de limites naturelles telles que boisements, cours d'eau...) et dans le temps (phasage de l'urbanisation des zones à urbaniser).

4.4 Prise en compte de l'existence de voies bruyantes

Les voies à grandes circulations considérées comme bruyantes figurent en annexe du PLU. Il convient de se reporter aux réglementations d'isolation acoustique correspondantes. Les zones de recul prescrites par les services de l'Etat hors agglomération ont été intégrées dans le plan de zonage.

4.5 Prise en compte de la satisfaction des besoins en équipements

Le PLU participe à la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'équipements et d'espaces publics et collectifs ainsi que d'activités sportives et culturelles d'intérêt général, grâce notamment à :

- la définition des objectifs du PADD,
- la définition, la délimitation et la réglementation particulière des secteurs à vocation spécifique d'équipements (activités de loisirs,...)

- l'autorisation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sur l'ensemble du territoire communal ;
- la définition de plusieurs emplacements réservés destinés à la réalisation d'espaces ou d'équipements publics.

4.6 Prise en compte de la satisfaction des besoins en infrastructures

Le zonage proposé tient compte des conditions de desserte par les réseaux. Le plan des réseaux existants (assainissement, eau potable,...) figure en annexe du PLU.

Concernant la problématique des eaux usées, la station d'épuration desservant le chef-lieu a fait l'objet d'une réflexion spécifique. La commune s'est engagée sur le calendrier suivant :

- courant 2012 : Choix du scénario
 - ✓ option 1 : aménagement de la station d'épuration existante en intégrant les contraintes du site
 - ✓ option 2 : raccordement sur le réseau de Châteauneuf du Rhône
- 2012 / 2013 : Mise en œuvre opérationnelle du scénario retenu

4.7 Prise en compte des servitudes d'utilité publique

La liste des servitudes d'utilité publique est mise en annexe du PLU et comprend un plan des servitudes.

4.8 Prise en compte des normes supérieures

- Au regard du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)
La Commune de Malataverne n'est concernée par aucun schéma de cohérence territoriale, mais le projet de révision simplifiée répond aux principes du développement durable et en particulier ceux énoncés à l'article L 121-1 du Code de l'urbanisme : équilibre entre les espaces, diversité des fonctions urbaines et respect de l'environnement.
- Au regard du Programme Local de l'Habitat (PLH)
La Commune de Malataverne n'est concernée par aucun PLH.
- Au regard du Plan de Déplacements Urbains (PDU)
La Commune de Malataverne n'est concernée par aucun PDU.